

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 D.F.; Maroc, 1,50 D.F.; Tunisie, 1,20 D.F.; Allemagne, 1 D.M.; Autriche, 1 S.; Belgique, 1 F.; Canada, 3 C.; Danemark, 3,50 Kr.; Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 10 s.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 R.; Italie, 350 L.; Japon, 175 Y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 18 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Venezuela, 10 B. de.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS — CODEX 80
C.C.P. 4395-33 Paris
Xerox Paris n° 63072
Tél. : 246-72-23

La crise du Sahara occidental

Si besoin est nous frapperons à Tindouf

affirme le ministre d'Etat marocain
LIRE PAGE 5

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Référendum au Pakistan

Le Parlement pakistanais va examiner un projet d'amendement constitutionnel qui vise à autoriser le premier ministre, M. Bhutto, à organiser un référendum permettant à la population de se prononcer sur l'opportunité de son maintien au pouvoir. Ayant constaté qu'aucun compromis n'était possible avec les dirigeants de l'Alliance nationale pakistanaise — coalition des partis d'opposition — qui exige sa démission, le chef du gouvernement pakistanais a annoncé, vendredi 13 mai, qu'il en appelait à l'arbitrage du peuple.

Depuis le 7 mars, date des élections législatives, qui, selon le président de la commission de contrôle du scrutin, ont été « truquées dans plus de la moitié des circonscriptions », l'opposition entretient une agitation que le pouvoir a du plus en plus de mal à contenir. Deux cent cinquante personnes auraient été tuées et près de quarante mille militants de l'opposition seraient en prison. Un certain flottement était perceptible depuis quelques jours parmi les chefs militaires chargés du maintien de l'ordre. Imbécile par quatre généraux et une cinquantaine d'officiers, le général chargé de l'application de la loi martiale à Lahore a présenté sa démission, affirme l'opposition.

Ces démissions ont pu jouer un rôle déterminant dans la décision du premier ministre de convoquer un référendum à la place des élections générales réclamées par l'opposition. M. Bhutto n'a sans doute pas voulu avoir l'air de capituler devant ses adversaires. Peut-être estime-t-il aussi qu'une consultation engageant directement sa personne a plus de chances de se terminer à l'avantage du régime que des élections contraindant les candidats de l'opposition, aux anciens élus du parti gouvernemental, passablement discrédités.

Incarnant l'unité du Pakistan, qu'il a tiré d'une situation précaire après la défaite au Bangladesh, M. Bhutto peut espérer bénéficier des sentiments nationalistes d'un peuple par ailleurs déçu ou indigné par les erreurs et les excès de son parti. Il a dénoncé à plusieurs reprises la « conspiration internationale » dont il serait victime. Selon l'opposition, il a refusé la tenue d'élections législatives en faisant état de mouvements de troupes dans certaines régions frontalières de l'Inde. En prévision du référendum — dont on ignore encore la date, le premier ministre ne joue pas seulement sur la fibre nationaliste ; il rassure les classes moyennes en révisant certains objectifs de son programme « socialiste ». Des usines nationalisées l'été dernier vont être restituées à leurs anciens propriétaires.

L'opposition n'avait pas encore fait connaître samedi sa position définitive au sujet du référendum. Il semble qu'elle songeait à donner des consignes de boycottage. En proposant une solution alternative à la crise, M. Bhutto met ses adversaires dans l'embarras. Il lui reste à lever la question de la libération des détenus politiques et à autoriser les rassemblements qu'il veut apparaître comme étant de bonne foi. Il devra aussi apaiser les inquiétudes suscitées par ses déclarations de vendredi sur la nécessité de modifier les structures du pays si le référendum lui est favorable. L'opposition voit, en effet, dans cette consultation une manœuvre pour imposer un régime de parti unique.

Selon M. Bhutto, le scrutin qu'il propose est le seul moyen de « sortir d'un canechamar ». Canechamar d'un homme au pouvoir depuis 1971 et qui, pour la première fois, a senti le contrôle de la situation lui échapper par moments. Canechamar aussi d'un peuple que les troubles risquent de plonger davantage dans la misère.

REGAIN DE TENSION EN ITALIE

L'ordre sera maintenu par tous les moyens
déclare le ministre de l'intérieur

De nouvelles manifestations ont eu lieu vendredi 13 mai dans plusieurs villes d'Italie en signe de protestation contre la mort d'une jeune fille tuée jeudi par balles à Rome. Quatre mille jeunes gens ont défilé dans la capitale malgré l'interdiction préfectorale. Deux manifestants porteurs d'armes à feu ont été arrêtés par la police. De violents incidents ont éclaté sporadiquement.

Des accrochages entre manifestants et forces de l'ordre ont également eu lieu à Bologne, à Milan et à Turin. A Rome, dix journalistes appartenant à des journaux indépendants et de gauche ont signé une déclaration affirmant avoir vu des policiers armés, en jeans, mêlés aux manifestants. Le ministre de l'intérieur a réaffirmé sa détermination de maintenir l'ordre « par tous les moyens préventifs et répressifs » prévus par la loi.

De notre correspondant

Rome. — Une certaine tension reste sensible dans la capitale italienne où plusieurs milliers d'étudiants et de militants d'extrême gauche ont défilé, vendredi 13 mai, bien que toutes les manifestations soient interdites jusqu'à la fin du mois. Il y a eu des heurts avec les forces de l'ordre et même quelques coups de feu, mais les affrontements n'ont pas pris l'aspect dramatique de la veille.

Ayant réussi à braver le ministre de l'intérieur, les contestataires seront tentés de descendre de nouveau dans la rue. D'ores et déjà une grande manifestation étudiante est annoncée à Rome pour le 19 mai. Les petits groupes, de provocateurs, armés d'armes à feu de tous genres — c'est une balle de calibre 22 long rifle qui a tué une jeune fille, jeudi soir — ne manqueront pas de s'y livrer.

Ces affrontements de rue ont eu un écho dans plusieurs autres villes d'Italie : des heurts, assez brèves, se sont produits à Milan et à Turin entre militants d'extrême gauche et policiers. Divers attentats sont signalés d'autre part, notamment à Rome, où un explosif de forte puissance a détruit une dizaine de véhicules dans un parking de la police.

Le P.C.I. condamne
« les initiatives qui favorisent la provocation »

Indifférent aux critiques de l'extrême gauche et du parti radical, qui l'accusent de « dessin criminel », le ministre de l'intérieur, a réaffirmé, vendredi, à la Chambre, sa détermination à maintenir l'ordre « par tous les moyens préventifs et répressifs que la loi consent ». Le conseil des ministres a annoncé, en outre, des projets de loi pour renforcer certaines peines. Les responsables de la mort d'un parlementaire, d'un magistrat ou d'un policier, risqueraient

VIOLENTS INCIDENTS AU PAYS BASQUE

Un mort à Pampelune

(Lire nos informations page 2.)

L'OPEP pourrait renoncer à augmenter le 1^{er} juillet le prix du pétrole

Les onze membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui devaient procéder à une augmentation de 5 % du prix de leur brut à compter du 1^{er} juillet, y auraient renoncé, indique la revue « Middle East Economic Survey » (M.E.E.S.), dont les informations semblent puisées à bonne source. Selon la M.E.E.S., la décision pourrait être publiquement annoncée le 20 mai.

Cette décision, si elle est confirmée, sonnera comme une victoire pour l'Arabie Saoudite. On se souvient en effet qu'en décembre 1976, lors de la dernière réunion de l'OPEP à Doha (Qatar), ce pays, premier exportateur mondial de pétrole, avait décidé, limité par les Emirats arabes unis, de n'augmenter que de 5 % le prix de son brut, alors que les onze autres membres de l'organisation majoraient leur prix de 10 % et annonçaient une nouvelle hausse de 5 % à compter du 1^{er} juillet 1977. L'instauration d'un double prix du pétrole était immédiatement apparue comme absurde économiquement et dangereuse pour l'OPEP. Le 15 avril dernier, le président du Venezuela, M. Carlos Andrés Pérez, entamant une tournée de deux semaines dans les Etats pétroliers du golfe Persique, afin de tenter de trouver un compromis. De nombreuses rumeurs avaient alors circulé, qui faisaient notamment état d'une possible renonciation des « onze » à l'augmentation de 5 % prévue pour le 1^{er} juillet. Elles se trouvent aujourd'hui confirmées par la M.E.E.S.

En renonçant à cette nouvelle majoration, les « onze » feraient une importante concession à l'Arabie Saoudite. Au-delà des considérations politiques, il n'est pas douteux que l'évolution récente du marché a pesé lourd dans la décision. Depuis deux mois, en effet, la production de pétrole de l'Arabie Saoudite, qui était restée stable au début de l'année en raison des conditions météorologiques qui régnaient dans le Golfe, a fortement augmenté. Elle dépasse actuellement 10 millions de barils par jour, en un moment où la demande donne des signes d'essoufflement. Ainsi l'Iran a-t-il vu sa production fléchir de 16 % en avril. Cette évolution du marché a sans doute permis aux pétroliers d'un compromis de « convaincre » les pays les plus durs, tels l'Irak ou l'Irak.

La C.F.T.C. appelle à son tour à la grève le 24 mai

La journée de grève nationale du 24 mai, organisée simultanément par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, d'une part, Force ouvrière, d'autre part, s'annonce d'ores et déjà comme devant être de grande ampleur.

M. Bergeron, clôturant vendredi le congrès de l'Ouvrier, à Vichy, a de nouveau condamné en termes très vifs le blocage de la politique contractuelle. « Pour F.O., dit-il, la grève du 24 doit être un arrêt général, tiré au net de vingt-quatre heures ». La C.F.T.C., qui a réuni ce samedi matin son comité confédéral, a décidé à son tour d'appeler à la grève, tout en refusant, comme Force ouvrière, de s'associer à une manifestation. L'Union des cadres et techniciens a invité également ses adhérents à être crécents dans l'action ce jour-là. C'est dans les secteurs public et nationalisé que les appels à la grève sont les plus nombreux ; ils émanent non seulement des confédérations ouvrières, mais de plusieurs organisations autonomes (Fédération des fonctionnaires, Fédération métalliste et cadres S.N.C.F., Syndicat national des collégiés, etc.). Réuni en congrès à Lyon, du 11 au 13 mai, le Syndicat national des policiers en tenue — la plus importante des organisations de la Fédération des syndicats de police — a décidé de participer à la journée du 24. Les manifestants défileront en civil, comme ils l'ont déjà fait, notamment le 17 novembre dernier à Paris. Toutefois, ils ne se joindront pas au mouvement de grève, respectant en cela l'interdiction légale qui leur est faite d'organiser des cessations du travail.

Dans le secteur privé, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. ont prévu des actions dans la métallurgie dès le mardi 17 mai, avec notamment des grèves à Usinor. Enfin, alors que les velleitaires du M.I.U. annoncent de nouvelles manifestations contre les importations de vins italiens, mardi 17 à Bruxelles et mercredi 18 à Paris, le comité d'action viticole de l'Hérault a décidé de mettre à profit la journée de grève générale du 24 mai pour bloquer toutes les routes du département. Cette mobilisation syndicale n'empêche pas les divergences politiques de continuer à s'exprimer : elle a été le sujet du débat Barre-Mitterrand à la veille de la réunion, mardi prochain, entre MM. Marchais, Mitterrand et Fabre sur l'actualisation du programme commun. Lundi, le premier secrétaire du parti socialiste doit rencontrer M. Edmond Malraux au siège de la C.F.D.T.

A LA SUITE DE LA CAMPAGNE D'INTIMIDATION

Les autorités de Moscou ont réduit considérablement l'activité des contestataires

De notre correspondant

Moscou. — Grâce aux arrestations opérées depuis le début de l'année et à la campagne d'intimidation qui se poursuit, les autorités soviétiques ont réussi à réduire considérablement les activités et l'influence des milieux contestataires. Les succès, au moins provisoires, des services de sécurité soviétiques ont été soulignés par les correspondants occidentaux installés à Moscou. Il y a quelques mois encore, ils étaient invités plusieurs fois par semaine à assister à des conférences de presse organisées soit par les responsables du Comité de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, soit par les représentants d'Amnesty International, soit par les membres d'autres organisations non officielles. Grâce à ces contacts fréquents et réguliers, il était possible de se tenir au courant de cet aspect de la vie soviétique qu'ignoraient les journaux officiels, de suivre les affaires en cours. Ces contacts sont devenus aujourd'hui pour la plupart impossibles.

Cette nouvelle situation est d'abord le résultat de la campagne d'arrestations déclenchée en 1977 par les services soviétiques. Ces arrestations, qui ont eu lieu surtout au mois de février, avaient été précédées au mois de janvier par des dizaines de perquisitions au domicile de militants pour les droits évangéliques, ou

à celui de simples sympathisants des mouvements. Elles ont permis de découvrir de nouvelles formes de résistance, de découvrir des « dissidents » et de les démasquer. Le cas échéant, son courage sera mis à l'épreuve au cours d'une visite d'avertissement que lui feront les agents du K.G.B. pour lui conseiller de cesser toutes relations avec telle ou telle personne.

Le sort de Guinzbourg

La première arrestation significative a eu lieu le 15 février dernier. C'était celle d'Alexandre Guinzbourg, qui était chargé de distribuer aux dissidents dans le bled, ou aux familles des emprisonnés, des lettres et des colis collectés au Union soviétique ou envoyés par Soljenitsyne. Guinzbourg, qui a déjà passé plusieurs années en prison pour avoir diffusé un livre blanc sur l'affaire Shniavski-Daniel, n'a plus été vu depuis cette date, même par sa femme, à laquelle on a refusé tout droit de visite. Selon des rumeurs — il est impossible dans ces conditions de parler d'informations, Guinzbourg, qui serait devenu à Kalouga, au loin de Moscou, ferait la grève de la faim depuis le 28 mars dernier et serait alimenté de force. Aucune acquisition n'a encore été portée contre lui, mais on s'attend qu'il soit poursuivi pour activités anti-soviétiques, voire pour trafic de drogues. Le résultat le plus clair de son arrestation a été en tout cas de supprimer le Fonds d'aide qu'il administrait. Une semaine après Alexandre

« LA FLUTE ENCHANTÉE », au palais Garnier

La négation de l'opéra

Devant un spectacle très beau musicalement mais aussi laid scéniquement que « La Flûte enchantée », de Mozart, à l'Opéra, on doit se poser la question : quelle est l'origine, la raison, de cette loi ? Tient-elle à notre époque, à-t-elle un sens ? Car on n'imagine pas que M. Rolf Liebermann ait gaspillé des millions sans motif, qu'il ait choisi le meilleur en scène, l'orchestre Horst Zonk et le décorateur israélien Arik Brauer, sans connaître leur talent ; il avait espéré auparavant convaincre Ingmar Bergman de monter ce spectacle ; le moins qu'on puisse dire est qu'il a changé son fusil d'épaulé.

Le programme abonde, bien sûr, en excès mythiques, historiques, idéologiques, philosophiques et psychanalytiques souvent intéressants. Expliquent-elles une réalisation aussi lourde, sans rythme dramatique, dépourvue d'enchantement et de sens planier ? Et faut-il croire que l'univers soit défiguré ou point que le chef-d'œuvre le plus pur de Mozart nous revienne dans des décors de bandes dessinées bêtes et méchantes ? Le talent d'artistes tels que Karl Boehm, Kiril Te Kanawa ou Martti Tolvola ne suffit pas à couvrir une présentation aussi colossale, que l'Opéra devra trahir à son répertoire pendant au moins trois ans, fût-ce avec les distributions les plus belles du monde.

Le rideau de scène est cependant charmant : on y voit Tamino en figurine populaire monté sur une pyramide à daniels surplombant un massif rocheux qui s'élève dans le désert, entre un soleil flamboyant et une boule de nuit qui vole en éclats, tandis que le son flûte s'échappent des grenades tournoyantes. Mais presque rien ensuite ne vient confirmer cette vision naïve, sinon le gigantesque serpent qui se casse en deux, laissant échapper ses tripes sanguinolentes.

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 22.)

ROBERT LAFFONT

Le nouveau roman de
BERNARD CLAVEL

La lumière du lac

La suite attendue de
La saison des loups
(150 000 ex.)

AU JOUR LE JOUR

De l'intérieur à l'extérieur

Outre son téléphone rouge, M. Giscard d'Estaing disposera désormais pour correspondre avec les chefs d'Etat étrangers d'un précieux instrument de précision : le pontophone. M. Pompidou vient en effet d'être nommé ambassadeur permanent et personnel du chef de l'Etat. Depuis que M. Jean-Pierre

Soisson est officiellement appelé à guider les représentants indépendants, il était évident que l'ancien ministre d'Etat était tout désigné pour porter à l'extérieur la voix de la déorption qu'il avait su avec tant de succès faire entendre à l'intérieur.

BERNARD CHAPUIS.

EUROPE

DIPLOMATIE

M. Trudeau n'a pas évoqué

la question québécoise avec M. Giscard d'Estaing

M. Pierre Elliott Trudeau a quitté Paris, samedi 14 mai, pour Ottawa, après une visite privée de trois jours. Il a assisté, vêtus d'un costume de velours côtelé belge, une rose à la boutonnière, à un grand déjeuner donné en son honneur par le président de la République, avec lequel il a eu ensuite une conversation, suivie d'un entretien avec M. Raymond Barre. Le premier ministre du Canada a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que sa discussion avec le chef de l'Etat avait été essentiellement consacrée au «sommet» de Londres. Il a confirmé que la France et le Canada étaient en désaccord au sujet de la vente d'usines de traitement du combustible nucléaire usagé, le Canada considérant qu'elle augmentait le danger de prolifération nucléaire. Mais, a-t-il précisé, il y a entre les deux pays «convergence de pensée sur le danger de la prolifération et sur la nécessité d'en l'éviter». M. Trudeau a refusé de dire quand le Canada reprendrait ses exportations d'uranium, suspendues depuis l'explosion, en 1974, d'un engin atomique indien. «Nous avons également parlé

de commerce, de la possibilité d'achat d'hélicoptères par le Canada, et du fait que le Canada avait demandé à la France de faire des propositions pour un avion de chasse que nous allons acquérir», a ajouté M. Trudeau. Il n'a pas été question du Québec au cours du déjeuner de l'Élysée, a-t-il précisé. En revanche, le premier ministre, au cours de sa conférence de presse, a affirmé que «pour résoudre le problème très réel de la langue française, il n'était pas nécessaire de défaire le pays». Interrogé au sujet du mouvement indépendantiste, M. Trudeau a répondu par une boutade : «Si ma grand-mère avait des roues, ce serait un bel autobus». Il a précisé, au cours d'une interview à TF 1, qu'il s'agissait d'un proverbe québécois et qu'il avait voulu dire que la question ne se posait pas. Le Québec ne sera pas indépendant, a-t-il dit, en reprenant l'argumentation de son interview au Monde selon laquelle le P.Q. n'a gagné les élections provinciales que parce qu'il n'a pas fait de l'indépendance le thème principal de sa campagne.

Nous mesurons mieux aujourd'hui les résultats favorables des accords d'Helsinki déclare au Sénat M. de Guiringaud

Le Sénat a débattu vendredi matin 13 mai d'une question orale de M. Charles Bosson (Union centriste) concernant l'application des accords d'Helsinki. «Dans bien des domaines», a affirmé M. Bosson, les actes ont contredit les principes, particulièrement en ce qui concerne les droits de l'homme. (...) Devant ces échecs, il ne peut être question de dénoncer ces accords, car il est à la détermination, si difficile soit-elle, d'autre alternative que la guerre froide, mais il faut avoir le courage d'en demander l'observation, car, si nous ne réagissons pas, Helsinki peut se métamorphoser en nouveau Munich. L'honneur de notre pays est engagé par la signature de cet accord. M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a déclaré de son côté que l'acte final de la conférence d'Helsinki se situe au cœur de la politique de détente en Europe, dont il est à la fois un symbole et un instrument. Le bilan d'Helsinki, a-t-il souligné, est certes encore en-deçà du souhaitable, mais il est à la fois «le meilleur des maux». «Je ne vois pas motif à un pessimisme exagéré. (...) La plupart des faits cités par M. Bosson montrent l'efficacité qu'a eu en U.R.S.S. même le septième principe de la première corbeille (1).

Sur le chemin de Maputo, où il doit assister à la conférence sur l'aide aux mouvements de libération de Rhodésie et de Namibie, M. André Young, ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies, a fait escale, le 12 mai, à Accra, où il a été reçu par le général Acheampong, président du Ghana. Il s'est ensuite rendu à Lagos (Nigérie), puis à Monrovia (Libéria) pour une courte «visite d'amitié». — (A.F.P.)

(1) Ce principe traite du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

A TRAVERS LE MONDE

Union soviétique

Les autorités ont réduit considérablement l'activité des contestataires

(Suite de la première page.)

Chibcharanski, auquel les autorités soviétiques ont refusé pendant des années un visa de sortie pour Israël, est accusé «d'avoir collecté et diffusionné d'agents de la C.I.A. des renseignements secrets dans les domaines scientifique, technique, militaire et politique», autrement dit d'espionnage au profit de l'État-Unis. Il n'a cependant pas été encore inculpé et, officiellement, l'insinuation est poursuivie. En fait, il semble que les autorités veulent faire de son dossier un cas exemplaire en assimilant dissidence et trahison.

Si jamais Chibcharanski est jugé, l'un des témoins à charge sera certainement l'un de ses anciens amis, un médecin du nom de Lipavski, qui semble avoir été «retourné» par le K.G.B. Lipavski a en effet accusé d'espionnage Chibcharanski, par ailleurs d'autres activités juives, dans une lettre ouverte qu'il a publiée le 12 mai, le 4 mars dernier. Il a récidivé, vendredi 5 mai, au cours

d'une «conférence de presse», en principe destinée à l'édification des correspondants étrangers, mais à laquelle deux d'entre eux seulement, sur un total de plusieurs dizaines, avaient été convoqués. Le compte rendu de cette étrange conférence de presse a été de nouveau publié dans les journaux avec les noms des diplomates et journalistes américains, accusés de travailler pour la C.I.A.

Une publicité nouvelle

La publicité donnée par la presse et les dirigeants soviétiques aux «crimes» et autres «traisons» des dissidents est nouvelle : jusqu'à l'an dernier on préférait ne pas trop s'étendre sur le phénomène de la contestation, pour sans doute de lui reconnaître une certaine représentativité. Ces craintes ont aujourd'hui disparu. Ce dont il s'agit maintenant, c'est de mettre en garde la population soviétique contre les dangers pratiques qu'il y a à trop fréquenter étrangers

et «mal pensants». La méthode, il faut le reconnaître, est efficace : dès qu'un dissident est identifié dans la presse, bon nombre de ses connaissances cessent spontanément de le fréquenter, sans fournir bien sûr d'explication. Alors commence pour le nouveau pestiféré le troncement de l'œil intérieur, de la solitude, des tracasseries de toutes sortes qui vont de la suppression du téléphone au limogeage pur et simple.

Si les amis des dissidents ne comprennent pas tout seuls où est leur intérêt, quelques visites ou conversations suffisent en général à les ramener à la raison : qui, en Union soviétique, plus sans doute qu'ailleurs, peut se targuer d'avoir jamais violé une loi, un règlement ? D'être l'abîme de tout soupçon ? D'être le «fautif» qui a envie de perdre les quelques privilèges difficilement acquis ? L'appareil obtient de longue lutte.

Le but de cette campagne, moins spectaculaire sans doute que la série d'arrestations opérées

en février, mais tout aussi efficace, est de protéger de la «contamination» toute une frange intellectuelle de Moscou qui, insensiblement, avait pris depuis quelques années de «mauvaises habitudes», recevait qui bon lui semblait, se procurait ainsi un peu de cet air frais qui manque tant. C'est cet insidieux mouvement de libération, de distanciation de la peur, que les autorités ont voulu freiner, tout en indiquant clairement à M. Carter que ses interventions en faveur des dissidents les plus connus n'auraient que des résultats contraires à ceux escomptés. A cinq semaines de la conférence de Belgrade, force est de constater qu'il y a eu un certain succès. Les autorités soviétiques s'en félicitent d'autant plus que cette reprise en main n'a pas entraîné, au contraire, une recrudescence des protestations en Occident, qu'elles viennent de la Maison Blanche ou des partis communistes ouest-européens.

JACQUES AMALRIC.

Le destin de Natalya

Deux grands yeux noirs brillants mangent le visage pâle, auréolé de cheveux bruns, de cette toute jeune femme. Mince, d'apparence fragile, Natalya reçoit une énergie peu commune. Elle est bien décidée à tout faire pour sauver son mari. Elle raconte :

«J'ai fait la connaissance d'Anatole en octobre 1973. On lui avait déjà refusé le droit d'émigrer en Israël. Il travaillait encore comme mathématicien : on ne l'avait pas mis à la porte de la visite à Moscou de son père, mais il avait fait état d'une loi selon laquelle tout spécialiste doit obligatoirement demeurer trois ans d'affilée dans son premier emploi. Il ne savait pas qu'il lui fallait, le premier jour de la quatrième année, en 1975.

«J'avais mal aussi l'intention de partir, mais je n'avais pas encore déposé de demande. Nous décidâmes très vite de nous marier. Que ce soit dans mon quartier ou dans le sien, le bureau d'enregistrement des mariages trouva pendant six mois diverses raisons bureaucratiques pour ne pas accepter le dépôt de nos documents.

«Le jour où une femme fonctionnaire me dit : «On ne vous

mariera jamais. On sait que vous êtes des juifs qui voulez se marier pour partir», nous décidâmes d'agir autrement. Je déposai ma demande d'émigration et nous cherchâmes un rabbin qui excommuniât de nous marier. Ce ne fut pas facile. Un d'entre eux accepta enfin et la date du mariage fut fixée au 4 juillet 1974.

«Malgré, à dix jours du mariage, Anatole ne rentra pas de son travail. Comme bien d'autres, il avait été arrêté préventivement en raison de la visite à Moscou du président Nixon. Mais, au moment où nous nous marions, il était en voyage d'affaires à l'OVIR (bureau des passeports). «Valait la peine, me dit-on. Tu n'as rien fait, le pays dans les dix jours, c'est-à-dire le 5 juillet. Je ne peux pas, je dois me marier avant. Alors, moi plutôt, à retrouver mon fiancé qui a disparu, répondis-je. «Si tu ne pars pas, vous ne vous mariez plus, vous ne pouvez pas partir», me répliquèrent-ils. Je promis de partir, mais je n'étais pas prête de le faire.

«Le matin du jour fixé pour mon mariage, je sortis téléphone pour ramener les dix hommes qui devaient m'accompagner à la cérémonie. Remplaça le

maison, j'eus la surprise d'y trouver Anatole que l'on venait de relâcher. Le mariage fut lieu comme prévu. Le lendemain, il m'accompagna à l'église. Depuis, je ne l'ai plus revu. A Jérusalem, j'ai fait enregistrer notre mariage.

Le mathématicien Anatole Chibcharanski, âgé de vingt-neuf ans, activiste juif et membre du comité de surveillance de l'opinion en U.R.S.S. des accords d'Helsinki, a été arrêté le 16 mars. Il est détenu dans la prison de Lefortovo, à Moscou (le Monde du 17 mars). On n'a plus aucune nouvelle de lui depuis. Inquiète pour son fils, alors qu'on n'a pas eu de nouvelles de l'antisémitisme en U.R.S.S. (le Monde des 14 et 16 février), la mère d'Anatole a demandé à M. Andropov s'il était vivant. La ministre chargée de la sécurité d'Etat ne lui a répondu à cette lettre. En désespoir de cause, Natalya, quittant ses études, va d'un pays à l'autre pour demander l'intervention des hommes de bonne volonté. Pour qu'on l'aide à obtenir la libération de son mari, à qui l'on veut imputer un délit d'espionnage, alors qu'il n'est coupable que d'avoir voulu émigrer. — A.M.B.

Allemagne fédérale

● MME IRENE GOERGERS, vingt-six ans, ancien membre du groupe Baader-Meinhof, a été libérée de prison, lundi 9 mai, à Berlin-Ouest, par anticipation, annonce les autorités judiciaires, vendredi. Condamnée à sept ans de prison pour complicité dans l'évasion d'Andreas Baader, en mai 1970, et dans plusieurs hold-up à main armée et saqueuses à l'explosif, Mme Irene Goergers devait être libérée en juillet 1978. — (A.F.P.)

Argentine

● M. RICARDO SANDLER, architecte argentin âgé de vingt-six ans, fils de M. Hector Sandler, ancien député péroniste qui vit en exil au Mexique depuis mai 1976, a été enlevé à son domicile de Buenos-Aires par des individus non identifiés qui ont saqué en outre son domicile, apprend-on ce samedi 14 mai de source sûre à Paris. Il semble que les ravisseurs de M. Sandler, qui ne fait pas de politique, veulent ainsi exercer des représailles contre son père, qui est un opposant au régime du général Videla.

● CINQ GUERRILLEROS, dont une femme, ont été tués, vendredi 13 mai, par les forces de la police et de l'armée au cours d'un affrontement à Monte-Grande, à 25 kilomètres au sud de Buenos-Aires. Un officier et un sous-officier de police ont été blessés.

Belgique

● LES NOUVEAUX CONSEILS CULTURELS, qui groupent les députés et les députés de chaque des deux communautés linguistiques (Flandres et Wallons), se sont réunis le 12 mai. Ils sont ainsi composés : conseil culturel wallon : 172 membres (45 socialistes, 67 socialistes, 57 libéraux, 30 francophones-Rassemblement wallon et 2 communistes) ; conseil culturel flamand : 221 membres

Cuba

● LE NOMBRE DES DETENUS POLITIQUES À CUBA se situerait entre dix mille et quinze mille, dont deux mille gardés avec le maximum de précautions selon une estimation du département d'Etat américain, rendue publique mercredi 11 mai par M. Jesse Helms, sénateur (républicain) d'Alabama. Les purgés entre vingt et trente années de prison, et huit ressortissants américains se trouvent parmi eux. — (A.F.P.)

États-Unis

● M. CARTER a nommé, vendredi 13 mai, M. Arthur Hartman, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes, ambassadeur des États-Unis à Paris. M. Carter a également nommé M. Lawrence Eagleburger, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires administratives, ambassadeur en Yougoslavie et M. James Lowenstein, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes. Ces nominations doivent être ratifiées par le Sénat. Le Monde a publié une biographie de M. Hartman dans son numéro daté 9 et 10 janvier.

Iran

● UNE ZONE DE PÊCHE EXCLUSIVE de 50 milles de la côte perse et le golfe d'Oman a été établie par l'Iran. Sa délimitation est rendue délicate car l'Iran possède plusieurs îles dans le golfe, dont certaines se trouvent à moins de 50 milles des côtes des Émirats arabes. Les eaux du golfe, riches en crevettes et en thons, sont fréquentées par des flottes de plusieurs pays dont la Norvège, l'Union soviétique, la Corée du Nord et le Pakistan. — (A.F.P.)

Mexique

● UN DIRIGEANT DU PARTI REVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS, M. ALFONSO PERALTA RIVERA, a été assassiné jeudi, indiquent des sources policières à Mexico.

Ouganda

● SELON RADIO-KAMPALA, le maréchal Idi Amin Dada aurait donné son accord à l'Union soviétique pour l'établissement en Ouganda de la «base militaire la plus importante de toutes celles qui existent sur le continent africain».

Radio-Kampala a assuré, en outre, qu'un accord serait prochainement signé avec l'Union soviétique pour la mise en service en Ouganda d'un «réacteur nucléaire soviétique». — (A.F.P.)

Portugal

● UNE BOMBE A EXPLODÉ jeudi 12 mai, près du siège du parti communiste, à Sorta, aux Açores, a-t-on appris vendredi à Lisbonne. Le local, fermé comme tous les sièges du P.C. aux Açores depuis l'été 1975, avait été ouvert il y a quelques jours seulement. — (A.F.P.)

Tunisie

● M. ABDALLAH FARHAT, ministre tunisien de la défense nationale, a annoncé, le jeudi 13 mai, que la Libye avait demandé à la firme italienne SAIPEM, filiale de l'ENI, de retirer sa plate-forme de forage installée depuis le mois de janvier dernier dans le golfe de Gabès (le Monde des 28 mars et 5 avril). Le ministre a souligné que «cette action positive ouvre la voie à une solution définitive du problème». La mise en place de cette plate-forme dans une zone où les Tunisiens demandent avec insistance depuis

plusieurs années la délimitation du plateau continental, avait créé une vive tension entre Tunis et Tripoli. — (Corresp.)

Yougoslavie

● UNE DÉLÉGATION CHINOISE, conduite par le vice-président de l'Assemblée populaire nationale, a été reçue par le président Tito, vendredi 13 mai. — (A.F.P.)

Zaire

● LE PRÉSIDENT MOBUTU a reçu vendredi 13 mai, à Kolwezi, le ministre centrafricain de la défense nationale, M. Jean-Robert Zangha, à l'issue de l'entretien, a déclaré que l'empereur Bokassa I^{er} mettait un bataillon à la disposition du Zaire. — (A.F.P.)

Biologiste, océanographe, écologiste, ALAIN BOMBARD mène sans relâche un véritable combat pour la sauvegarde de la mer.

Un volume tout en couleurs 49,50

ALAIN BOMBARD

écologiste

FERNAND NATHAN

Italie

Une délégation du P.C.F. a rencontré plusieurs personnalités catholiques

À Rome, la délégation du P.C.F. a rencontré plusieurs personnalités catholiques, dont le cardinal Giovanni Benelli, secrétaire d'Etat du Vatican, et le cardinal Giuseppe Siri, archevêque de Gênes. Les discussions ont porté sur la situation en Italie et les relations entre l'Église et le P.C.F.

UN «SINGULIER» REPORTAGE

Les correspondants du Monde ont réalisé un reportage singulier sur la situation en Italie, en particulier sur la question du terrorisme et des relations entre l'Église et le P.C.F.

Portugal

La situation en Portugal continue d'être tendue, avec des tensions croissantes entre les différentes factions politiques.

Les tensions politiques en Portugal sont de plus en plus marquées, avec des débats intenses au sein du gouvernement.

Irlande du Nord

LES PROTESTANTS EXTRÊMISTES RENONCENT À LEUR GRÈVE

(De notre correspondant.)

Belfast. — Vendredi 13 mai, à minuit, le conseil d'action des Unionistes unis (protestants) a annoncé officiellement la fin de son mouvement de «désobéissance civile» lancé le 3 mai dernier. Depuis plusieurs jours, de sérieuses divergences d'opinion étaient apparues parmi les treize membres du comité d'action. Dans la journée de vendredi, l'U.U.A. la plus importante organisation para-militaire protestante, donnait l'ordre aux commerçants des quartiers loyalistes de rouvrir leurs magasins et leurs pubs. Les taxis repré-

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Kremlin était le cinquième à faire les deux hommes en moins de six mois.

ASIE

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Deniau (app. R.P.R.) relève l'échec de la loi favorisant l'accès à la retraite de certains travailleurs manuels

Vendredi 13 mai, l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Franceschi (P.S.), au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants ont notamment été évoqués :

● **LA RETRAITE DES TRAVAILLEURS MANUELS.** M. XAVIER DENIAU (app. R.P.R., Loiret) souhaite connaître le nombre de bénéficiaires de la loi de décembre 1975 qui permet aux travailleurs manuels salariés, justifiant d'une longue durée d'assurance et ayant été soumis aux conditions de travail les plus rudes, ainsi qu'aux ouvriers mères de trois enfants, de bénéficier, dès l'âge de cinquante ans, d'une pension de vieillesse calculée sur le taux de 50 %.

Mme MISSOFFE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, indique qu'en 31 décembre 1976, le nombre des demandes s'élevait à 6 397 ; 4 633 demandes au titre d'une pension de vieillesse et 1 764 demandes présentées par des ouvriers mères de famille. A ce nombre s'ajoutent les 2 367 demandes de majorations forfaitaires de pensions émanant de retraités qui remplissent déjà les conditions fixées par la loi. Au 31 décembre 1976, 1 413 pensions de vieillesse et 317 majorations forfaitaires avaient été attribuées. Mme Missoffe annonce que le nombre des demandeurs remplissant les conditions requises était sensiblement inférieur aux prévisions initiales, le gouvernement a décidé de ramener de quarante-trois à quarante et un ans la durée d'assurance exigée pour l'attribution de la pension anticipée.

Pour M. DENIAU, l'échec de la loi s'explique par le manque d'information, et la façon dont les services administratifs appliquent cette loi pénalisant les bénéficiaires.

● **LES IMPORTATIONS DE TEXTILES.** M. DENIS (R.I., Mayenne) ayant attiré son attention sur la situation critique de l'industrie textile, M. RUFENACH, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, lui rappelle les trois objectifs du gouvernement : réduire les importations de textiles étrangers, rendre notre industrie plus compétitive et promouvoir les exportations. Le député dénonce le comportement de certains industriels étrangers qui qualifie de « véritables négresses ». Il estime « inadmissible » que les investissements de certaines de ces entreprises soient financés par des capitaux français. « Si nous voulons combattre le chômage, conclut-il, il faut éviter aux industries françaises et européennes la concurrence des producteurs qui ignorent tout esprit social ».

● **LES IMPORTATIONS D'ARMES ÉTRANGÈRES.** M. RAILLOT (P.C., Paris) dénonce « la concurrence sauvage qui entraîne une aggravation du chômage dans la région stéphanoise ». Les importations de textiles (33 % du marché intérieur), en régression tant en valeur relative qu'en valeur absolue, ne sont pas à l'origine des difficultés actuelles dans l'industrie de l'armement. M. RAILLOT affirme, au contraire, que la proportion d'armes importées est passée de 3,5 % en 1970 à près de 48 % en 1975 et à 55 % en 1976. A son avis, le gouvernement doit prendre des mesures d'assistance à l'exportation et limiter les importations.

● **LA VITICULTURE MÉRIDIONALE.** Pour M. BAYOU (P.S., Hérault) cette viticulture « opportuniste dans l'incertitude, l'indifférence ou même l'hostilité générale et l'économie de tout le Midi viticole périclité ». M. BLANC, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, rappelle qu'un ensemble d'actions a été engagé pour promouvoir l'aspect de table de qualité, assurer l'équilibre du marché et soutenir le revenu des producteurs. Puis il évoque successivement l'aide à la trésorerie des producteurs de vins de table de qualité (qui devrait concerner 6 à 7 millions d'hectolitres de vins), le report de la date limite des opérations de distillation à 7,04 % et l'indemnisation, dès juillet, des viticulteurs dont la vendange a été sinistrée par les pluies excessives de l'automne. Quant aux conséquences des gels de printemps, elles seront étudiées le 23 mai avec les dirigeants viticoles.

● **LE GEMMAGE.** M. RUFFE (P.C., Lot-et-Garonne) reproche au gouvernement de signer, par sa politique, « l'arrêt de mort de la production nationale des gemmes, qui est passée pour la forêt de Gascogne de 63 millions de litres en 1950 à 12 millions en 1976, alors que les besoins s'élevaient à 60 millions ».

Pour M. BLANC, « L'extension de la production de gemme dépend du marché international, et la France ne peut, sous peine de se replier sur elle-même, le marcher, et cette évolution impose des mutations économiques devant lesquelles le gouvernement ne reste pas inerte ».

● **LA MODERNISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES.**

Répondant à M. Mayoud (R.I., Rhône), M. BLANC affirme que la politique communautaire des plans de développement doit être « un moteur pour l'ensemble de l'agriculture ». Il souligne que la modernisation de l'exploitation d'un jeune agriculteur puisse être aidée dans le cadre même de son exploitation et que des solutions soient accordées à des exploitations de petite taille, qui atteindraient progressivement le niveau requis. Ces propositions, précises, seront discutées à la conférence annuelle, avec la profession agricole.

● **L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI.**

En réponse à une question de M. BAUMEI (R.P.R., Hauts-de-Seine), M. Stoléru, secrétaire d'Etat au Travail, donne les précisions suivantes : « De 1975 à 1976, le nombre des points de plantation de l'Agence est passé de 530 à 561. Au 1^{er} mai 1977, il atteindra 572 ; 322 agences et 230 antennes. A la fin de 1974, les effectifs de l'Agence s'élevaient à 6 193 agents. En 1976, l'effectif budgétaire a atteint 7 160 et sera porté en 1977 à 7 710. » Il ajoute : « Compte tenu de l'augmentation prévisible du chômage, l'Agence sera par conséquent à la hauteur de sa tâche, et sera par conséquent à la hauteur de sa tâche, et sera par conséquent à la hauteur de sa tâche ».

● **LES RESPONSABLES DES INSTITUTS DE SONDAGE FORMULENT DES RÉSERVES SUR LES PROJETS DE RÉGLEMENTATION.** Les responsables de la section « Informations et stratégies » de la chambre syndicale des sociétés d'études et de conseils (SYNTEC) ont regroupé 80 % des instituteurs de sondage — ont exposé, au cours d'une conférence de presse tenue jeudi 12 mai, leur position sur les projets de réglementation en matière de réglementation et de déontologie des sondages politiques.

Après la communication faite, le 4 mai, devant le conseil des ministres, par M. Raymond Barre, les professionnels avaient émis des réserves sur l'intention du gouvernement d'interdire « la publication de sondages à caractère politique ou électoral dans la presse écrite » et de « limiter le nombre de sondages ». Les responsables des principaux organismes d'enquête d'opinion ont confirmé leur opposition à une telle interdiction. En revanche, les adhérents de SYNTEC se sont déclarés prêts à exiger des journaux qu'ils publient en même temps que l'ensemble des résultats une fiche technique qui précéderait les conditions dans lesquelles a été réalisé le sondage. Ils estiment que l'agrément officiel des instituteurs de sondage constituerait « un danger pour la démocratie ». M. Weil (SOFRESS) a noté à ce sujet : « Pour le moment, les instituteurs de sondage ne sont pas manipulés et ne sont pas manipulables. Il pourrait en être autrement avec la création d'un ordre ».

Chine

LA CONFÉRENCE NATIONALE SUR L'INDUSTRIE
Les dirigeants incitent les travailleurs à la discipline et à l'abnégation

De notre correspondant

Pékin. — La signification politique de la conférence nationale sur l'industrie, commencée le 20 avril à Tashing (le Monde daté des 24-25 avril) et qui s'est achevée le 14 mai, a été dégagée dans deux discours prononcés le 9 mai par le vice-président Hua Guo-feng, vice-président du comité central, l'agence Chine nouvelle a publié, vendredi 13 mai, l'intégralité du premier de ces discours et des extraits importants du second.

Il ressort de ces deux textes que la direction chinoise entend persuader l'opinion, en Chine comme à l'étranger, qu'elle a surmonté les divergences dont elle a souffert ces dernières mois, notamment à propos de la ligne de M. Teng Hsiao-ping et de son retour au pouvoir. Son unité est démontrée, sans que l'ancien vice-premier ministre ait reparu par son fait même que le maréchal Yeh Chien-ying — personnage considéré, du fait de son âge et de son prestige, comme l'« aïeule » des factions — a personnellement pris la parole pour présenter M. Hua Guo-feng comme un modèle dont les responsables du parti, à tous les échelons, doivent s'inspirer dans leur style de travail.

A travers le personnage du maréchal, qui est également ministre de la Défense, c'est aussi le soutien de l'armée au nouveau président du parti qui est affirmé. Il est significatif à cet égard que le maréchal Yeh Chien-ying ait non seulement souligné la nécessité impérieuse d'une modernisation de la défense nationale, mais également cité longuement les passages de la direction du 7 mai 1958 du président Mao exposant le rôle civil et politique de l'armée dans la nation. Ce lien est ainsi donné à une politique de défense qui, tout en reconnaissant le rôle des impératifs techniques, rejette l'idée d'un « professionnalisme » militaire trop exclusif et profite d'une conception « révolutionnaire » de l'armée qui associe cette dernière à la « révolution économique » du pays grâce à des luttes internes permanentes à sa pérennité.

On se heurte en effet au fait que le ton fort et militant de ces deux discours, et de la conférence elle-même, se prépare à une guerre mondiale. Depuis longtemps M. Hua Guo-feng avait pas parlé avec autant d'insistance de la lutte de classes, de la « limitation du droit bourgeois », de la nécessité d'éviter l'apparition d'une classe de bureaucrates. Le président du P.C. constate que « la base matérielle » de l'économie chinoise « n'est pas assez solide » et appelle à une intensification des efforts pour développer les forces productives. Mais il souligne que la Chine doit « prendre le rôle de développement industriel qui lui est propre ». Vole austère, faite de discipline et d'abnégation : les travailleurs ne devraient, par exemple, se soucier ni de leur niveau de salaire ni de savoir « si les heures de travail sont longues ou brèves », si l'accomplissement leur tâche est volontaire ou parce qu'elle leur est assignée. Et M. Hua Guo-feng ajoute — ce que l'on n'avait pas entendu depuis quelque temps — « la direction des entreprises doit être fermement tenue en main par les marxistes ».

On pourrait multiplier les exemples et ce genre de langage, contrastant avec le langage idéologique qui prévalait de combattre le « dogmatisme » de la « bande des quatre » et la tendance à prendre le dessus sur le principe. Si, comme tout le monde le croit, un débat a eu lieu à ce sujet au sein de la direction chinoise, l'impression qu'on veut donner aujourd'hui est qu'il a été tranché dans le sens de la rigueur. M. Hua Guo-feng et le maréchal Yeh Chien-ying ont évoqué l'un et l'autre la perspective d'une nouvelle guerre mondiale, à laquelle la Chine doit être préparée. De là, pour le régime populaire, la nécessité de ne pas perdre une seconde pour doter d'une industrie puissante, moderne, avant tout, d'une aide capable de fournir aux forces armées les équipements que nécessiterait leur participation à un conflit mondial.

Ce n'est cependant point l'essentiel, et, si l'accent est mis sur l'urgence des tâches à accomplir, l'orientation du vaste programme de développement proposé au pays est celui de l'an 2000. On retrouve ici les grandes lignes du plan présenté par Chou En-lai devant l'Assemblée nationale populaire en janvier 1975. S'y ajoutent principalement des consignes rigoureuses de « remise en ordre » qui annoncent à tous les niveaux de sérieuses mesures de réorganisation dans les équipes dirigeantes.

A en juger par les documents publiés jusqu'à présent, cette conférence nationale sur l'industrie — qui a été préparée pendant plus de deux ans — n'a pas tranché tous les problèmes. La politique des stimulants matériels ou autres — a, semble-t-il, été purement et simplement ignorée. De même, la politique d'investissements, c'est-à-dire du dosage entre accumulation et distribution, n'est définie que très vaguement. On peut supposer que le doctrine du régime s'élaborera avec plus de précision dans les mois à venir, notamment à l'occasion de la préparation du XI^e Congrès du parti. Pour l'instant, en tout cas, une nette volonté prévaut de se réclamer de l'héritage maoïste et de ne rien faire qui puisse conduire à des révisions idéologiques et politiques trop profondes. La seule seule permettra de dire s'il s'agit d'apparences ou de réalité.

ALAIN JACOB.

Corée du Nord

EN VISITE AU JAPON
Des parlementaires commentent favorablement la décision du retrait de forces américaines stationnées au Sud

Tokyo (A.F.P.). — La Corée du Nord a accueilli favorablement la décision prise par les Etats-Unis de retirer une partie de leurs troupes de la Corée du Sud (1) et est prête à entamer des négociations avec Séoul pour réduire la péninsule à l'état de neutralité. Le 13 mai à Tokyo un parti d'extrême gauche nord-coréen en visite au Japon.

« Le retrait prendra probablement du temps, mais nous y attachons la plus grande importance », déclare le secrétaire d'Etat japonais auprès de l'Agence Kyodo M. Hyon Jung Guk, membre de l'Assemblée populaire suprême de Corée et chef d'une délégation de huit parlementaires nord-coréens venus au Japon pour négocier un nouvel accord quinquennal sur le commerce et la pêche.

M. Shigeru Horik, président de la Chambre japonaise des représentants et membre du parti libéral-démocrate, au pouvoir, a dit aux parlementaires nord-

AFRIQUE

République Sud-Africaine

BREYTENBACH
MENOTTES AUX POIGNETS...

(De notre correspondant.)
Johannesburg. — Detenu, les cheveux coupés très court, vêtu d'un strict costume bleu, Breyten Breytenbach, le poète africain rebelle, est emprisonné pour neuf ans en 1975, a comparu, vendredi 13 mai, devant un magistrat de Pretoria sous une nouvelle incrimination en vertu de la loi sur le terrorisme (le Monde daté 12 mai).

Son procès a été repoussé au 20 juin, et aucun détail n'a été révélé sur les charges qui pèsent contre lui. Breytenbach a souri lorsque le juge a demandé à son avocat s'il demandait la liberté sous caution, puis menottes aux poignets, il a répondu au caduc de la prison centrale de Pretoria — où sont incarcérés les prisonniers politiques blancs — après avoir séjourné d'un geste de la main ses nombreux amis écrivains et poètes présents dans la salle d'audience.

Selon certains journaux sud-africains, la nouvelle incrimination viserait une tentative d'évasion.

Au moment où Breyten Breytenbach comparait devant ses juges, le gouvernement annonçait qu'un visa avait été refusé à sa femme, Yolande, française d'origine, vietnamienne vivant à Paris, qui lui a déjà rendu visite deux fois depuis sa condamnation. Un porte-parole officiel a précisé qu'elle n'était pas définitivement empêchée de se rendre en Afrique du Sud, mais que « le moment n'était pas convenable ».

(Interfax.)
Selon certains journaux sud-africains, la nouvelle incrimination viserait une tentative d'évasion.

Au moment où Breyten Breytenbach comparait devant ses juges, le gouvernement annonçait qu'un visa avait été refusé à sa femme, Yolande, française d'origine, vietnamienne vivant à Paris, qui lui a déjà rendu visite deux fois depuis sa condamnation. Un porte-parole officiel a précisé qu'elle n'était pas définitivement empêchée de se rendre en Afrique du Sud, mais que « le moment n'était pas convenable ».

(Interfax.)
Selon certains journaux sud-africains, la nouvelle incrimination viserait une tentative d'évasion.

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

Si besoin est, nous frapperons à Tindouf
déclare M. Bouabid, ministre d'Etat marocain

Deux semaines après l'attaque menée par une unité du Front Polisario contre la cité minière de Zouerate, en Mauritanie, la tension dans la région reste vive.

M. Abderrahim Bouabid, ministre d'Etat marocain sans portefeuille et premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), a déclaré, vendredi 13 mai, à Rabat, que le Maroc ferait intervenir directement son armée si son allié, la Mauritanie, était envahie. « Nos deux pays, a-t-il ajouté, ne pourront pas continuer à supporter sur leurs territoires une telle situation. Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

« Si l'Algérie s'engage, le Maroc sera bien obligé de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les intérêts algériens dans la région de Zouerate ».

POLITIQUE

APRÈS LE FACE-A-FACE TÉLÉVISÉ ENTRE MM. BARRE ET MITTERRAND

Libres opinions

Ce qu'ils n'ont pas dit

par ALFRED FABRE-LUCE

À la fin du duel Barre-Mitterrand, une idée toute simple a surgi dans mon esprit : « Bonne soirée pour la France. C'était une de ces « premières impressions » dont on se dit, le lendemain, qu'elle était naïve, mais dont on se dit peut-être plus tard qu'elle était la « bonne ».

Grâce à une courtoisie réciproque, qui honorait les deux interlocuteurs, au-delà de l'estime qu'ils avaient visiblement l'un pour l'autre, à travers cette part d'accord qui les opposait aux deux grands absents (Marchais et Chirac), on entrevoyait, encore lointain — mais nécessaire à la France doit conserver son rang — la large consonance dont, quelques jours auparavant, le président de la République avait réuni tout seul.

Une grande partie de l'émission a été consacrée à une discussion sur la gestion des affaires de l'Etat. Une discussion où Raymond Barre avait toutes les chances de dominer, en raison de sa certaine connaissance des dossiers et de son expérience supposée. A travers ses propos apparaissait la réalité de l'environnement international où le gouvernement de 1973 — qu'il soit de droite ou de gauche — se trouve placé. Par rapport à cette réalité, le monde de son antagoniste faisait figure d'imaginaire. François Mitterrand se trouvait dans la cruelle situation d'un européen convaincu qui risque d'être amené à relever la fenêtre ouverte sur l'Europe.

Les constatactions des deux antagonistes, même quand elles paraissent opposées, se rejoignent parfois. François Mitterrand accordait que Raymond Barre avait stoppé la « chute » qui s'esquissait sous Chirac et remporté un « demi-succès ». Seule la discrétion — majoritaire — empêchait Raymond Barre d'enchaîner en disant : « En effet, quand je suis arrivé, les experts, en France et à l'étranger, annonçaient une chute du franc et une dégradation accentuée de la balance commerciale. Elles ne se sont pas produites. Et il est pu ajouter : « Ce résultat que vous considérez comme simplement négatif vous apparaît comme une victoire si vous voulez bien imaginer les conséquences de la tendance antérieure. Certaines anticipations de hausse ont disparu, ou ne sont plus entravées que par un double sabotage politique. » (Même c'est été une fois de plus évoquer les deux grands absents : Chirac et Marchais.)

A la réflexion, j'ai surtout pensé à ce que les brailleurs n'avaient pas dit. Si François Mitterrand avait d'emblée adopté un ton plus agressif, Raymond Barre eût pu lui opposer un réquisitoire portant non seulement sur l'avenir, mais sur le passé du programme commun. Une partie de ses dispositions a été réalisée car les gouvernements de la majorité, une autre partie a été refusée par l'opposition allemande. Elle a écarté le rattachement du mandat présidentiel et dénoncé maintenant comme un « truc » la représentation proportionnelle exprimée dans le texte de 1972. Elle ne parle plus aujourd'hui de « rattrapage » la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit. Le parti communiste envisage même de le moderniser et d'engager des dépenses supplémentaires pour la diriger aussi contre les Etats-Unis. En vérité, voilà déjà plusieurs années que le programme commun apparaît à tous les esprits sérieux (du moins, quand ils s'expriment en privé) comme une vieille momie. Or, pendant tout ce temps, nous avons été invités à réviser cette momie. On pense à cette nouvelle d'un écrivain où quelque part, dans un Orient de légende, une armée suivait loquemment le pèlerin d'un roi mort.

De son côté, François Mitterrand n'a pas eu l'occasion d'insister sur la grande faiblesse osée à présent de la majorité : son incapacité à résoudre le problème de la justice fiscale. Mais, s'il l'avait fait, Raymond Barre aurait pu lui opposer cette réponse : « La taxation du capital n'a réussi que dans des pays où les fondements du capitalisme n'étaient pas vraiment ébranlés. Si cette condition préalable était établie en France, l'exemple pourrait être suivi. » Confiance des égarés, confiance des travailleurs, quand donc cette double condition sera-t-elle réalisée ? Les deux éléments continuent à s'opposer, bien qu'ils coexistent souvent à l'intérieur d'un même individu.

Les deux orateurs ont perdu du temps à discuter sur l'accord de la Janséque (qui s'appliquera en tout cas), mais n'ont pas abordé le problème de la lutte interne des capitaux. Ils n'ont pas non plus vraiment parlé des nationalisations. Il est pourtant évident que la gauche va discuter d'un « calendrier » qui sera un commencement de discrimination entre les nationalisations. Enfin, ni Raymond Barre ni François Mitterrand n'ont commenté cette nouvelle formidable et toute fraîche : le parti communiste réclame, à l'occasion de son ralliement à la force de frappe, un doigt sur la gâchette. Si, pour Henri IV, « Paris valet bien une messe », ce cadeau à l'U.R.S.S. vaut bien pour elle l'accolade verbal que le P.C. de la dictature du prolétariat.

On osera de tout cela une autre fois. Saluons, en attendant, l'acquis de jeudi soir. La marée montante de l'union de la gauche aura, semble-t-il, culminé en un trio. Cette semaine, un reflux de la marée s'est esquisse. Il n'est pas dû à une fanatisation de la droite ou à une tentative d'opération magique (M. Chirac a eu osé dire l'autre jour, « non au chômage »). M. Mitterrand lui-même a dû admettre que le chômage « allait subsister en tout cas ». Il était dû aux divisions de la gauche, au respect conquis par la fermeté de Raymond Barre et à un progrès du bon sens dans l'opinion française.

l'école et la nation
188, Rue du TEMPLE - PARIS 75003 - Tél. 277.35.22
N° 272 Mai 1977 1er N° 8 F

LA CONDITION ENSEIGNANTE
vie, travail, responsabilités

EN LIBRAIRIES ET KIOSQUES

LE CHIFFRAGE DU P.C.F.

Quelles hypothèses d'augmentation des salaires ?

Un point très important des comités du parti communiste sur son actualisation du programme commun semble avoir échappé aussi bien à M. Barre qu'à M. Mitterrand : c'est celui de la progression très lente du pouvoir d'achat obtenu par les communistes pour les salariés individuels (artisans et commerçants). L'assomément des comptes du P.C. semble montrer que l'essentiel des richesses dégagées par une forte croissance économique (6 % l'an) serait consacré par les communistes aux travailleurs caysés au SMIC qui verserait — sur les bases actuelles — leur revenu augmenté de 38 % et à ceux dont les ressources se situent entre le SMIC et environ 3200 francs par mois.

Certains commentateurs, en analysant les comptes du parti communiste, ont posé la question de savoir si les salaires correspondant aux emplois nouveaux créés (2,4 millions entre 1973 et 1982, soit environ 1,5 million d'ici à 1990) avaient bien été pris en compte, ou s'ils avaient été oubliés. L'humanité du 12 mai a apporté une réponse affirmative : « Notre objectif d'augmentation de la masse des salaires et cotisations sociales, soit 513 milliards de francs, correspond à la fois à l'augmentation du pouvoir d'achat et au paiement des nouveaux postes de travail. »

La masse salariale de 1977, indiquant les comités de la nation, pourrait être de 661 milliards de francs. Si l'on y ajoute les 85 milliards de francs représentant le relèvement du SMIC et les bas salaires évoluant (1) on obtient une masse salariale de 748 milliards de francs.

Un million et demi d'emplois nouveaux créés d'ici à 1980 représenterait, par rapport au nombre actuel des salariés (17 millions), une progression de 8,8 % des emplois existants : cela entraînerait donc — à salaires constants — une augmentation parallèle de la masse salariale supposée.

M. MITTERRAND : le « non » brutal de Mitterrand est injustifié

M. Charles Fitterman, membre du secrétariat du P.C.F., s'est déclaré « choqué », vendredi 13 mai, sur l'annonce du refus opposé par M. Mitterrand au programme commun actualisé. M. Fitterman estime le « non » du premier secrétaire du P.S. « brutal et particulièrement injustifié ».

Dans l'éditorial de l'Humanité du 14 mai, René Audry reprend la même idée en écrivant : « On regrette que François Mitterrand ait choisi l'occasion d'un dialogue avec le premier ministre — singulier arbitrage — pour opposer une fin de non-recevoir à nos propositions concernant le chiffre du programme commun. »

Les communistes admettent toutefois que leurs propositions chiffrées soient discutées. M. Fitterman, membre du bureau politique, a indiqué à ce propos, vendredi 13 mai au micro de France-Inter :

« Il s'agit des propositions que nous avons faites, des propositions par conséquent à débattre, non pas à prendre ou à laisser, et non pas à rejeter non plus, bien entendu, à examiner sérieusement. Mais, chiffrer des propositions dont l'objectif fondamental est de permettre d'alléger la peine des gens les plus exploités, les plus en difficulté, ne peut en aucun cas gêner le grand débat pour développer l'action contre la politique gouvernementale. »

Les réactions

M. Bertrand de Maigret, délégué général du comité national de soutien au président de la République : « Aujourd'hui, apparaissent les problèmes du plan de redressement ; demain, les Français écouteront les fruits de l'effort et de la persévérance. Alors, éclatera la vérité politique, celle d'une majorité qui, à les yeux solidement posés sur le sol de France, et celle d'une opposition dont le romantisme ne suffit plus à cacher les contradictions et les incertitudes. »

M. François Bordry, président des Jeunes Démocrates sociaux : « Face à l'impressionnisme maintes fois démenté des propositions du programme commun, Raymond Barre a donné une image claire du véritable combat majoritaire. Les partis de la majorité, unis sur l'essentiel, doivent tirer les conséquences et trouver un langage à la hauteur de l'enjeu. Les Jeunes Démocrates sociaux feront en sorte que le P.D.S. apporte sa part de responsabilité à une majorité dont le premier ministre a su montrer le vrai visage. »

M. Raymond Dronne, député réformateur de la Sarthe : « M. Raymond Barre s'est imposé comme le chef véritable de la majorité. Alors que tant de membres de la majorité baissent les bras, il a donné l'exemple réconfortant d'un homme qui sait relever les défis et redonner confiance. »

Le docteur Max Pallas, président du Centre indépendant, estime que « M. Raymond Barre a très largement dépassé le débat qui l'opposait à M. Mitterrand, tout simplement parce qu'il a su opposer l'effort dans le bon sens que même le gouvernement pour le redressement économique du pays aux promesses démagogiques de la coalition socialo-communiste, qui apparaît ainsi de plus en plus comme la voie du risque et de l'incertitude ». « Ce débat aura aussi révéélé, s'il n'est-il, le profond des divisions idéologiques entre les signataires du programme commun, alors que la majorité n'est divisée que sur des querelles d'homme et des ambitions personnelles. »

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a rencontré, jeudi soir 12 mai, le cardinal François Marty, archevêque de Paris. Il s'entretenait, dans les prochains jours, avec le président de la Fédération protestante de France, M. Jacques Maury ; avec le grand rabbin de France, Jacob Kaplan ; et avec le recteur de l'Institut musulman de la mosquée de Paris, Si Hassan Boudakour. Ces entretiens s'inscrivent dans le cadre des visites de courtoisie que le maire doit faire aux dignitaires religieux de la capitale.

M. Léo Hamon, président fédéral républicain socialiste (gauchistes d'opposition), a déclaré vendredi 13 mai à FR 3 : « Nous souhaitons pouvoir prendre part aux discussions et études sur la

M. Alain Krivine, membre du comité central de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « Mitterrand a eu un mérite et un seul : la franchise. En écoutant bien, des millions de travailleurs ont appris que la gauche veut mieux gérer la société mais ne veut pas la changer, qu'elle veut plus de démocratie, mais qu'elle n'entend pas laisser les travailleurs diriger leur entreprise, qu'elle est prête à les entendre mais pas prête à satisfaire leurs demandes, qu'elle groupiera quelques ressources mais ne s'attaque pas à la loi du profit et à la propriété privée. »

M. Charpentier, président de la C.G.C., a déclaré vendredi matin :

« Au-delà des convictions et de la sincérité apparente de chacun des protagonistes, aucun problème n'a été abordé vraiment en profondeur. Je note cependant que M. Mitterrand et Barre sont d'accord pour considérer que l'augmentation de la fiscalité constitue un élément d'injustice sociale. Ainsi l'argent des autres que l'on culpabilise en laissant croire qu'ils ont des revenus excessifs peut être mis au service d'une politique aussi bien d'un côté que de l'autre. Cela est facile et manque d'imagination. »

Les cadres sont également prévenus de l'écrasement systématique des écarts de revenus qui sera réalisé dans le futur, faisant il des réalités contractuelles dans lesquelles les cadres sont partie prenante. Il est regrettable que sur ce plan, Raymond Barre soit demeuré muet. (...)

Ceci étant, la conclusion que je tire, c'est que les leaders politiques d'aujourd'hui sont fort embourbés et que sans doute un comme l'autre peuvent s'interroger pour savoir quelle sera la nature de la sève évoquée par M. Barre quand celle-ci provient de la graine d'illusion largement répandue par la classe politique, quelle que soit son appartenance. Ce débat montre que les responsables politiques et la classe politique doutent d'eux-mêmes et de leur efficacité. En vérité, avant de commencer le combat décisif, les héros sont fatigués. »

réaction à ce programme commun et la nécessité, pour pouvoir le faire, de remédier à notre dispersion est un argument de plus pour une unification authentique ou tout au moins, pour une coordination d'orientation générale.

M. André Laymon, membre du bureau politique du P.C.F., responsable de la section agriculture du comité central, succède à Fernand Chaud, récemment décédé, comme directeur de l'hebdomadaire la Terre.

La Ligue communiste révolutionnaire s'est tenue, vendredi 13 mai, de refus opposé par M. Fitterman, membre du secrétariat du P.C.F., à la demande d'interview que lui a adressée Rouge. Cette prise de position montre la ténacité des déclarations du P.C.F. sur les libertés et le pluralisme, note l'organisation trotskiste. Le refus du débat avec l'extrême gauche révolutionnaire et la poursuite des échanges lancés à son égard ne manqueront pas d'inquiéter tous ceux qui espèrent que le parti communiste rompt réellement avec son passé stalinien. »

FÉDÉRATION NATIONALE DES ÉLUS AUTOGESTIONNAIRES

Elisant en mars 1977 une majorité de conseillers municipaux se réclamant de la gauche, les travailleurs de ce pays ont clairement répondu à tous ceux qui ont tenté de leur imposer que les institutions locales sont politiques. Ils ont aussi manifesté leur volonté de rompre avec une conception paternaliste de la gestion communale.

Dans cette perspective, seule la volonté affirmée :

- de soumettre l'exercice du mandat électif au contrôle populaire, en l'aidant au besoin à s'exprimer ;
- de susciter la prise en charge par les travailleurs et habitants de la gestion de leurs affaires ;
- de préparer les conditions de l'instauration en France d'une démocratie sociale autogestionnaire ;
- de soumettre l'adhésion à la Fédération qui :
- se consacrera à la diffusion des idées socialistes autogestionnaires par tous les moyens ;
- se assurera l'échange des expériences entre adhérents ainsi que l'information et la formation des élus sur tous les problèmes les concernant ;
- en soutiendra les sections locales autogestionnaires par les adhérents.

permettre de donner tout son sens et sa pleine efficacité à l'activité des élus autogestionnaires.

Le Congrès Constitutif se tiendra les 21 et 22 mai 1977 à Joinville-le-Pont.

F.N.E.A. c/o L'Éclaircie La Salguy, 5, rue d'Artois, 75005 PARIS. Tél. : 633-33-56.

MEETING INTERNATIONAL
CONTRE L'EUROPE CAPITALISTE
GERMANO-AMÉRICAIN
LUNDI 16 MAI, 20 h. 30
MUTUALITÉ - Salle B
sous la présidence du général de Gaulle.
avec la participation de Jean-Pierre Vigier, Claude Bourdet, Delu-Bridel, Maffre-Baugé, Michel Moussé, et des représentants de pays européens : R.F.A., Italie, Portugal, Belgique, Grande-Bretagne. Comité d'Action contre une Europe Germano-Américaine et l'élection d'un Parlement à son service.

Plus que 2 jours pour visiter la

FOIRE DE PARIS

Comparer pour mieux choisir

10h-19h

Journées de Fréjus

avec Jean-Pierre SOISSON
les 19-20-21 mai 1977 à Fréjus (Var)

Républicains Indépendants
Les Comités de Soutien au Président de la République - Génération Sociale et Libérale - Les Clubs communistes :

à vous qui avez décidé de participer aux Journées de Fréjus, nous demandons, en raison des perturbations dans l'acheminement du courrier :

de confirmer d'urgence votre inscription PAR TÉLÉPHONE

Nous vous informons alors sur les trains spéciaux mis à votre disposition.

Appelez à Paris (1) S.V.P. 33-33 (de 10h à 20h)
ou à Fréjus 15 (94) 95.66.41 / 95.51.08 / 95.59.74 / 95.60.21 / 95.64.12

PRIERE DE TRANSMETTRE CE MESSAGE À VOS AMIS

droit de liste

ASSOCIATION NATIONALE DES AVOCATS
Suite de l'argent

Jugements

Une bar
affaire



Le Monde aujourd'hui

JUSTICE

Divorce, quai des Orfèvres

QUAI des Orfèvres, 36. La nouvelle salle des enquêtes civiles voisine avec les locaux de la police judiciaire. Rapprochement fortuit ou révélateur ?

C'est là que les magistrats entendent les témoins, dans les affaires de divorce, lorsque les attestations produites par les avocats ont paru, au tribunal, insuffisantes ou trop contradictoires pour lui permettre de rendre immédiatement son jugement.

Il va falloir débrouiller l'écheveau compliqué des griefs et des rancœurs, analyser les haines, souvent attisées au long des années par les parents, amis et voisins du couple que l'on a justement convoqués à la barre.

Il va falloir jeter pêle-mêle, dans la moulinette judiciaire, des sentiments, des expériences, des intimités, tout un passé vécu pour les broyer et les transformer en violations graves et renouvelées des devoirs et obligations résultant du mariage qui rendent intolérable le maintien du lien conjugal.

Aujourd'hui, une femme est sur la sellette. Son mari, qui demande le divorce, lui reproche de n'avoir pas mené une vraie vie de couple, de n'avoir pas su le comprendre ni s'intéresser assez aux enfants. Bref, il n'était pas heureux avec elle. Malaise et malheur du magistrat — une femme d'âge mûr — entend de vérifier la réalité, par ses questions précises et sèches : « Mme X., étiez-vous une bonne épouse ? Une bonne mère ? »

Les témoins se succèdent et se ressemblent : la mère, la sœur, les proches, de Mme X., étroitement mais autour de la parenté. Des gens simples, qui n'ont jamais eu affaire à la

justice, et ne savent pas très bien ce que l'on attend d'eux. Posés à l'extrémité de la chaise, guidés, ils s'appliquent à donner la bonne réponse : celle qui conviendra au magistrat et lui paraîtra la plus propre à justifier Mme X. « Oh ! oui, elle s'occupait bien des enfants. Oh ! non, elle n'allait jamais au cinéma ! »

Quand le magistrat pince les lèvres, vite ils se reprécient, ils corrigent. Quand elle les fait répéter, ils n'osent plus parler, de crainte d'avoir commis un impaire. Leur désir d'être efficaces est évident, et atténue la succession des stéréotypes qui résumant Mme X., et sa vie à l'intention de la justice : « Ses enfants étaient propres, bien tenus et polis. Elle les traitait gentiment. Mme X. faisait le ménage et les courses régulièrement, et lavait bien son linge. Elle préparait convenablement la nourriture. Non, elle n'avait pas d'amis, elle ne parlait pas aux voisins, elle ne sortait jamais. Elle ne dépensait guère. On la voyait toujours rentrer à l'heure à la maison. Voilà. On ne peut vraiment rien lui reprocher. »

« C'est parfait, madame, je vous remercie. Pas de question, Maître ? »

Pas de question, madame le président. Ou plutôt, si : « Quel est le sens de cet interrogatoire dérisoire, et du jugement que vous allez rendre au vu de ces témoignages ? »

Et puis, cela ne vous fait pas froid dans le dos, cette terrifiante image de la bonne mère, de la bonne épouse, que vient de tracer devant vous ces braves gens, sincèrement persuadés que c'est elle-là, et celle-là seule, que vous pouvez absoudre ?

ODILE DHAVERNAS.

VU DE BRETAGNE

Eh ! maquereaux...

PAR quelle aberration, par quelle injustice, la langue française s'est-elle donnée le nom de maquereau au type d'homme le plus détestable ? Langue ingrate, ignorante des choses de la mer.

Ce petit poisson, long, raide, au dos bleu-noir, avec son ventre gris acier et ses reflets verdâtres, est l'un des plus beaux que je connaisse. Grand flueur des immensités, nomade intangible, il descend par bancs de la mer du Nord jusqu'à l'Océan. Second, encore tout plein de l'émotion des frayères, il croise dans les eaux bretonnes de janvier à juin.

Poisson providentiel ! Pendant des siècles et jusqu'à la récente industrialisation de la pêche, le maquereau a été l'unique salut des marins bretons. Quand les cardines, ces demoiselles d'océan tantiques et capricieuses, quand le thon ombreux et couvert, quand les trilles araignées désertaient nos mers, le maquereau était toujours là. Caneux et sautillant, il se jetait sur l'hémion et, par sa grâce, les familles les plus déshéritées étaient assurées de ne pas mourir de faim.

N'en doutons pas, les bancs de maquereaux eux-mêmes ne réaliseraient pas longtemps à la souffrance généralisée des océans. On sauponne tout. On détruit tout. La plancton et les trilles. Et la beauté du monde. Et la miséricorde de la mer qui voulait qu'il y ait toujours un maquereau sur les tables sans pain.

Sur les quais de l'île de Sein, des tonnes de mazout entassées dans des sacs en plastique et moissonnées par l'armée ont longtemps attendu : personne ne savait que faire de cet infâme magma d'or noir, de verac et de sable. Ici et là, le bec d'un oiseau mort s'ouvrait sur un cri inaudible. Et les sources du Bohien sont toujours pleines de lui.

C'est le mor maquereau par les grandes compagnies. Et ce sera bientôt pour la jeune muette et baladeuse, pour le maquereau fertile et vil-argente, l'asphyxie au sein même du royaume de la vie. De toute vie...

XAVIER GRALL.

ROCK' N' ROLL

Un soir dans l'East End

LONDRES fume et craque. C'est une journée menaçante, molle, où la pluie ne veut pas tomber, où chaque heure éreinte davantage, donne aux habitants des visages toujours plus tirés et plus blancs. La seule prise à la gorge, marque les ténues claires revêtues à cause de la chaleur de grandes écharpes noires. Maguire rentre, colorée, heureuse peut-être. Londres s'est durcie. Des banlieues en décomposition (Hammermith) attendent d'être rasées, puis reconstruites selon les canons architecturaux du vingt et unième siècle. Ce sont

toujours aux abords du cœur de la ville, ces alignements de maisons jumelles, d'un brun sale, aux vitres cassées, aux jardins abandonnés, et, n'étaient les autoroutes et voies périphériques qui coupent ces vieux fiefs ouvriers, on pourrait se croire au temps de la dernière guerre.

On route, de Kensington à White-chapel, aussi lentement que coule l'eau de la Tamise, la Tamise où flottent les ombres vagues de bâtiments historiques et noyés. Fondus dans leur décor, les vrais Londriens sont presque invisibles et semblent fuir. Et les touristes — on

croirait qu'ils sont des millions — font tache sur l'ensemble, à cause de leurs vêtements criards et parce qu'ils sont les seuls à porter des lunettes de soleil, déambulant, plan ouvert à la main, griffonnant des cartes postales, achetant des glaces.

Alore on cherche ces rues dans Chelsea, Soho ou Piccadilly, où la génération du rock avait su faire exploser les couleurs et les sons du Pop Art, où il faisait bon s'asseoir, des après-midi d'été entiers, pour capter ce frisson d'espoir, de vie, qui flottait dans le délire, où l'on avait pas besoin d'argent pour aller au plus beau des spectacles, parce qu'on était soi-même, par sa seule présence physique, un peu d'un tableau toujours mouvant. On peut chercher beaucoup et longtemps, roulant entre les camions géants qui bloquent les échangeurs, les grandes artères, marchant au hasard, sans autre repère que l'instinct, le simple rappel d'un souvenir heureux.

La où l'on trouvait un magasin vieillissant tenu par un marchand qui vivait dans son arrière-boutique, vous vendait une poupée cassée, un horloge sans verre, en vous persuadant que, pour moins d'une livre, vous enleviez un trésor, volait un meuble trop moderne, trop éclairé, dont le propriétaire est un hippie de luxe, décadent et distant, semblant mépriser la terre entière. Les policiers ont chassé de Soho ceux qui griffonnaient sur le pavé et bagaillaient, parfois, un traitoir. Et partout, des magasins où l'on se retrouve maigre et poussé par la démente de la tôle, de ces boutiques qui brandent des blue-jeans par milliers, des chaussures, exposent dans la rue leurs panoplies dérisoires.

La violence

Les rues qui vivaient sont devenues des helles à vêtements. Alors, on s'en va, accouru, gardant l'image de panneaux sales vantant des estates, qui battent au vent, contre les murs, et persèment les quartiers animés comme des plaques d'océans. Mieux vaut retourner en banlieue. De la démolition et de la solitude banlieusarde est née la révolte, de la révolte, le rock'n'roll, et du rock'n'roll une explosion de vie.

Mais cette dureté qui croît, envahit des rues négatives dures, est bien plus forte encore aux confins Est de la ville et dans les banlieues étendues, dans ce East End à demi désertique où l'on ne rencontre plus que des taudis en démolition et des docks fermés, des grues rouillées plantées dans l'argile boueuse des bords de la Tamise où trainent des déchets. Là vivent des Indiens, des Arabes, et tout un sous-prolétariat qui se révolte parfois, pendant que les promoteurs pensent à ce qu'ils construiront sur ces hectares de terre maudite quand auront été balayés les restes pourris du dix-neuvième siècle et ceux d'une époque qui part en limbes.

BENOIT FELLER.

(Lire la suite page 12.)

Au fil de la semaine

LA mémoire collective d'un peuple transcende et survit transfigure les événements du passé. C'est ainsi que le Front populaire, qu'il demeure un souvenir exaltant ou au contraire traumatisant pour ceux qui l'ont vécu, évoque désormais pour le plus grand nombre, et même pour les enfants et petits-enfants de ceux qui éprouvèrent la « grande peur » de 1936, des images de joie, de fête, de libération. Il faut tenir compte de cette vision-là, fortement enracinée, quand on s'interroge sur le climat qui prévaudrait dans le pays au lendemain d'élections que la gauche aurait gagnées.

Avant que la mémoire n'enregistre et, le cas échéant, ne transfigure, la conscience collective se forme souvent à partir de sentiments d'apparences, voire de faux-semblants, auxquels il est très difficile ensuite de substituer un jugement froid, raisonnable, réaliste, des événements ou de la situation qu'elle a ainsi ressentis et colorés à sa manière. Il y faut de l'obstination, parfois du courage et toujours du temps, beaucoup de temps.

Les exemples sont nombreux dans le passé récent. Ce fut le cas pour les guerres d'Indochine et d'Algérie, longtemps justifiées par la défense des valeurs et des intérêts de l'Occident en même temps que par le maintien de la grandeur et de la présence de la France. Impasse et exploitation par les responsables politiques, amplifiée par les médias, largement admise par l'opinion, cette interprétation était si profondément ancrée dans les esprits qu'il ne fallut pas moins de huit ans dans l'un et l'autre conflit, et même un changement de République dans le second, pour que, en dépit de la présence française, le pouvoir puisse faire accepter enfin qu'il soit mis un terme aux combats.

Quand le temps est trop mesuré, la persuasion échoue : c'est sans doute ce qui est arrivé en 1969 au général de Gaulle lorsqu'il a soutenu que la régionalisation et les recherches constitutionnelles qu'il proposait constituaient une réponse adéquate à l'agitation de mai 1968. Cependant, le temps joue parfois aussi contre le pouvoir : on peut se demander dans quelle mesure M. Giscard d'Estaing n'a pas si bien réussi à faire pénétrer depuis trois ans dans la conscience collective la vertu du changement que, emportés par leur élan, les électeurs, et même une partie de ceux qui ont voté pour lui, en sont si convaincus qu'ils envisagent maintenant de changer de majorité et même... de président.

Dans un tout autre domaine, nous sommes précisément en train de vivre au jour le jour un de ces étonnants phénomènes de prise de conscience, et il n'est pas trop tard pour observer son développement puisqu'il se déroule sous nos yeux : c'est la cristallisation progressive d'un refus collectif des centrales nucléaires.

Chacun connaît la démonstration cent fois faite pour justifier la nécessité d'un relais énergétique lorsque les ressources pétrolières s'épuisent et même, pour un pays comme la France, lorsque le coût en devises des importations aura atteint un niveau intolérable. La pénurie, c'est-à-dire la chute des niveaux de vie, ou la ruine, qui entraînerait bientôt à son tour la misère, voilà le dilemme devant lequel nous placent les défenseurs de l'énergie nucléaire. Et l'échéance, ossurante-ils, est si proche que la construction des centrales doit être activement menée dès aujourd'hui.

Le grand public reçoit cette démonstration avec un visible scepticisme, qui s'explique par tout un ensemble de raisons, et d'abord par la méfiance envers les experts, le refus spontané de croire leurs prévisions apocalyptiques. Une méfiance assez justifiée, il faut le reconnaître : combien de calamités, désastres et crises ont-ils prédits en termes catégoriques qui ne se sont heureusement pas produits ?

Trop souvent, l'attitude des experts et des responsables techniques ou politiques du nucléaire se romène à trois propositions : 1) Inutile d'expliquer, ils n'y comprendront rien ; 2) Donc, mais on en dit, mieux cela vaut ; 3) De toute façon, nous qui savons,

La conscience collective

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

nous oignons pour leur bien. Refusant toute discussion et même toute explication, ils se contentent d'affirmer que l'énergie nucléaire est la plus « propre », la moins dangereuse et la plus pacifique qui soit. Et d'ajouter que l'heure des tergiversations est passée, qu'ils n'ont plus rien à dire. C'est à prendre ou à laisser : la misère ou l'atome.

Le sentiment d'être méprisé, trompé et floué est si fort que, à un récent sondage, 54 % des personnes interrogées se sont déclarées convaincues qu'un certain nombre d'accidents mortels s'étaient produits dans des centrales françaises, accidents que l'on dissimulait pour raison d'Etat. A quel bon répliquer que le nucléaire a sans doute causé moins d'accidents que toute autre industrie et en tout cas pas d'accidents mortels à ce jour en France ? La défiance ne cède pas, l'incrédulité n'est pas entamée.

Ce n'est pas tout. Confusément, l'énergie nucléaire est assimilée à la bombe. Ce sont dix, vingt, cinquante Hiroshima en puissance que l'on veut installer chez nous, à notre porte. L'angoisse millénariste se nourrit de tous les stress de la vie moderne : après tout, les Gaulois avaient peur que le ciel ne leur tombe sur la tête. L'amalgame entre la bombe et le centrale est certes discutable ; il n'est pas absolument sans fondement, puisque toutes les négociations internationales en cours sur le retraitement des combustibles nucléaires et tout le bruit fait autour de la récente découverte française relative à l'uranium enrichi portent précisément sur les moyens de séparer enfin la centrale et la bombe, de faire que la première ne serve pas, directement ou non, à fabriquer la seconde.

Or non seulement les opissements multipliés à cet égard ne sont pas compris ni admis ; mais ils produisent l'effet exactement contraire à celui qui est recherché. Les spécialistes et les hommes politiques ont beau dire, et beau faire, il se trouvent toujours des savants pour les démentir. Dans un journal à grand tirage, un Barjavel pour écrire : « Il faut le dire et le répéter : la bombe et la centrale nucléaire sont des sœurs jumelles, de même nature et ayant la même finalité inéluctable, qui est la destruction de la vie. Comme le nucléaire militaire, le nucléaire civil, c'est la mort. Les techniciens, les savants, les responsables de l'E.D.F. ou d'ailleurs qui prétendent que les centrales... sont sans danger se mentent à eux-mêmes ou nous mentent sciemment (1). »

Voilà où on en est : dans la conscience collective des Français s'accroît chaque jour plus solidement l'idée que le nucléaire constitue un péril mortel, que les experts se trompent et nous trompent, et qu'il doit bien exister d'autres moyens de surmonter la crise de l'énergie. Sans prétendre trancher le débat ni même, ici, entrer dans la controverse, il ne servirait à rien de se leurrer sur l'évolution psychologique de l'opinion à cet égard.

La conscience collective, l'inconscient même, se figent dans une attitude de refus qui risque à tout moment de déboucher sur d'autres formes d'action. Sur la naissance par exemple d'un parti antinucléaire, sur la prise en compte plus ou moins démagogique de ce thème d'opposition par des formations classiques, sur des manifestations importantes, sur des contestations et obstacles juridiques, comme cela a commencé de se produire notamment en Suède, en République fédérale, en Grande-Bretagne... Les maladroites, les silences, les petits truquages minobles pour arracher l'acquiescement d'un conseil municipal ou emporter l'adhésion de quelques personnalités locales, voire nationales, sont regrettables et compliquent l'équation, mais ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel, ce sont la méfiance, l'angoisse, la peur et la mauvaise conscience qui se conjuguent, en ce moment même, quel qu'on dise, quel qu'on veuille, quel qu'on fasse, pour conduire à un rejet passionnel plus que rationnel dont les conséquences économiques et sociales seront à coup sûr très lourdes.

(1) Le Journal du dimanche, 8 mai 1977, page 2 : « Réajustement, volat, le gentil petit uranium ».

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

U.S. News

On demande professeurs de latin et de grec...

Le retour aux humanités va bon train aux Etats-Unis. Selon l'hebdomadaire *N.S. NEWS AND WORLD REPORT*, « sur des centaines de campus où les sciences, les mathématiques et l'enseignement commercial triomphent depuis des années, les étudiants s'inscrivent massivement aux cours de langues, d'histoire, de littérature, et même de latin et de grec (...). M. Steven Muller, président de l'université John-Hopkins, à Baltimore, a déclaré : « Nous formons des gens hautement qualifiés et spécialisés qui sont culturellement des barbares. » (...)

Nombre de critiques remettent en question la réforme des programmes qui suit le lancement du premier satellite spatial soviétique, Spoutnik 1, en 1957. Les Américains se précipitent alors sur les sciences, négligeant les études littéraires. Cette tendance se poursuivait dans les années 60, lors de la campagne de protestation étudiante contre la guerre du Vietnam (...).

Pour M. Philip Jordan, président de Kenyon College, dans l'Ohio : « Cela ne sert pas à grand-chose de savoir beaucoup de physique, d'économie ou de médecine, si on ne sait rien de Socrate, de Shakespeare ou de la conquête normande... »

Victoire pour le Women's Lib

Après plusieurs années d'activité, le Women's Lib commence à porter ses fruits, souligne le *TIMES* : « Ayant reconnu qu'elle était à l'origine d'une discrimination à l'égard du sexe féminin, la chaîne de télévision américaine N.B.C. a consenti à accorder à ses 2800 employées la somme globale de deux millions de dollars (dix millions de francs) à titre de compensation. » Une somme considérable, mais les secrétaires appartenant au sexe féminin jouissaient de qualifications bien supérieures à celles de leurs homologues masculins sans qu'elles fussent pour cela promises à des postes de responsabilité.

A la suite d'une plainte, déposée en 1975, par un comité de femmes appartenant à la N.B.C., le tribunal a décidé d'accorder à chacune des employées une compensation financière évaluée à 7140 dollars.

LE SOLEIL

Dieu, l'Etat et le citoyen

Le quotidien de Dakar *LE SOLEIL* rapporte fièrement un bel exemple de civisme :

« Dans un arrêt qu'elle a rendu mercredi, au nom du peuple sénégalais, la Cour suprême a décidé « la cassation et l'annulation de trois ordonnances d'inscription sur la liste électorale » de la commune de Kédémé déclinées par le juge de paix de cette ville le jour même des élections municipales du 21 novembre 1976 (...).

La Cour suprême n'en est pas à son premier exemple de maturité et de courage, dans la tradition même de son ancien premier président, M. Isaac Fomby. Il faut simplement regretter que par « cassation » et « annulation », le Sénat ne soit pas parvenu à rétablir les droits. On présume souvent qu'en remettant à Dieu pour une éventuelle justice immanente, ou alors confondre l'Etat, dans sa notion la plus sublimée, avec ses organes qui sont ses différents fonctionnaires à tous les niveaux. C'est ainsi qu'on hésite à porter plainte contre telle décision ministérielle, parce qu'on est convaincu d'avance que c'est l'affaire sera étouffée... »

Le citoyen qui n'aura pas réclamé tous ses droits est un démissionnaire, mais le haut fonctionnaire qui se met en travers de la loi est un criminel. »

Les vacances du manager

En Grande-Bretagne, la pression fiscale devient plus forte, les prix se gonflent et les salaires réels sont cette année inférieurs d'un quart à ce qu'ils étaient il y a encore deux ans, rapporte le *SUNDAY TIMES*, qui assure :

« Les calculs concernant les impôts dominent toutes les pensées et toutes les conversations (...). Désormais, les managers hésitent entre plusieurs attitudes :
 — ne plus se préoccuper de ce qui va arriver ;
 — se moquer éperdument des promotions ;
 — quitter l'Angleterre ;
 — demander une retraite anticipée et envisager d'occuper ensuite un autre poste ;
 — effectuer un autre travail pour suppléer à l'insuffisance de leurs revenus (...).

Le directeur d'une grande entreprise a demandé un congé sans solde pour effectuer certaines réparations dans sa maison : cette solution sera bien moins coûteuse — si son salaire est réduit à zéro, ses impôts le seront aussi — que celle qui consisterait à faire appel à de véritables professionnels pour faire le même travail. »

EL MOUDJAHID

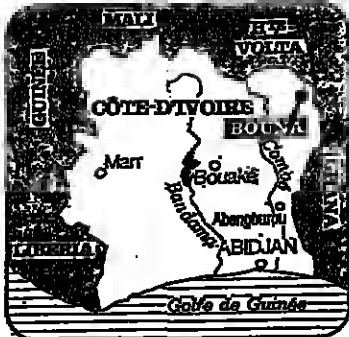
Alerte au « sambrilou » !

Le quotidien d'Algérie *EL MOUDJAHID* met en garde ses lecteurs contre un nouveau fléau :

« Bencheikh Abdelaziz, un jeune voyou de vingt et un ans, habitué aux libérations nocturnes des Subiettes, a eu mort sur la conscience. Un jeune lycéen de dix-sept ans, Chahid Amedine, venu de Sétif pour rendre visite à sa mère hospitalisée. Un témoin, qui a assisté au meurtre, dira que l'assassin s'est acharné sur sa victime avec une violence inouïe, en le lardant de coups de couteaux et de coups de pied.
 « Le criminel réalisera plus tard que le garçon qu'il venait de tuer n'était pas le « bon » et qu'il avait commis une méprise. La victime, auvernaise, a été enterrée à la Stretis du Grand-Alger qui l'ont arrêté peu après, ressemblait à un autre garçon qui lui devait 100 dinars.
 « Drama de la colère ? Non.
 « Bencheikh a tué parce qu'il était totalement ivre. Parce qu'il avait consommé un cocktail dont on parle dans les milieux touchés par la récente augmentation des prix des alcools : le « sambrilou », un mélange d'alcool à brûler et de limonade ou Coca. Cette boisson ferait des ravages dans certains milieux de jeunes. »

Lettre de Bouna

Les Lobis condamnés au « progrès »



LORSQU'UN fonctionnaire ivoirien est envoyé à Bouna, il commence par se demander quelles tâches il a pu commettre dans son précédent poste pour avoir mérité une telle « mise en pénitence » qui l'exclut pour quelques années des préfectures dites « civilisées » du pays.

Au nord-est de la Côte-d'Ivoire, la région de Bouna offre évidemment peu d'intérêt (1) : région de savane à la pluviométrie irrégulière, aux sols pauvres, que l'on atteint difficilement, 280 kilomètres seulement (sur les 600 qui le séparent d'Abidjan) sont goudronnés. La presse, le radio, desservent mal la préfecture et la région n'est pas atteinte par ce qui fait l'orgueil du progrès ivoirien : le réseau de télévision. Aussi semble-t-elle égarée dans l'isolement, les difficultés de transport bloquant le commerce et les produits agricoles, les contacts et la modernisation des conditions de vie.

L'éthnie dominante la plus enclavée dans la région, ce sont les Koulango, agriculteurs, auxquels se sont liés les Abon, venus du Ghana, aristocrates militaires, puis les Dioulas, commerçants de Kong. Arrivés de Haute-Volta, les Lobis se sont infiltrés dans le pays et, au fil des ans, parviennent presque jusqu'à Abengourou. Contrairement aux autres ethnies, ils ne reconnaissent aucun pouvoir politique centralisé. Semi-nomades, ils vivent à la périphérie des villages Koulango, souvent en assez mauvaise entente. Les Koulango, maîtres de la région, les disent sales, méchants, voleurs et paresseux. Eux, continuant de vivre à l'écart, farouches, en perpétuel déplacement, abandonnant maisons et terres tous les huit ou dix ans, ce qui correspond au cycle de l'appauvrissement de leurs champs et à la reconstruction de leurs maisons de boue. Et ils résistent aux impératifs gouvernementaux du progrès.

LS refusent d'abord l'école primaire obligatoire. Devant le peu de participation spontanée, les maîtres d'école, en accord avec l'inspection primaire, vont de village en village afin d'expliquer aux Lobis qu'ils doivent scolariser leurs enfants. Le maître doit souvent rencontrer plusieurs fois les parents pour leur expliquer, à l'aide d'exem-

ples, le bien-fondé du rôle de l'école et il doit finalement demander pardon aux parents de soustraire l'enfant à sa famille où, dès son plus jeune âge, il participe activement aux activités productrices. Il faut parfois plusieurs mois de dédicaces pour obtenir un résultat et l'autorité administrative fait pression sur les familles : le sous-préfet passe dans les villages récalcitrants et les parents doivent alors « sacrifier » un garçon qu'ils envoient finalement à l'école. Mais l'absentéisme est fréquent et l'efficacité scolaire diminue au fil des mois pendant l'année.

L'enfant Lobli, scolarisé, doit faire un long trajet à pied pour rejoindre l'école (de 5 à 20 km) et il ne trouve pas d'hébergement dans le village Koulango (où est en général implantée l'école). Alors, il reprend vite le chemin des troupeaux à surveiller. D'autre part, la majorité de la population conserve vivante la tradition de l'initiation, tant masculine que féminine, et les Lobis, plus que tous autres en Côte-d'Ivoire, accordent une importance capitale à cette période de la vie de l'enfant. L'initiation est le moment par excellence où le pédagogue propre du groupe s'exprime et l'enfant vit une période éducative intense : il naît à un monde nouveau, et par là, il commence son intégration au monde adulte qui l'environne, afin de s'insérer en tant qu'adulte.

Au moment de l'initiation, les classes de pays Lobli se vident et on ne voit plus un village qui, en 1975, a gardé seulement sept de ses quarante-cinq élèves. Peu reviennent ensuite, car l'enfant doit être appelé par son nouveau nom, l'ancien étant « totom ». L'enfant et sa famille se sentent menacés car il pourrait arriver malheur si l'enfant était appelé comme autrefois. Or les autorités administratives, ne voulant pas compliquer l'état civil, ne font pas toujours preuve d'une grande sollicitude. De plus les enfants doivent posséder une pièce d'identité pour s'inscrire à l'école : jusqu'en 1974 on « jugeait » suppléant « accordé » sans amende perçue aux enfants de l'inscrite, mais depuis le jugement comporte une amende. Dans la région de Bouna, deux mille cinq cents élèves sur quatre mille quatre cent cinquante-dix-neuf inscrits ne possèdent pas de pièce d'identité ; et pour subir les épreuves du certificat d'études ou de l'entrée en sixième, l'enfant doit présenter une pièce d'identité datant au moins de trois ans.

MARGINAUX dans l'ensemble de leur vie quotidienne, puisqu'ils n'ont pas encore commencé à détruire leur vision propre du monde au profit de celle d'un colonisateur ou d'un pouvoir quel qu'il soit, Koulango, Ivoirien ou Européen, les Lobis le sont surtout en ce qu'ils ont su maintenir d'organiser leur espace et de vivre leur habitat. Les Lobis ne se contentent pas

en village, mais au contraire construisent leurs maisons par famille (grande famille traditionnelle) à la distance d'un « vol de caille » les uns des autres. Ainsi les animaux et les hommes ont-ils les couloirs franches.

La maison est une mini-forteresse de terre battue, revêtue d'un enduit d'argile et soutenue par une armature de troncs. Il n'y a pratiquement pas de fenêtres. Le toit est une vaste terrasse sur laquelle on fait sécher les légumes, trie les grains. On peut accéder à la terrasse par un tronc d'arbre aux marches taillées à la hauteur du pas ou par l'intérieur de la maison qui comporte plusieurs pièces sombres et closes, où chaque chose a sa place. Les objets familiaux, tous produits d'un artisanat local, améliorent un matériau sobre, rude et sans confort : nattes, croches pour conserver l'eau fraîche, stocks de grains ; aux murs, les gris-gris de protection, presque rien.

Devant la petite porte à œil élevé et dont l'ouverture s'élargit vers le haut, les femmes disposent sur un espace, toujours impeccable, les ustensiles indispensables au travail de la journée. Le bûche de mil macéré pour le retour des hommes des champs. Habitats frustes, sensibles aux dégâts de l'eau, mais chaud en hiver et froids en été, et surtout fort de ses volumes équilibrés, enveloppant intimement l'homme comme une douce matrice protectrice, où fuse une lumière calme venue d'en haut, des escaliers bistrés tournant jusqu'à la terrasse.

A l'intérieur d'une maison lobli, on découvre des harmonies étranges avec d'autres œuvres de boue qui ont été érigées en des lieux et des temps divers, et que l'on appelle dans notre société d'« art brut ». Parce que peut-être la beauté et la fonctionnalité d'une architecture dite primitive ne sont pas seulement l'expression d'un retard technologique, mais bien d'une puissance originelle en parfaite harmonie avec certains besoins de l'homme.

Mais la Côte-d'Ivoire a décidé que, du nord au sud et d'est en ouest, le pays serait moderne, évolué, développé. Le développement passe en général par l'adoption d'un certain nombre de modèles venus des pays industrialisés, et la mise en application de ces modèles devant trop vite équivaloir au développement lui-même. Ainsi deux des grands critères du progrès du pays sont le taux de scolarisation et la maison à pièces rectangulaires et à murs « au dur ». Peu de régions en Côte-d'Ivoire possèdent à l'heure actuelle encore leur habitat originel, et il est interdit de construire une nouvelle maison de façon traditionnelle : le bulldozer fait faire entendre raison aux récalcitrants. Lors de l'organisation des fêtes annuelles de l'indépendance, des crédits spéciaux sont accordés à une

ville qui est « remise à neuf » : ainsi récemment, dans des villages comme Bouna et Odienne, l'architecture de type sahélo-soudanais a entièrement disparu.

Pour parvenir à détruire la maison de boue au profit du béton et de la toile ondulée, on a fait miroiter aux Lobis le dispensaire et le poste. Les soins et l'asepsie sont la vie qui, tout de même, pour les enfants impulsifs, menacés par les diarrhées et le ver de Guinée — pour ceux qui acceptent de se regrouper dans des villages dont la règle sacro-sainte, comme dans tout le pays, est l'habitat en dur. Des expériences de regroupement sont donc tentées : parfois des expériences viennent participer à la sensibilisation des populations à l'agriculture ou aux problèmes de santé. Certaines ont cherché des solutions intermédiaires : apporter l'eau et la hygiène, oui ; faciliter le passage d'une agriculture semi-nomade à une agriculture sédentaire, oui aussi ; mais pourquoi, chaque fois, détruire une culture, détruire une société, l'amener inexorablement à plier ses croyances pour en digérer d'autres, étrangères, brutales, sans rémission ? Certains ont cherché, par exemple, à préserver les structures familiales et les rapports entre les diverses familles, en proposant des « soukass améliorées », qui préservent le tissu de liens qui unissent les âmes et permettent cependant au peuple lobli de se constituer en tant qu'entité réelle.

Les documents doivent dormir sur un bureau de fonctionnaire, et un beau village lobli « de regroupement » est né : il y a bien un puits, mais il n'est pas vraiment accessible à tous et la concrétisation des rapports de classe oblige certaines femmes à aller chercher l'eau au marigot, comme autrefois. L'école a ouvert ses portes et, pour le dispensaire, cela ne saurait tarder. Certains cherchent bien à faire du « semi-dur » (briques de boue échelées jointes par du mortier de sable et de ciment) qui est plus ou moins admis par les autorités et qui serait d'un entretien moins coûteux que le vrai dur (2). Mais cela ce qui naît d'un matériel, d'une forme et surtout d'un agencement original de l'espace n'a donc aucune valeur ?

Mais il y a une chose qu'on oublie de dire aux Lobis : que deviendront leurs fils, scolarisés quand ils auront grandi les rangs des chômeurs à Abidjan ou quand ils seront désœuvrés dans un village déstructuré ?

NADINE BEAUTEAC.

(1) Excepté, pour le tourisme, la réserve d'Anzancourt.
 (2) Pour faire une case traditionnelle lobli, le chef de famille paye la boue pour la main-d'œuvre familiale et voisine. Une case en « semi-dur » coûte environ 200 000 fr. C.F.A. et la même case en dur 300 000 fr. C.F.A. (1 fr. C.F.A. = 0,02 F.).

Un soir dans l'East End

(Suite de la page 11)

Lorsqu'un grand groupe de rock'n'roll va jouer dans l'East End, alors la foule se presse, et l'atmosphère est électrique. Parmi ces groupes, il en est un qui peut créer l'émotion : les Who (membres de l'opéra rock Tommy). La formation ne veut pas se produire que dans des stades, tant elle est populaire. Et lors de sa manifestation à la publie se tient debout sur les gradins, occupe le pelouse entière aussi. On compte plus de cent mille personnes souvent. Comme d'habitude au stade de Charlton, un faubourg situé au sud-est de Londres.

C'est un festival plus qu'un concert. Cinq orchestres doivent se produire, et le public résonnera toute la journée, mais les Who ne passeront pas avant 10 heures du soir, quand l'excitation et la fatigue du public seront à leur comble. Le rock'n'roll et la nuit sont complices depuis toujours. La pluie tombe enfin, et pourtant tout est compris. Le ciel et la foule s'agitent. La nervosité monte avec les heures qui passent. L'air sent le hot-dog. Beaucoup vont, bras nus, trempés, chercher des bûches par caisses entières. Trois hommes sur quatre sont ivres. Il y a quelques incidents : une ou deux bagarres, des crises d'épilepsie, des filles qui s'évanouissent et un homme qui, faisant le cochon pendu à 30 mètres de hauteur, au sommet d'une tour où sont montés les projecteurs, menace de se laisser tomber. S'il s'exécute, il tuera cinq personnes. Alors, à l'occasion d'un court instant de peur, neit un grondement qui ne s'entend plus.

La nuit est tombée, complètement, et on a de la boue jusqu'aux

chevilles. La foule est trempée depuis longtemps, il fait froid, on a faim. Il faut que les artistes donnent beaucoup de plaisir, aient bien de la magie pour imposer à un public des conditions pareilles. Ils lui font accepter, dix ou douze heures durant, l'alcool aide à tenir. Il est vrai. Mais les cant mille personnes présentes ne se sont pas déplacées pour boire en chœur. Bien plutôt pour trouver dans le musique des Who — dernier grand groupe de rock'n'roll qui son succès n'a pas coupé du peuple dont il fit partie — l'expression exacte de leur colère, de toute une révolte contenue dans l'art du groupe, dans sa violence.

« Je viens des faubourgs, des quartiers pauvres de Londres. Pour se sortir de là, il faut devenir champion de football soit Pop-Sir », déclarait un jour Roger Daltrey, chanteur de la formation (1). Daltrey est ce qu'on appelle un héros. Parce qu'il incarne ce que tous ceux qui peaufinent à ses pieds auraient voulu être : un véritable

entier des rues qui peut se permettre de ricaner, ne rend de comptes à personne d'autre qu'à ce public auquel il rassemble tant, est devenu célèbre en traduisant, dans des temps divers, et que l'on appelle dans notre société d'« art brut ». Parce que peut-être la beauté et la fonctionnalité d'une architecture dite primitive ne sont pas seulement l'expression d'un retard technologique, mais bien d'une puissance originelle en parfaite harmonie avec certains besoins de l'homme.

Mais la Côte-d'Ivoire a décidé que, du nord au sud et d'est en ouest, le pays serait moderne, évolué, développé. Le développement passe en général par l'adoption d'un certain nombre de modèles venus des pays industrialisés, et la mise en application de ces modèles devant trop vite équivaloir au développement lui-même. Ainsi deux des grands critères du progrès du pays sont le taux de scolarisation et la maison à pièces rectangulaires et à murs « au dur ». Peu de régions en Côte-d'Ivoire possèdent à l'heure actuelle encore leur habitat originel, et il est interdit de construire une nouvelle maison de façon traditionnelle : le bulldozer fait faire entendre raison aux récalcitrants. Lors de l'organisation des fêtes annuelles de l'indépendance, des crédits spéciaux sont accordés à une

ville qui est « remise à neuf » : ainsi récemment, dans des villages comme Bouna et Odienne, l'architecture de type sahélo-soudanais a entièrement disparu.

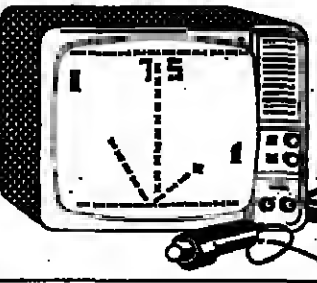
« Stévent, ceux qui s'étaient assouplis, au fond, sur les gradins, et s'endormaient roulés dans des couvertures se dressent aussi, s'ébrouent à leur tour, on est instant de grâce où l'on peut oublier. Puis, sur scène, le guitariste lance son instrument en l'air, où il reste comme suspendu, l'espace d'une seconde. Et le meilleur symbole de ce qui est arrivé reste bien la vision de cette guitare entièrement dorée, vers laquelle convergent deux ou trois cents projecteurs, qui lancent des traînées de lumière par-dessus une foule délirante, et jusqu'au ciel enfin pur, levé, où brillent les étoiles.

La guitare retombe et se brise. Les Who quittent la scène. L'exode de la foule, canalisée par des policiers à cheval, débute. Et on repart le soir, les cheveux collés aux tempes, dans une odeur de hot-dog et de cuir détrempé.

BENOIT FELLER.

(1) *Rock et Folk*, no 75, avril 1975.

Vous n'aimez pas le film ? Faites plutôt une partie de tennis.



TV Vidéo Jeux, adaptables sur tous les postes TV, à partir de 250 F.

Printemps

Hammann/Nation/Forly 2/Velby 2/Relco-Galaxie/Cetel

Le retour au...



Le retour au...

Le retour au...

Le retour au...

Le retour au...

Le retour au...

RADIO-TELEVISION

Des enfants jouent à l'audio-visuel

Une étrange grammaire

A onze ans, les élèves de CM 2 filmés par Robert Bober ont subi des milliers d'heures de télévision. Ils connaissent Al Capone, les promoteurs immobiliers et le rôle de la publicité. Beaucoup d'enseignants tonnent contre l'abrutissement collectif. Peine perdue. L'audio-visuel n'est pas seulement un instrument de domination, mais aussi un langage, avec ses codes, ses syntaxes, ses barbarismes et ses stéréotypes. A l'école, on prétend le dénoncer que l'enseignant. Sauf, lorsque, par extraordinaire, une équipe de l'INA s'attache à la cour et offre aux élèves les moyens de découvrir eux-mêmes cette étrange grammaire.

L'initiation aux techniques audiovisuelles passe par le moule institutionnel : caméras, micros, magnétoscopes, ne sont d'abord qu'autant de prétextes à une leçon de choses récréative. On joue au reporter, on se dit « vous », on découvre l'interview avec une logique toute policière : nom, prénom, date de naissance... Les enfants connaissent les usages. Devant la caméra, il n'y a que des tâches d'état civil et des curriculum vitae : des rôles. Mais le jeu se métamorphose vite en micro-drame. La communication gêne. Confrontés aux enfants d'une autre école par le biais du magnétoscope, le CM2 s'avère incapable de dialoguer. Délis, radomantades, insultes : le racisme de groupe s'accroît à proportion des moyens d'expression dont il dispose.

Pourtant, franchies les portes du lycée, le technique l'emporte. Chasseurs de sons et d'images, branchés sur leurs machines, les enfants se trouvent projetés dans un monde où les adultes leur parlent comme à des journalistes. Ils ont des réflexes de professionnels : indifférents au contenu des témoignages qu'ils recueillent, mais soucieux du cadrage, de la qualité du son, attentifs à la cohérence du montage et du montage. Après huit jours, ils ne parlent plus que zoom et ouverture de diaphragme. Et leur regard sur le télévison s'en trouve bouleversé : désormais, ils appréhendent les ficelles, jugent les effets de lumière, découvrent sans fausse modestie les trucs du métier.

Le meilleur test de l'efficacité de l'expérience, les élèves le réalisent d'eux-mêmes en transmettant spontanément leurs connaissances à des camarades. Et pas seulement avec des mots, mais en leur montrant les appareils en main, pour qu'ils découvrent, à leur tour, comment on invente le spectacle : un apprentissage fondamentalement matérialiste. Malheureusement, ils ne sont qu'une trentaine, ces enfants qui, aujourd'hui, ne croient plus à la magie de la boîte à images. Pourquoi programmer une telle émission à l'heure où, justement, on peut être sûr qu'un enfant ne sera devant cette « boîte » qu'est le télévison.

XAVIER DELCOURT.

* C'est ainsi qu'on invente le spectacle. — Lundi 18 mai, TF 1, 22 h. 15.

«Azur 102», «Radio-Continental»

Bousculade sur la Côte d'Azur

L'aménagement et la protection du monopole d'Etat sur la radio et la télévision ont fait l'objet, mercredi 11 mai, d'une réunion de la délégation chargée de ces questions, au Parlement. En ce qui concerne l'octroi des dérogations, M. Autin, président de l'établissement public de diffusion (T.D.F.), a émis le vœu que les avis donnés par ses propres services et par les sociétés de programmes soient complétés par ceux d'une commission placée auprès du premier ministre. Cette commission, qui serait chargée d'établir une déontologie en matière de dérogation, et d'éviter certains abus, pourrait être une émanation du haut conseil de l'audiovisuel, dont M. Gérard Montassier est l'actuel secrétaire général. M. Montassier a précisé que le texte relatif aux dérogations (texte qui vient d'être remanié) ne prévoit pas de dérogation au monopole de diffusion détenu par T.D.F., mais que des dérogations au monopole de programmation sont envisagées. Une telle réglementation paraît souhaitable au moment où la « guerre des stations périphériques » semble déclarée sur la Côte d'Azur.

La Côte d'Azur attire décidément les promoteurs de radios commerciales. Après l'annonce du lancement prochain de Radio-Continental (le Monde du 3 mai), une nouvelle station périphérique vient de faire connaître son existence. Baptisée Radio-Azur 102, cette station diffuse 24h, depuis un mois environ, un programme expérimental de musique continue en modulation de fréquence. Des messages enregistrés annoncent que des émissions régulières sont envisagées pour le courant du mois de mai.

Comme pour Radio-Continental, les studios et l'émetteur de Radio-Azur 102 sont installés en Italie, dans le village de Clotit, à quelques kilomètres de la frontière française. En revanche, les bureaux de la Société d'études audio-visuelles (SEAV), dont dépend Radio-Azur 102, sont à Monte-Carlo, dans le principauté de Monaco.

Le directeur de Radio-Azur 102, M. Alexandre, trente et un ans, ancien collaborateur de Radio-Monte-Carlo, se montre très discret sur ses sources de financement : « Nos capitaux ne sont ni italiens, ni arabes, ni américains », affirme-t-il, tout en admettant que l'opération « coûte cher, très cher ».

Selon M. Alexandre, l'émetteur de Radio-Azur 102, qui fonctionnerait actuellement au-delà de sa capacité, permettrait, avec

une puissance de 80 kilowatts rayonnés, d'atteindre Toulon. « Mais, précise-t-il, nos principaux objectifs sont Saint-Tropez et Menton ».

Le contenu des programmes de Radio-Azur 102 n'est pas encore connu. D'après le directeur de cette station, ils seront « politiquement neutres » et s'adresseront à un public moyen, supérieur de la région. De même, la publicité serait éditée : « Pas de marque de l'essence », déclare M. Alexandre, qui prétend « créer une radio pour faire rêver les gens ».

Réveront-ils ? Il est permis d'en douter. Mais il est certain, en revanche, que les habitants de la Côte d'Azur représentent, en matière radiophonique, une clientèle particulièrement recherchée. Radio-Azur 102 veut atteindre en effet une partie des auditeurs de France-Inter, de FR 3 Nice et de Radio-Monte-Carlo. Radio-Continental, obscur sans doute, fera de même. Toutefois, cette station rencontrerait aujourd'hui quelques difficultés, la fréquence (101 MHz) sur laquelle elle se proposait d'émettre étant, semble-t-il, actuellement occupée par un signal sonore, sorte de brouillage, émis depuis le cap Martin par Télé-Diffusion de France (T.D.F.). Incident de parcours ou prémices à une bataille des ondes méditerranéennes ? A T.D.F., on se refuse à tout commentaire sur ce point précis.

LE BILAN AUVERGNAT

La première expérience de vidéo-transmission commerciale, tentée sous l'égide de la Société française de production, entre Paris et plusieurs localités d'Auvergne a pris fin jeudi 5 mai.

Et la qualité des images, projetées sur grand écran, semble avoir dans l'ensemble donné satisfaction aux publics de Clermont-Ferrand, Riom, Thiers ou Vichy, des critiques ont été émises en ce qui concerne la fidélité des couleurs.

Les représentants de la S.F.P. ont fait savoir qu'une plus grande publicité autour de certaines couleurs, comme celles consacrées aux agriculteurs et aux travailleurs immigrés, leur aurait assuré un meilleur « coefficient de remplissage ». Public et animateurs ont cependant souligné l'intérêt que représente la possibilité de dialoguer en duplex entre le lieu d'enregistrement et les salles réceptrices, ce qui représente, selon la S.F.P., l'un des avantages les plus incontestables de ce nouveau système audiovisuel. — (A.F.P.)

625-819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Montand ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche) ; Jean-Claude Bouquet reçoit en live à 19 h. 45 ; Vers 23 h. TF 1, dernière, par Jean-Pierre Pernaut pour les touristes ; « Les loto » de Claude Pierrat (le mercredi 17 h. 15).

A 2 : 13 h. Journal (le samedi à 12 h. 30, magazine Samedi et dimanche) ; 18 h. 45 (samedi et dimanche) ; « Flash » ; 20 h. et vers 23 h. Journal.

UNE ÉMISSION EN FRANÇAIS À SAN-FRANCISCO

San-Francisco possède depuis un an son émission de radio française. K.Q.E.D. émet, en modulation de fréquence sur la bande 8.5 et fait partie du réseau N.P.R. (National Public Radio) et P.B.S. (Public Broadcasting Services), dont le niveau culturel est relativement élevé et où la publicité n'est pas admise.

Radio à la carte — c'est le nom de cette émission qui fête son premier anniversaire — se voue principalement à la culture et présente un thème chaque semaine. Elle comprend des interviews de personnalités (Jacques Cousteau, René Verdon, qui fut le cuisinier de Kennedy, Jean-Louis Leroux, oboliste au San-Francisco Symphony, etc.) ou traite des sujets particuliers, comme l'influence américaine sur la chanson française.

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 (le dimanche) : 9 h. 15, A. Bible ouverte ; 9 h. 30, Chrétiens orientaux ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 50, Le Joui du Seigneur ; Accueillies de l'Eglise (le 15). La tradition et les traditions (le 22) ; Messe en la paroisse Notre-Dame-de-la-Parole à Macha, Sabon-et-Lot (le 15), en la chapelle de l'Inconce catholique de Lille, Nord (le 22).

Écouter-voir

CINEMA 16 : L'ŒIL DE L'AUTRE. — Mercredi 18 mai, FR 3, 20 h. 30.

La solitude d'une calisière de banque, proposée par Bernard Quesenne *l'Œil de l'autre*, est une apologie sur la souffrance ressentie à subir le regard de l'autre. L'autre, pour Chantal Maillet (Pascal Audret), c'est d'abord la surveillance incessante que lui imposent, derrière sa vitre, les caméras de sécurité du Crédit régional normand. Elle se sent épiée, pourvue, atteinte, peut-être. Et l'autre devient tout le monde et personnel, son mari (Jean-Pierre Cassel), cadre aisé, sa belle-mère, bien intentionnée, tel passant, tel médecin, tel agent de police. Aggravée, elle devient agressive, se perd dans son délire, choisit enfin l'anormalité, presque comme un refuge.

Filmée en 16 millimètres, sur un scénario de Georges Perec, avec une musique (bien rare) de Georges Auric, *l'Œil de l'autre* se réfère ouvertement à la glorieuse paternité d'Hitchcock dans *Maria*. Mais ce n'est qu'une référence.

PORTRAIT : INGMAR BERGMAN. — Jeudi 19 mai, A 2, 21 h. 50.

« Faire une mise en scène, c'est fabriquer une marchandise... ou, si vous

préférez, une œuvre d'art. » S'entretenant avec Stig Björkman, l'auteur de *Scènes de la vie conjugale* évoque ses vingt-sept ans de métier. Entrecoupé d'extraits de films, de séquences de tournage, ce document explore les coulisses de l'image. Bergman dirigeant une prise de vue sous une pluie battante. Bergman examinant un scénario avec acteurs et techniciens, mais aussi Bergman discutant chiffons avec Bibi Andersson : « Ton pantalon ne va pas. Dans cette scène sérieuse, il fait comique. »

Ingmarm Bergman se définit comme un cinéaste de l'émotion et de la lumière. Un technicien attentif aux variations atmosphériques, scrutateur de visages, doublé d'un méticuleux polisseur de détails : l'esquisse du portrait d'un homme qui se dit timide et réservé et voit dans le cinéma l'occasion unique de s'intégrer à une communauté.

FEUILLETON : ALLEZ LA RAFALE. — Tous les vendredis, Antenne 2, 20 h. 30.

Deux villages de Sud-Ouest s'affrontent. Leur lutte a pour cadre un terrain de rugby. Deux conceptions s'opposent. D'un côté, le sport est une industrie et l'argent une garantie de victoire. De l'autre, le ballon ovale est un jeu.

Les films de la semaine

TOUTE UNE VIE, de Claude Lelouch. — Dimanche 15 mai, TF 1, 20 h. 30.

Un brasseur hétéroclite des événements du vingtième siècle — jusqu'aux approches de l'an 2000 — à travers la destinée d'une famille juive dont l'héritière moderne (Marthe Keller) finit par rencontrer un enfant trouvé (André Dussolier), devenu cinéaste après pas mal de mésaventures. Des idées fumeuses sur Marx, le capitalisme libéral, Mao, le stonisme, la pollution. Des effets de mise en scène, un budget colossal, beaucoup d'ambition, une sincérité évidente pour aboutir à un échec dans un tohu-bohu d'images.

MAISON DE DANSES, de Maurice Tournier. — Dimanche 15 mai, FR 3, 22 h. 30.

Début d'un cycle Maurice Tournier qui comprendra quinze films des années 30-40 et qui permettra de redécouvrir les solides qualités, l'originalité d'un des grands cartésiens du cinéma français. Tiré d'un roman de Paul Reboux, *Maison de danses* est un drame de la jalousie chaotique à blanc où se distinguent les vedettes de l'époque : Gaby Morlay et Charles Vanel.

LA COMTESSE DE HONG-KONG, de Charles Chaplin. — Lundi 16 mai, TF 1, 20 h. 30.

Une comédie-vandœuvre sur un paquebot de luxe où Chaplin se contente d'apparaître un instant en vieux steward atteint du mal de mer. Un charme dénoté, des personnages d'une autre époque, brillamment joués par Sophia Loren et Marlon Brando. Fut assez mal accueilli. Film raté, peut-être, si l'on songe à toutes les grandes œuvres de Chaplin. Mais il faut savoir se laisser aller au rire et à l'émotion. Même fugitive, la création chaplinienne, avec sa tendresse et sa mélancolie, reste présente dans cette dernière œuvre.

WEEK-END A ZUYD-COÛTE, de Henri Verneuil. — Lundi 16 mai, FR 3, 20 h. 30.

Deux jours avec Belmondo et les troupes franco-britanniques.

choses à se reprocher. Vies, bassesse, obscénité, vulgarité, rien ne manque à ce tableau « burlesque » où Audran traite avec le plus parfait mépris toute la société et les spectateurs du même coup. L'auteur-réalisateur a dû se prendre pour Céline, dont il a donné le nom à une rue de Courbevoie. Son « Voyage au bout de l'ignoble » dans la grosse blague et le gros calembour n'est pas, pour autant, cénitien.

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE, de Richard Thorpe. — Mardi 17 mai, FR 3, 20 h. 30.

Lancelot du Lac, la reine Guenièvre, le roi Arthur, le traître Mordred et la fée Morgane : la vieille légende de chevalerie est recrée avec somptuosité dans une atmosphère de tournois, de batailles, d'héroïsme médiéval. Même si le thème mystique du Graal passe à l'arrière-plan, la beauté spectaculaire de ce film d'aventures ne peut laisser indifférent.

CES MERVEILLEUX FOUS VOLANTS DANS LEURS DROLES DE MACHINES, de Ken Annakin. — Jeudi 19 mai, A 2, 15 h.

Les dessins caustiques de Ronald Searle au générique et le pittoresque des vieux avions du début du siècle causent un certain plaisir. A part cela, cette course aérienne et internationale Londres-Paris, en 1910, laisse assez froid. Les étincelles d'humour ne font pas un feu de joie. Disposant d'un budget colossal, Ken Annakin a gaspillé son sujet.

LA FIGURE DE PROUE, de Christian Stengel. — Jeudi 19 mai, TF 1.

Une châteline bretonne, qui a les traits de Madeleine Sologne, ressemble à une envoûtante figure de proue et fait rêver un marin beau ténébreux incarné par Georges Marchal. Beaucoup de poésie dans ce roman. A voir, à la rigueur, pour les acteurs portant ici la mythologie de leur jeunesse.

ELLE BOIT PAS, ELLE FUME PAS, ELLE DRAGUE PAS, MAIS ELLE CAUSE, de Michel Audiard. — Jeudi 19 mai, A 2, 20 h. 30.

Femme de ménage fautive, Annie Girardot provoque une chaîne de chantages entre ses trois employeurs.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (informations toutes les heures) ; 7 h. Bon pied bon œil ; 7 h. 30, Grand Sire ; 9 h. Le Magazine de Pierre Boncel ; 10 h. Chansons à histoires (samedi) ; Questions pour un samedi ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. Variétés ; 13 h. Journal de Jean Lévêque ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche) ; L'écaille en coulisse ; 17 h. Radioscope ; 18 h. Salimbenques ; 19 h. Journal ; 20 h. Marche ou rêve (samedi) ; La tribune de l'histoire ; dimanche : Le masque et la plume ; 22 h. Le Pop-Club.

MÉTÉOROLOGIE

FRANCE-INTER (météo marine) : 7 h. 55 et vers 19 h. 55. FRANCE-CULTURE : 9 h. 15, 12 h. 30, 15 h. 30 et 23 h. 55.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult. et mus.) ; 7 h. 30 (cult. et mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 11 h. 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 15 h. (cult.) ; 15 h. 30 (mus.) ; 18 h. (cult. et mus.) ; 19 h. (cult.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 24 h. (mus.).

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE (le dimanche) : 7 h. 15, Horizon ; 8 h. Omédox et christianisme ordinaire ; 8 h. 30, Proustianisme ; 9 h. 10, Exome inné ; 9 h. 40, La Grande-Loge de France (le 15), l'Union rationaliste (le 22) ; 10 h. Messe.

Radioscopies

FRANCE-INTER : 17 h. Jac-

Une bonne idée (signée Jean Chouquet). Une réalisation sans surprises de Denis Lelanne.

RELECTURE : CENTENAIRE MAX JACOB. — Samedi 21 mai, France-Culture, 20 heures.

A la belle époque de Montparnasse et de Montmartre, il menait la vie de bohème avec Picasso, Carav, Dargelos et d'autres peintres ou écrivains. Montgillan a fait de lui un portrait orange et noir. Max Jacob, cet amoureux public, ce drôle qui cachait sa misère derrière un grand éclat de rire, est entré dans la légende, mais le connaît-on ? Sous la fantaisie parodique, les trouvailles ou les caprices de langage du Cornet à dés — recueilli par en 1917 — règne déjà l'esprit tourmenté d'un mystique en proie aux contradictions de la religion. Resté à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, Max Jacob fut arrêté par les nazis en 1944, pour mourir à Drancy. Son œuvre, abondante, n'a pas encore été entièrement publiée.

Hubert Juin a composé cette émission anniversaire en confiant à trois acteurs le soin de « relire » Max Jacob. Des documents d'archives permettent d'entendre les voix de Marcel Jouhandau, de Francis Carco, d'Henri Sauguet, de Paul Léautaud... tous amis de ce « homme laborieux, pas aussi saint qu'on le dit, pas aussi dépravé qu'on le croit ».

des meilleurs dialogues d'Audran (toujours en situation) et une mise en scène à pages bien rythmée. Lino Vanina fait, avec flegme, un numéro à la Gaby, au milieu de truands fantoches et face à Sabine Sinien, jeune vedette allemande et collégienne « xy-jé » qui apporte son grain de sel ingénu à la sauce piquante misonnée par les flineurs.

PARTIR, de Maurice Tournier. — Dimanche 22 mai, FR 3, 22 h. 30.

En pleine vogue du roman cosmopolite (celui qui à inspiré le film est de Roland Dorgelès), l'histoire d'un beau garçon criminel (il a des excuses) partant vers l'Indochine — les « ailleurs » — sur un bateau avec la « femme de sa vie », artiste lyrique. Au bout du voyage, l'échec. Déjà un parfum de Prévert et Camus.

POINT LIMITE ZERO, de Richard C. Sarafian. — Lundi 23 mai, TF 1, 20 h. 30.

Une voiture filant à toute allure du Colorado à San-Francisco, pour gagner un pari et défer la police. La « contestation » des jeunes récupérée — avec brio — par une production hollywoodienne. Un certain décor social traversé par des hippies et un Noir aveugle, animateur d'une radio locale, qui prend parti pour le héros fou du volant contre la répression, tandis que la « majorité silencieuse » organise sa riposte.

LE RIDEAU DECHIRÉ, d'Alfred Hitchcock. — Lundi 23 mai, FR 3, 20 h. 30.

Un savant américain, faux transfuge et véritable agent secret, passe en Allemagne de l'Est pour une dangereuse mission. Hitchcock retourne et dénoue les clichés du film d'espionnage, conduit son personnage, accompagné d'une fiancée petite-bourgeoise qui vit les mêmes dangers par amour et fidélité, dans une sorte de descente aux enfers. Car ce suspense à faire frémir d'horreur peut être considéré comme une allégorie.

et débats quotidiens...

FRANCE-INTER : 11 h. les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur les comédies (samedi), les films à Cannes (mardi), distribution et exploitation à Cannes (mercredi), la qualité des salles (jeudi).

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Paganini reçoit Michel Jobert (jeudi et mardi), Bernard-Henri Lévy (mercredi), Musée d'Albany (jeudi), Mireille Bocca (vendredi).

FR 3 : 19 h. 40, la Tribune libre est ouverte à Jean Guizon (jeudi), la Jeune Chambre éco-

nomique (mardi), le P.C. (mercredi), le groupe Initiative et Responsabilité (jeudi), le ZEN (vendredi).

— et au jour le jour

TF 1 : 21 h. 30, René Halé et les représentants des syndicats et fédérations de parents d'élèves (le 17).

A 2 : 20 h. 30, Georges Marchais (le 18) ; 19 h. 40, le groupe réformateur (le 19).

R.M.C. : 20 h. 30, Jean Lenoir (le 17).

Les émissions de TF 1 diffusées en couleurs dans la région parisienne sont relayées tous les jours, sauf le dimanche, par FR 3 de 12 h. 15 à 18 h. 30.

Joshi Co Ltd

RADIO-TELEVISION

Samedi 14 mai

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Mort Shm-man) ; 21 h. 30. Feuilleton américain : Peyton Place ; 22 h. 25. Gymnastique : Championnat d'Europe à Prague.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de semaine sont parus dans « le Monde de l'éducation » (n° 28, daté mai 1977), qui les publie régulièrement tous les mois.

Pour la santé de votre bébé.

Rien ne remplace le lait maternel.

Se nourrir mieux c'est vivre mieux.

COMITÉ FRANÇAIS D'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Prix Kamman : Moins exilée, scén. et réal. P. Koralnik, avec E. Hirt, Cl. Dominique, C. Fournier.

Lire notre article page 13.

22 h. 5. Questions sans visage.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R). Opéra : « Le Chevalier à la rose », de Richard Strauss, livret de Hugo von Hofmannsthal, avec E. Schwarzkopf, C. Edelmann, S. Jurinac, E. Kunz, A. Rothenberger et l'Orchestre philharmonique de Vienne sous la direction de H. von Karajan (rediffusion).

Filmé au Festival de Salzbourg en 1957.

FRANCE-CULTURE

20 h. Théâtre de R. Benaimon : « Radio-pirato inconnu », avec J.-P. Chiffre, M. Pilet, A. Delop, M. Baray, J. J. y a le coup... scén. et réal. J.-P. Chiffre, réal. J.-P. Colas ; 21 h. 55. Ad lib. ; 22 h. 5. Le fugue du samedi, ou mi-fugue, mi-rainin, divertissement de B. Chouquet.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5. Premier jour « J » de la musique, avec le Quatuor Bandura, Sonnicolo Accorroni, l'Ensemble Pratorius ; 20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées, Orchestre symphonique de la radio de Singapour, dir. M. Gidon, avec S. Palm, violoncelle ; « Quelques difficultés pour valcours l'onguise » (M. Gidon) ; « Concerto pour violoncelle et orchestre » (Zimmerman) ; « Hymne » (Stockhausen) ; 23 h. Mielles chrétiennes (Gustav Fuch) ou Rudolf Serkin (Schumann, Dvorak) ; 0 h. 5. Musique d'été de nuit : Christian Velez reçoit Michèle Bokanowski.

Dimanche 15 mai

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15. Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. La séquence du spectateur ; 12 h. 30. Magazine : Bon appétit ; 13 h. 20. C'est pas sérieux ; 14 h. 15. Les rendez-vous du dimanche ; 17 h. 30. Série : Pierrot la chanson, prod. E. Morin ; 18 h. Téléfilm américain : Un million de dollars en fumée.

Un dénouement des billets de 100 dollars qu'il consomme dans le papier de ses

19 h. 15. Les sauteurs du monde ;

20 h. 30. FILM : TOUTE UNE VIE, de Claude Lelouch (1974) avec M. Koz, A. Dussolier, Ch. Deumer, Ch. Gérard, C. Graving, J. Magre.

Un survol du vingtième siècle, de 1900 à l'année de l'an 2000, à travers l'histoire d'une famille, d'un homme, longtemps dilaté, d'un homme et d'une femme.

CHAÎNE II : A 2

11 h. 30. Concert : Troisième Concerto pour

piano, de Serge Prokofiev, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse.

12 h. Bon dimanche en direct de l'Empire, avec J. Martin (reprise à 13 h. 25) ; 12 h. 10. Toulours sourire ; à 13 h. 25. La loggnette ; à 14 h. 15. Jeu : Pom, pom, pom, pom (reprises à 15 h. 40, 17 h. 20, 18 h. 51) ; 14 h. 20. Ces messieurs nous disent ; à 15 h. 50. Série américaine : Tête brûlée ; à 16 h. 40. Trois petits tours ; à 17 h. 25. Série : Muppet's Show ; à 18 h. 10. Lyrique : Contre nt ; 19 h. 1. Stade 2 ;

20 h. 30. Variétés : Musique and music ;

21 h. 40. Série fantastique britannique : Angoisses (moyen de transport particulier) ;

22 h. 40. Série documentaire : Les Français et la contraception (deuxième partie : Les craintes).

CHAÎNE III : FR 3

10 h. Émission destinée aux travailleurs immigrés : A écrans ouverts ; 10 h. 30. Mosaïque ; 18 h. 53. Rediffusion : Panama (L. La fièvre) ;

17 h. 50. Espace musical, par J.-M. Damian (La Symphonie n° 98 de Haydn) ; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 19 h. Hexagonal : Les salimbanques, prod. Lalle ; 20 h. 5. Cheval, mon ami ;

20 h. 30. L'homme en question, Pierre Mendès France ; 21 h. 45. Festival de Cannes ;

22 h. 45. FILM (Cinéma de minuit) : MAISON DE DANSES, de M. Tourneur (1931), avec S. Morley, Ch. Vanel, J. Noguero, Ed. van Daele.

Une pauvre espagnole s'engage comme domestique dans un château. Le patron fonde

concours de belle, elle, et le frère d'un

pecheur dont elle est éprise.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Lucette Finau (reprise à 14 h.) ; 7 h. 7. La route : 7 h. 15. Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h. Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regard sur la musique (Bach) ; 12 h. 5. Allegro ; 12 h. 45. Musique de chambre (Tartini, Rameau, Grieg, Franck) ; 14 h. Le temps, la place et l'esprit, par R. Sentet.

Lire notre article page 13.

19 h. 15. Le cinéma des estuaires, par C.-J. Philippe ;

20 h. 5. Poésie ininterrompue : Lucette Finau et Michel Deguy ; 20 h. 40. Atelier de création radio-phonique : Montcaumon research manitoirs contre ; 22 h. Black and Blue ; 23 h. 5. Poésie : Pierre-Alain Tache.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Concert promenade (Orthe, Kattion, Schauer, Engel-Berger, Milloker, Suhner, Rodgère, J. Strauss) ; 8 h. Cantate BWV 67, de J.-S. Bach ; 9 h. 3. Musical gratin ; 11 h. Harmonia sacra ; 12 h. Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35. Opéra bouffon : extraits de « Purgatoire dans l'île des lanternes » (Grieg), et « Les Rêveries de Bourgeois » (Nicolai) ;

13 h. 35. Premier jour de la musique ; 14 h. Les tribunes des critiques du disque : Joanne au

luchon (Housser) ; 17 h. Le concert. Scène d'Antoine Blondin (Brahms, Wagner, Mozart, Gerswin, Chopin, Schumann, Debussy, Liszt, Offenbach, Bach) ; 19 h. 12. Route des Jongleurs ; 19 h. 31. Jazz vivant (Paul Bley, Bill Evans) ;

20 h. 30. Orchestre philharmonique de Radio-France, direction G. Amy, avec H. Barda, piano, et les chœurs et maîtres de Radio-France ; « Les Troysens », extraits (Berlioz) ; « Concerto pour piano n° 3 » (Chopin) ; trois pièces de « Wozzeck » (Berg) ;

23 h. 5. Autour d'Étienne Rollin ; 0 h. 5. Musique extrêmeuropéenne : le Gabon.

Lundi 16 mai

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Magazines régionaux ; 13 h. 50. Brestez donc avec nous ; à 14 h. 25. Robert Doisneau et la photographie ; à 14 h. 55. Série : Van der Valk (rediffusion) ; à 18 h. 5. C'est un métier : les prothésistes dentaires ; à 18 h. 50. Variétés : Anne Leonard ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 55. Pour les petits ; 18 h. 40. L'été aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Bonsol chef ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ;

20 h. 30. FILM : LA COMTESSE DE HONG-KONG, de Ch. Chaplin (1965), avec M. Brando, S. Loren, S. Chaplin, T. Hedren, P. Gargill (rediffusion).

A Hongkong, un milliardaire américain fait la connaissance d'une comtesse russe émigrée, devenue taxi-girl. Il la retrouve, cachée dans un cabinet, à bord du paquebot qui va aux États-Unis.

22 h. 15. Émission de l'INA : C'est ainsi qu'on invente le spectacle, de R. Bober.

Lire notre article page 14.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Ton amour et ma jeunesse (rediffusion) ; 14 h. 5. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 5. Série : Les aventures d'Arpène Lupin (rediffusion) ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 18 h. Fenêtre sur... Les virtuoses du piano (Alain Chapelle) ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 15. La télé ;

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Série : Tous les chemins mènent à Rome (Pienza entre Florence et Rome) ; 22 h. 30. Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard (L'énergie nucléaire).

Le professeur Ramade, professeur d'écologie, contre M. André Giscard, responsable de la sécurité à la commission de l'énergie.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : M. Jean Guittou ; 20 h. Les jeux ;

20 h. 30. FILM (Cinéma public) : WEEK-END A ZUYDCOOTE, de H. Verneuil (1964),

avec J.-P. Belmondo, C. Spaak, G. Goret, J.-P. Marielle, P. Mondy (rediffusion).

Les 1^{er} et 2^{es} jours 1940, un sergent français, pris dans la poche de Dunkerque avec les

troupes franco-britanniques, échappe en nuit à l'embarquement pour l'Angleterre.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Pierre-Alain Tache (reprises à 14 h.) ; 7 h. 7. La route : 7 h. 15. Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h. Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regard sur la musique (Bach) ; 12 h. 5. Allegro ; 12 h. 45. Musique de chambre (Tartini, Rameau, Grieg, Franck) ; 14 h. Le temps, la place et l'esprit, par R. Sentet.

Lire notre article page 13.

19 h. 15. Le cinéma des estuaires, par C.-J. Philippe ;

20 h. 5. Poésie ininterrompue : Lucette Finau et Michel Deguy ; 20 h. 40. Atelier de création radio-phonique : Montcaumon research manitoirs contre ; 22 h. Black and Blue ; 23 h. 5. Poésie : Pierre-Alain Tache.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Carrefours (Beethoven, Bach, Mozart) ; 10 h. La règle du jeu (Ravel, Fauré, Debussy, Liszt, Lully, Lully, Lully, Lully) ; à 10 h. 50. Concert : lecture autour de Ronsard ; 12 h. La chanson, par R. Méléard ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Stéréo postale ; 14 h. Mélodies sans paroles : portrait d'un musicien français (Jean

Cocteau) ; 15 h. 3. Après-midi lyrique : « Le Concerto » (Berlioz) ; 16 h. 2. Écoute, magazine musical ; 18 h. Jazz time, par L. Mazon ; 18 h. 35. Klokque ;

19 h. 45. Concert international : Orchestre symphonique de la radio d'Istanbul, direction O. Bertini ; « Und die Augen sehen Augen » (S. Nielsen) ; « La Nuit transalpine » (Schoenberg) ; « Lieder » (Berg) ; « Cigue » et « Rondes de printemps » (Debussy) ; 0 h. 5. Non stop au Théâtre des Deux-Portes.

Mardi 17 mai

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Magazines régionaux ; 13 h. 50. Brestez donc avec nous ; à 14 h. 25. Robert Doisneau et la photographie ; à 14 h. 55. Série : Van der Valk (rediffusion) ; à 18 h. 5. C'est un métier : les prothésistes dentaires ; à 18 h. 50. Variétés : Anne Leonard ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 55. Pour les petits ; 18 h. 40. L'été aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Bonsol chef ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ;

20 h. 30. FILM : LA COMTESSE DE HONG-KONG, de Ch. Chaplin (1965), avec M. Brando, S. Loren, S. Chaplin, T. Hedren, P. Gargill (rediffusion).

A Hongkong, un milliardaire américain fait la connaissance d'une comtesse russe émigrée, devenue taxi-girl. Il la retrouve, cachée dans un cabinet, à bord du paquebot qui va aux États-Unis.

22 h. 15. Émission de l'INA : C'est ainsi qu'on invente le spectacle, de R. Bober.

Lire notre article page 14.

14 h. 5. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 5. Série : Les aventures d'Arpène Lupin (rediffusion) ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 18 h. Fenêtre sur... Les virtuoses du piano (Alain Chapelle) ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 15. La télé ;

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Série : Tous les chemins mènent à Rome (Pienza entre Florence et Rome) ; 22 h. 30. Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard (L'énergie nucléaire).

Le professeur Ramade, professeur d'écologie, contre M. André Giscard, responsable de la sécurité à la commission de l'énergie.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : M. Jean Guittou ; 20 h. Les jeux ;

20 h. 30. FILM (Cinéma public) : WEEK-END A ZUYDCOOTE, de H. Verneuil (1964),

avec J.-P. Belmondo, C. Spaak, G. Goret, J.-P. Marielle, P. Mondy (rediffusion).

Les 1^{er} et 2^{es} jours 1940, un sergent français, pris dans la poche de Dunkerque avec les

troupes franco-britanniques, échappe en nuit à l'embarquement pour l'Angleterre.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Pierre-Alain Tache (reprises à 14 h.) ; 7 h. 7. La route : 7 h. 15. Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h. Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regard sur la musique (Bach) ; 12 h. 5. Allegro ; 12 h. 45. Musique de chambre (Tartini, Rameau, Grieg, Franck) ; 14 h. Le temps, la place et l'esprit, par R. Sentet.

Lire notre article page 13.

19 h. 15. Le cinéma des estuaires, par C.-J. Philippe ;

20 h. 5. Poésie ininterrompue : Lucette Finau et Michel Deguy ; 20 h. 40. Atelier de création radio-phonique : Montcaumon research manitoirs contre ; 22 h. Black and Blue ; 23 h. 5. Poésie : Pierre-Alain Tache.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Carrefours (Beethoven, Bach, Mozart) ; 10 h. La règle du jeu (Ravel, Fauré, Debussy, Liszt, Lully, Lully, Lully, Lully) ; à 10 h. 50. Concert : lecture autour de Ronsard ; 12 h. La chanson, par R. Méléard ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Stéréo postale ; 14 h. Mélodies sans paroles : portrait d'un musicien français (Jean

Cocteau) ; 15 h. 3. Après-midi lyrique : « Le Concerto » (Berlioz) ; 16 h. 2. Écoute, magazine musical ; 18 h. Jazz time, par L. Mazon ; 18 h. 35. Klokque ;

19 h. 45. Concert international : Orchestre symphonique de la radio d'Istanbul, direction O. Bertini ; « Und die Augen sehen Augen » (S. Nielsen) ; « La Nuit transalpine » (Schoenberg) ; « Lieder » (Berg) ; « Cigue » et « Rondes de printemps » (Debussy) ; 0 h. 5. Non stop au Théâtre des Deux-Portes.

Mercredi 18 mai

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Magazines régionaux ; 13 h. 50. Brestez donc avec nous ; à 14 h. 25. Robert Doisneau et la photographie ; à 14 h. 55. Série : Van der Valk (rediffusion) ; à 18 h. 5. C'est un métier : les prothésistes dentaires ; à 18 h. 50. Variétés : Anne Leonard ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 55. Pour les petits ; 18 h. 40. L'été aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Bonsol chef ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ;

20 h. 30. FILM : LA COMTESSE DE HONG-KONG, de Ch. Chaplin (1965), avec M. Brando, S. Loren, S. Chaplin, T. Hedren, P. Gargill (rediffusion).

A Hongkong, un milliardaire américain fait la connaissance d'une comtesse russe émigrée, devenue taxi-girl. Il la retrouve, cachée dans un cabinet, à bord du paquebot qui va aux États-Unis.

22 h. 15. Émission de l'INA : C'est ainsi qu'on invente le spectacle, de R. Bober.

Lire notre article page 14.

20 h. 30. Cinéma 18 : L'ŒIL DE L'AUTRE, de R. Bresson, scén. G. Perec, avec P. Audret, J.-P. Cassé.

Une caissière, dans une banque, se croit l'objet d'un complot, et se voit, peu à peu, otomisée. Un homme, un peu malade, d'Hitlerhook (« Marnie »), par l'auteur du « Diable au cœur ».

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Pierre-Alain Tache (reprises à 14 h.) ; 7 h. 7. La route : 7 h. 15. Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h. Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regard sur la musique (Bach) ; 12 h. 5. Allegro ; 12 h. 45. Musique de chambre (Tartini, Rameau, Grieg, Franck) ; 14 h. Le temps, la place et l'esprit, par R. Sentet.

Lire notre article page 13.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : M. Jean Guittou ; 20 h. Les jeux ;

20 h. 30. FILM (Cinéma public) : WEEK-END A ZUYDCOOTE, de H. Verneuil (1964),

avec J.-P. Belmondo, C. Spaak, G. Goret, J.-P. Marielle, P. Mondy (rediffusion).

Les 1^{er} et 2^{es} jours 1940, un sergent français, pris dans la poche de Dunkerque avec les

troupes franco-britanniques, échappe en nuit à l'embarquement pour l'Angleterre.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Pierre-Alain Tache (reprises à 14 h.) ; 7 h. 7. La route : 7 h. 15. Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h. Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regard sur la musique (Bach) ; 12 h. 5. Allegro ; 12 h. 45. Musique de chambre (Tartini, Rameau, Grieg, Franck) ; 14 h. Le temps, la place et l'esprit, par R. Sentet.

Lire notre article page 13.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : M. Jean Guittou ; 20 h. Les jeux ;

20 h. 30. FILM (Cinéma public) : WEEK-END A ZUYDCOOTE, de H. Verneuil (1964),

avec J.-P. Belmondo, C. Spaak, G. Goret, J.-P. Marielle, P. Mondy (rediffusion).

Les 1^{er} et 2^{es} jours 1940, un sergent français, pris dans la poche de Dunkerque avec les

troupes franco-britanniques, échappe en nuit à l'embarquement pour l'Angleterre.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Pierre-Alain Tache (reprises à 14 h.) ; 7 h. 7. La route : 7 h. 15. Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h. Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regard sur la musique (Bach) ; 12 h. 5. Allegro ; 12 h. 45. Musique de chambre (Tartini, Rameau, Grieg, Franck) ; 14 h. Le temps, la place et l'esprit, par R. Sentet.

Lire notre article page 13.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : M. Jean Guittou ; 20 h. Les jeux ;

20 h. 30. FILM (Cinéma public) : WEEK-END A ZUYDCOOTE, de H. Verneuil (1964),

Les écrans francophones

Lundi 16 mai
TELEVISION BELGE : 20 h. 30. Football ; 22 h. 5. La pensée et les hommes ;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Football ; 22 h. 5. La pensée et les hommes ;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Football ; 22 h. 5. La pensée et les hommes ;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Football ; 22 h. 5. La pensée et les hommes ;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Football ; 22 h. 5. La pensée et les hommes ;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Football ; 22 h. 5. La pensée et les hommes ;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Football ; 22 h. 5. La pensée et les hommes ;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Football ; 22 h. 5. La pensée et les hommes ;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Football ; 22 h. 5. La pensée et les hommes ;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Football ; 22 h. 5. La pensée et les hommes ;

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

PROBLÈMES DE L'AMÉRIQUE LATINE AU XX^e SIÈCLE

DEPUIS quelques années, l'intérêt marqué en France pour l'Amérique latine n'a cessé d'augmenter. Sans pouvoir rivaliser avec la masse d'études faites aux États-Unis, les livres se font plus nombreux. L'étude de Frédéric Mauro sur l'Amérique espagnole et portugaise de 1930 à nos jours arrive donc à son heure (1) : elle se nourrit, en outre, de la riche expérience antérieure de l'auteur, l'un de nos meilleurs spécialistes en ce domaine (2). Mais comment pourrait-il ne pas laisser le lecteur sur sa faim, puisque l'éditeur lui a imposé un vaste sujet à traiter en un peu de pages ? La variété et l'ampleur des problèmes abordés ne permettent, certes, que de poser des jalons, que de soit pour évoquer les traits géographiques et ethniques, les « ambiguïtés » de l'économie ou le cadre politique, social ou culturel de la vie latino-américaine.

Si courts qu'ils soient, la plupart des développements, pourtant, en disent assez pour défrayer le lecteur des interprétations simplistes ou par trop européocentriques. Ainsi, les quelques pages consacrées aux populismes, en insistant sur les exemples de l'Argentine et du Brésil, montrent-elles l'impossibilité d'assimiler au fascisme le culte de la personnalité, le nationalisme, la démagogie, l'arsenal de lois sociales assorties d'une déstabilisation des syndicats qui caractérisaient les populismes d'Irigoyen ou de Peron. De même, au Brésil, l'Estado Novo de Vargas se démarque nettement des « intégralistes » proches du fascisme. On appréciera aussi les considérations sur le rôle de l'armée, sa place originale dans la société et la politique latino-américaine. Un livre bref, donc, mais riche de suggestions.

Dans un nouveau livre, J.-A. Meyer poursuit la découverte des mouvements contre-révolutionnaires au sein de la révolution mexicaine du vingtième siècle, dont il avait vu quelques années esquissées la physiologie d'ensemble (3). Il avait fait revivre ensuite la Christade (4), l'épopée des Cristeros, révolte populaire, paysanne, au nom du Christ-Roi, contre la politique anticléricale de l'État. Le livre s'impose par une documentation rigoureuse, fondée sur les archives, mais aussi de très nombreuses interviews : qui donnent la parole aux paysans, ces grands silencieux de l'histoire. L'ouvrage révélait un historien de talent, au tempérament enthousiaste. « Parti d'un point de vue

personnel hostile aux Cristeros », J.-A. Meyer avait vu croître sa sympathie pour ceux-ci à mesure que se dissipaient les prestiges de l'idéologie dominante, qui identifiait la paysannerie à la cause révolutionnaire. Avec le sinarquisme (5), il aborde un mouvement comparable et différent, né une dizaine d'années plus tard. Si le livre est parfois écrit un peu vite, il témoigne des qualités des ouvrages précédents, avec plus de distance critique et de souci de comparaison avec des expériences similaires. La révolte des Cristeros représentait une manière de chouannerie ; en revanche, le sinarquisme s'insère dans l'histoire ambiguë des populations d'Amérique latine, à l'heure des fascismes européens. Né en 1937, il est au plus haut vers 1941 ; à cette date, l'Europe et la France avaient d'autres soucis, et c'est pourquoi il passa inaperçu.

J.-A. Meyer révèle donc avec l'Union nationale sinarquiste un mouvement politique à peu près inconnu, qui, dans son destin complexe, éclaire de nombreux aspects de l'histoire du Mexique contemporain. Aux origines, les « légions », associations secrètes de défense religieuse et sociale, nées entre 1932 et 1934. Cette organisation, appelée aussi la Base, a à sa tête Antonio Santa Cruz, qui souhaite forger une association comparable à l'Opus Dei, « méditant apostoliquement, naviguant et réalisant socialement ». Mais les légionnaires, dont les chefs ne veulent pas passer à l'action, se lassent. C'est dans ces conditions qu'est fondée officiellement l'Union nationale sinarquiste. Ce mouvement de masse, qui publie le 12 juin 1937 son premier manifeste : « Patria, Justicia, Libertad », est, en secret, la dernière section de la Base. Il organise des manifestations de masses, non violentes, mais répétées dans le sang par les forces de l'ordre, et se propage rapidement dans les campagnes. Le « mouvement » dénonce la politique et prêche l'abstention aux élections présidentielles de 1940. Poussé par Santa Cruz, Salvador Abascal, âgé de trente ans, devient en 1940 le chef de l'U.N.S. Il entreprend, selon ses propres termes, une lutte « civique, mystique, pacifique, nationaliste ». La lutte sinarquiste est une « mise en scène », articulée en escadrons, centurions, compagnies, qui multiplie les rassemblements de masse ; or, à l'époque, toute manifestation publique non officielle est proprement extraordinaire. Ces rassemble-

ments sont à la fois fête non violente et parfois sacrifice tragique. A cette date, le mouvement, dont J.-A. Meyer a disposé des archives, atteint 500 000 militants. Il est particulièrement bien implanté dans les États du centre. Les chefs nationaux ont trente ans au moins, ils sont issus de la classe moyenne provinciale, ont fait souvent des études juridiques. Les troupes sont formées de la masse paysanne, des travailleurs sans terre aux petits propriétaires. Dans les villes, l'U.N.S. recrute parmi les petits commerçants, les artisans, les employés, mais aussi les ouvriers. Bref, un mouvement « interclassé », comme du reste la « révolution mexicaine » au pouvoir. L'Union propose à ses membres une foi politique et une action catholique laïcisée.

Le 12 décembre 1941, au lendemain de Pearl Harbor, alors que le président du Mexique vient de prendre position en faveur des Alliés, Abascal démissionne et s'engage dans l'utopie de la colonisation en Basse-Californie. Cette démission traduit le conflit entre le mouvement et la Base, entre le populisme catholique et nationaliste et les courants vaticanistes. Leur chef Santa Cruz s'inquiète de la dénonciation par l'U.N.S. de l'impérialisme yankee : il est convaincu de la nécessité d'un accord avec les États-Unis. Abascal est conduit à démissionner sous la pression de l'archevêque de Mexico, qui fait appel à la vertu d'obéissance, procédure classique et qui apparaît bien l'U.N.S. à un mouvement d'action catholique. En fait, l'Église craint que le mouvement vienne avec l'État ne soit menacé par la montée du sinarquisme.

Extraordinaire aventure que celle dans laquelle se lance alors Abascal, avec une poignée de fidèles : il ne s'agit pas moins de coloniser la Californie, à l'image des jésuites colonisateurs du seizième siècle. Épisode mineur et en apparence marginal, que celui de l'impérialisme yankee, mais qui révèle l'importance de ces quelques centaines d'hommes, dévoués et quasi abandonnés par tous. Comme toujours, la marginalité est révélatrice : cette lutte vers l'utopie, vers la construction en ce monde d'une cité parfaite, après l'échec d'un grand mouvement politico-religieux, éclaire la signification et la dimension du sinarquisme.

En janvier 1942, alors que l'entreprise sinarquiste a déjà vu l'échec, Abascal conserve l'espoir au cœur et l'écrit à l'un de ses compagnons : « Nous triompherons avec l'aide de la Sainte Vierge » ; et de poursuivre : « Nous allons créer un grand peuple, car tout

se fait au nom du Seigneur Tout-Puissant et de sa Très Sainte Mère. » Le salut dans la colonie, baptisée « Maria Auxiliadora », est : « Salut Marie très pure », et l'on répond : « Conque sans péché originel. » Après la fin tragique de l'expérience, Abascal va regagner Mexico pour rompre avec l'U.N.S. en mai 1944 : l'organisation n'est plus à ses yeux qu'un parti politique classique, vendu au gouvernement et aux États-Unis. Dès lors le mouvement décline, cependant que les catholiques conservateurs de la Base l'abandonnent.

J. A. Meyer s'efforce de décrire les composantes diverses de l'idéologie sinarquiste. Si l'exaltation du nationalisme, la mystique du chef, de la hiérarchie, la dénonciation de la révolution, l'anticommunisme, l'anticapitalisme, font songer au fascisme, l'assimilation sommaire n'est pas possible. Le sinarquisme fait référence à l'ordre social chrétien, à la doctrine sociale de l'Église, au bien commun. L'affirmation de la non-violence, à l'exemple du « grand peuple indien », n'est pas la moindre originalité du mouvement. Ses adversaires ont vu en lui un fascisme mexicain, une « cinquième colonne », cheval de Troie préparant l'invasion de l'Amérique. Pourtant, Abascal refusait le nazisme, ou il voyait l'héritier de la révolution protestante de Luther. Il refusait la « déification d'une race et d'un État ». En revanche, l'U.N.S. est favorable au franquisme, qui affirme la tradition catholique de l'Espagne et restaure l'hispanité.

Au total, le sinarquisme, comme les lignes en France, emprunte au décor, non à la réalité du fascisme. Cet alliage de nationalisme radical, de catholicisme « intégral », de corporatisme à la recherche d'une troisième voie, évoque bien d'autres références que le fascisme, en Amérique latine ou en Europe. J. A. Meyer suggère, et peut-être aurait-il pu y insister davantage, l'ampleur du phénomène populiste en Amérique latine, de l'intégralismo brésilien, dont vient Dom Helder Camara, à la Phalange chilienne, qui mène à la démocratie chrétienne. Si l'on se tourne vers l'Europe, c'est, pour le corporatisme, à l'Autriche d'un Dollfus que l'on songe, et pour le ton mystique, aux « non-conformistes » de la France des années 30, voire au rexisme belge né, comme le sinarquisme, sur le terrain de l'action catholique. Le flot de cette idéologie s'accroît du conflit

permanent entre une ligne radicale et une tendance conservatrice.

Sommaire toute, l'idéologie du sinarquisme n'est guère originale ni spécifique au Mexique. Ce qui est remarquable, en revanche, c'est la sociologie du sinarquisme et l'extraordinaire écho qu'il trouve dans le monde des campagnes. Par là, l'histoire du sinarquisme s'insère dans l'histoire de la révolution mexicaine : pour J. A. Meyer, celle-ci a trouvé ses principales difficultés dans le monde rural. La révolution a démantelé le latifundisme au profit d'une agriculture de marché, les grands propriétaires ont été remplacés par les caïques. L'U.N.S. a su exprimer le sentiment rural anticapitaliste. Protestant contre la politique religieuse et sociale de la révolution, contre la politique agraire, contre l'invasion culturelle par la civilisation urbaine et américaine, elle rassemble tous les mécontentements.

L'U.N.S. hésite, et c'est l'une des raisons de son échec, entre trois stratégies : un mouvement de protestation rurale autonome, la prise du pouvoir, ou bien le compromis et la pression sur le gouvernement. J. A. Meyer estime que l'U.N.S. a rendu service à la démocratie autoritaire mexicaine en intégrant au système les masses rurales. Il est plus contestable de présenter, comme il le fait, l'U.N.S. comme un mouvement manipulé par la Base, le gouvernement, les États-Unis. En fait, le mouvement est mort de ses contradictions. Plus que par l'effacement des conservateurs et contestataires de l'ordre établi, qu'on retrouve dans bien d'autres populismes en Amérique latine et en Europe, hier et aujourd'hui, l'U.N.S. est originaire par la tension entre l'acceptation et le refus de la politique qui fonda la non-violence du mouvement et conduisit son aide radicale à aller au désert et à s'enfoncer dans l'utopie. Par là, dépassant un épisode de l'histoire du Mexique, l'histoire de l'U.N.S. offre aux historiens et aux sociologues un vaste champ de réflexion.

- (1) Frédéric Mauro, *Amérique espagnole et portugaise de 1930 à nos jours*, 1975, 231 p., collection « Sup. », 35 F.
- (2) Cf. sa dernière mise au point sur le Brésil à l'époque coloniale, *Le Brésil, 1492 à la fin du XVIII^e siècle*, SEDES, 1977, 253 p., 44 F.
- (3) *La révolution mexicaine*, Calmann-Lévy, 1972, 232 p., 29 F.
- (4) *La Christade, l'Église, l'État et le Peuple dans la révolution mexicaine*, Fayard, 1975, 232 p., 53 F.
- (5) *Le Sinarquisme : un fascisme mexicain ? 1937-1947*, RACHAT, « La vie des hommes » présentée de Jean Delumeau, 1977, 237 p., 46 F.

REÉDITION

Le message de Georges Friedmann

L'ŒUVRE de Georges Friedmann a enrichi notre vision du monde actuel d'images qui l'ont profondément marqué et qui ont permis de comprendre : civilisation technicienne, travail en milieux, milieu naturel et milieu technique. Mais cette œuvre, en apparence tout entière tournée vers l'extérieur, a des racines profondes dans la personne même de l'auteur. *La Puissance et la Sagesse* (1) présente en son introduction de « la lutte dramatique de l'homme d'aujourd'hui aux prises avec les produits de son génie » le dialogue d'un homme avec lui-même, qui n'a cessé de s'interroger sur la réponse à donner à l'appel de sa conscience. Ce débat secret, restitué par des notes remontant à des années antérieures, confère une portée particulière et une vibration sensible au message que contient le livre et qu'il importe d'écouter.

A l'origine, un refus et un espoir. L'ordre social tel qu'il est ne saurait satisfaire. Il faut donner à tous ce que le sort n'a donné qu'à quelques-uns. La maîtrise de la nature et la maîtrise de l'homme d'aujourd'hui aux prises avec les produits de son génie : le dialogue d'un homme avec lui-même, qui n'a cessé de s'interroger sur la réponse à donner à l'appel de sa conscience. Ce débat secret, restitué par des notes remontant à des années antérieures, confère une portée particulière et une vibration sensible au message que contient le livre et qu'il importe d'écouter.

Un « retournement »

Mais Georges Friedmann aperçoit vite qu'il y a une « crise du progrès », un revers à l'abondance, un prix à payer, des « problèmes humains du machinisme industriel ». Le travail, qui pourrait être la plus noble des tâches, et la plus enrichissante, asservit au contraire les hommes et les avilit, parce qu'il est parcellaire, répétitif, « en miettes », et que nul ne peut s'accomplir dans le geste avengé qu'il ne cesse de recommencer à longueur de journées. Pourtant, ces contraintes mêmes assurent des temps de repos pendant lesquels il est possible de se retrouver et d'être. La civilisation technicienne est aussi la civilisation du loisir. Mais le loisir même est investi par la technique, morcelé, dépourvu de sens par manque d'éducation. Pour-

suivant sa trajectoire, la réflexion se tourne vers les moyens d'information, ces mass media qui l'ont profondément marqué et qui ont permis de comprendre : civilisation technicienne, travail en milieux, milieu naturel et milieu technique. Mais cette œuvre, en apparence tout entière tournée vers l'extérieur, a des racines profondes dans la personne même de l'auteur. *La Puissance et la Sagesse* (1) présente en son introduction de « la lutte dramatique de l'homme d'aujourd'hui aux prises avec les produits de son génie » le dialogue d'un homme avec lui-même, qui n'a cessé de s'interroger sur la réponse à donner à l'appel de sa conscience. Ce débat secret, restitué par des notes remontant à des années antérieures, confère une portée particulière et une vibration sensible au message que contient le livre et qu'il importe d'écouter.

Un « retournement » s'impose, pour tenter de redresser le « grand déséquilibre » entre la puissance et les effets de la puissance. Ce retournement n'est en rien négatif, mais retour à la quête initiale. Que le regard s'écarte de l'objet pour se tourner vers l'intérieur. Revenir en arrière est impossible, la progrès technique est irréversible. Il faut, après avoir « accordé un privilège quasi exclusif aux conditions matérielles », recouvrer la plus haute des libertés : la liberté spirituelle. Seules, les « forces morales » sont capables de contenir la puissance.

Où trouver, loin de tout dogme préétabli, dimension spirituelle ou forces morales, sinon dans ce que l'espèce offre à la fois de plus unique en tout cas, comme le redécouvre la biologie moderne, dans l'éphémère individu qui porte un instant tout le poids de la conscience et de l'avenir humaine ? Véritable étonnement dans la succession des âges : il n'est rien par lui-même, seule l'humanité dans sa masse est capable de changer la surface des choses, et pourtant il représente la valeur suprême. Que faire, sinon encourager par l'exemple de quelques « êtres exceptionnellement doués », convier les hommes d'aujourd'hui à un « effort de conversion vers l'individu, vers l'homme intérieur » ? « Il faut partir de l'individu pour retourner à lui. » « On ne peut (...) sauver ce monde sans un retour à l'individu, un effort sur soi parti de l'homme intérieur. »

Telle est la sagesse qu'invoque Friedmann pour l'opposer à la puissance. Non pas sagesse désabusée ou résignée, mais « inquiète, active, audacieuse », un peu folle aux yeux de certains, car « la foi en l'homme, c'est, encore et tou-

jours, celles que soient nos faiblesses et celles des autres, la critique et le refus du désespoir. » Tel est le message de ce livre, d'un homme qui, tout au long de son œuvre et de sa vie, ancré dans le sol français, mais riche d'une culture internationale, n'a cessé de rester fidèle à l'effort et au rêve de sa jeunesse.

ALAIN GIRARD.

* Professeur à la Sorbonne, chef de service à l'Institut national d'études démographiques.

HUMEUR

La carte forcée

QUEL est le titre numéro un des voyages, des vacances ? La difficulté d'être ailleurs ? Les formalités d'embarquement à l'aéroport ? La perméabilité des chambres d'hôtel au son ? L'arithmétique des changes ? La dégradation universelle des sites ? La dynamique des groupes (des groupes touristiques) ? Non, réfléchissez : il est un maître supérieur encore, une épreuve pire et sans seconde — c'est la carte postale.

Elle est partout : elle vous attend, ou plutôt elle vous traque. Aucune des merveilles du monde ne vous apparaît plus que précédée de ses images. Jadis, ces images étaient grises et noires, il fallait les découvrir au fond d'incertaines boutiques. Négatifs, le couleur apparut. Elle était hideuse : on s'en détournait. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Les couleurs justes, les nuances rares, la mise en page savante, les éclairages séduisants, la variété des angles, tout des cartes postales de petits chefs-d'œuvre de photographie. Ces objets de convoitise, sur leurs tournoyants, nouveaux miroirs aux alouettes en migration, vous alimentent et vous clament :

« Nous voici. Pensez à eux ! » « En ? En bien, oui : les vôtres, tous les vôtres, les parents, les amis, les connaissances, les relations et tant d'autres encore. Vous avez peut-être délaissé en partant, sur le ton de la litanie ou du

CONSUMMATION

Désespérant...

J'ETAIS, je suis encore, un consommateur confiant : je ne jure ni ma voiture que dans les grandes occasions ; ma corbeille grise traine dans la boîte à gants ; je ne refuse pas l'indifférence d'un restaurant (surtout en famille) ; je déteste rarement la monnaie rendue par mon chauffeur de taxi.

Imprévisiblement, je suis en train de devenir un consommateur rétif, malheureux, déprimé.

Et j'ai bien peur d'être représentatif, car ce qui m'arrive à toutes les chances d'arriver aux autres. Jugez-en. Avant d'acheter à un établissement travaillant uniquement en correspondance avec une bicyclette, celle-ci encore toute neuve, ou presque, a été heurtée au cours d'un transport S.N.C.F. Ne m'en étant pas aperçu à temps, je n'ai reçu aucune indemnité. Deux roues volées. Il m'a fallu en commander au fabricant.

Donc, au loin, édus, soirées réveuses, filaneries indolentes ; longues stations devant un petit verre de maraie, d'outo ou de vodka ; au travail ! Là-bas, on attend. Et comme on compare les formules et les impressions, s'exprime aucun soulagement d'un recours au stéréotype, il vous faut, en plus, ténuer qu'un il y a peu, m'a confié avoir expédié cent quarante cartes pendant ses dernières vacances. Cent quarante. Qui dit mieux ?

On espère ici beaucoup d'argent

Et j'ai bien peur d'être représentatif, car ce qui m'arrive à toutes les chances d'arriver aux autres. Jugez-en. Avant d'acheter à un établissement travaillant uniquement en correspondance avec une bicyclette, celle-ci encore toute neuve, ou presque, a été heurtée au cours d'un transport S.N.C.F. Ne m'en étant pas aperçu à temps, je n'ai reçu aucune indemnité. Deux roues volées. Il m'a fallu en commander au fabricant.

Bien sûr, la malignité du destin peut toujours déclencher un trépas de terre catastrophique ou jargon d'où vous aurez évoué le chemin des carrelers en fleur, ou une sanglante révolution en Amérique du Sud quand vous aurez parlé de son paisible pittoresque... Mais quel, tout le monde ne lit pas assidûment les nouvelles de l'étranger, et puis les touristes plangent, c'est connu. Le risque est à court. Sur les routes de la terre et du ciel, il en est d'autres...

JEAN GUICHARD-MEILL.

Un mois après, deux roues neuves m'ont été livrées, mais elles ne correspondaient pas au modèle acheté et étaient inutilisables. J'ai dû faire une nouvelle commande en me plaignant de l'erreur. Plusieurs semaines plus tard, j'ai reçu deux nouvelles roues sans que le livreur ait cru bon de reprendre les précédentes. Je me trouve donc à la tête de six roues dont je ne peux rien faire, car, inégalement, les deux dernières sont identiques à leurs précédentes. Six roues pour un vélo qui ne marche pas. C'est beaucoup ! Écœuré, j'ai acheté un vélo chez l'abbé Pierre, brulant, mais qui roule, lui.

Le service après-vente — en France tout au moins — quelle dérision !

Deuxième exemple : à un jeune vapoteux et souriant, soi-disant spécialiste des chaînes hi-fi et qui travaille pour le compte d'un magasin ayant pignon sur rue, j'ai demandé de brancher un tuner à une antenne extérieure dont la descente était toute proche. Coût de l'opération, 140 F. Mais le branchement n'a pas été fait. Le réparateur ne s'en est même pas aperçu. Tout est à recommencer, j'en suis sûr pour mes frais.

Troisième exemple : les roses Baccarat sont bien belles chez les fleuristes. Elles valent jusqu'à 2 F pièce. Deux jours après, elles piquent du nez dans votre vase et sont bonnes à jeter. L'explication technique est simple (trop long séjour en réfrigérateur), mais le vendeur ne veut rien en savoir. Dans les bouquets, la seule chose qui soit un peu durable, c'est le papier kraft.

Comment protéger le consommateur contre tant de négligence et de mépris ? Au Moyen Âge, saint Thomas d'Aquin notait : « Ce que l'homme produit pour la vente a toutes les chances d'être d'une qualité inférieure à ce que l'homme produit pour sa propre consommation. Le commerce comporte toujours une certaine inéquité. » (In *Chesterton*).

Le réalisme du « Docteur angélique » est désespérant.

HENRI FESQUET.

LA MODE ET LA MAISON

LYON ET LA CONCURRENCE ITALIENNE

LES SOYEUX SORTENT DE L'OMBRE

LES restructurations consécutives à une prise de conscience qui s'imposait montent et les soyeux lyonnais tentent d'émerger de leur isolement face à la concurrence de Chine, et avec succès pour certains. Première constatation : les chefs d'entreprise et les créateurs d'ateliers directs, les importateurs, les commandes de tissus unis « indémodables » comme autrefois, mais se documentent, voyagent, dépoussièrent enfin leurs archives. En outre, sous l'impulsion de personnalités comme Jacques Brochier et Hélène Colcombet, les voilà aujourd'hui en train de réunir, dans leur ville pourtant si « fermée » et si hiérarchisée, les spécialistes du technique, des beaux-arts et du commerce en ateliers expérimentaux. Ainsi, sept maisons se sont-elles groupées pour essayer, de concevoir, les nouvelles fibres, les procédés de teintures et de tissages étonnants aux dessins d'une richesse extraordinaire.

Les efforts des grandes maisons

sont toujours étroitement liés à ceux des couturiers parisiens, mais seulement en prêt-à-porter. Blanchini-Frère, Brochier et Buecol confirment à cet égard la place prépondérante qu'occupe, dans le domaine du luxe, Saint-Laurent Rite Gauche. Au terme de dix ans, plus de cent boutiques diffusent la marque à travers le monde, de sorte que chaque modèle et chaque accessoire finit par représenter des kilomètres de tissus fabriqués à Lyon.

Les échos recueillis au hasard des traboules, entre la Croix-Rousse et la rue Flary, font état de l'extension des grandes lignes pour les besoins de la confection : les soieries en 90 cm de large paraissent réservées à la vente au mètre, pour des raisons qui tiennent compte et du manque de place sur les rayonnages des détaillants spécialisés (et, sur le plan psychologique, du prix au mètre). Pourtant, les adeptes de la couture personnelle devraient s'y retrouver et leur travail n'en serait que plus facile. Les largeurs varient selon la destination des tissus : 115 cm pour les chemises, 140 pour les jupes, 150 pour les pantalons.

La vogue des tissus souples devrait faire un nouveau bond en avant avec « Sépia 44 » de Rhône-

Poulenc, un fil qui permet d'obtenir des tissages poignés au toucher soyeux, avec, quant à l'entretien, tous les avantages des polyester. Nous le verrons l'été prochain.

Chez Blanchini-Frère, François Frère confirme le développement de séries en prêt-à-porter, très demandées à l'exportation. La maison a raffiné ses unis et ses façonnées en crêpe de Chine et en mousselines à dessins vifs sur fonds foncés. Les cartons originaux des dessins faits par Dufy de 1912 à 1932 seront exposés au Musée d'art moderne de Paris avant leur vente à la salle Drouot rive gauche, prévue pour le 7 juin prochain.

Chez Brochier, le dernier jersey est en lin, fin et frais, en grande largeur, sur fond blanc cassé ou écru, ce dernier servant de support à une grosse rayure bleu de France. C'est un tissu d'aujourd'hui, permettant de s'asseoir par terre et lavable en machine. Ses carrés géométriques de mousseline de soie « sculptés » de pois en monochromes noirs ou multicolores sur bleu nuit se trouveront dans les boutiques Saint-Laurent Rite Gauche dès la rentrée.

Buecol, tant pour le marché français qu'étranger des mousselines, est le domaine du luxe vaporeux, aux dessins orientaux d'une rare subtilité. Certains imprimés sont traités à l'indonésienne en « batik » (traduction : impression lumineuse) sur chabane d'abord, ce qui permet de reconstituer les dessins au tissage avec d'innombrables variantes de points et de couleurs. Les mousselines « sculptées » sont ici en rayures et en bandes de satin, tandis que de nouveaux fils métallisés présentent une patine égale à celle des ors du Second Empire.

NATHALIE MONT-SEVAN.

LES ANGLAIS S'INSTALLENT A PARIS

Sweet home sur la rive gauche

L'IMPRESSION de confort ressentie lorsqu'on pénètre dans un intérieur britannique provient d'un non-conformisme total en matière de décoration. Meubles et objets sont là pour rendre service et non pour orner la pièce. Cette simplicité et ce naturel, qui font le charme d'une demeure, se retrouvent dans trois boutiques anglaises récemment ouvertes à Paris.

Installée depuis dix-huit mois, tout près de la place de Furstenberg, Chintz-Shop se consacre aux tissus d'ameublement. On y trouve la totalité de la collection de percales glacées de Colefax and Fowler : de gros bouquets de fleurs classiques (tel qu'on s'imagine le « chintz ») mais aussi des petits motifs géométriques. Ces derniers peuvent servir à doubler des rideaux fleuris, comme ceux que l'on voit dans la vitrine, et qui sont bordés d'un double volant. Autre idée à glaner dans cette boutique : du chintz collé au mur avec, en rappel, le même tissu pour recouvrir un confortable petit canapé. Au sol, de la moquette (anglaise) à grosses fleurs. France Danet et ses assistantes sont là pour conseiller les Français (encore un peu trop timides et éperdus devant toutes ces fleurs) et leur apprendre à harmoniser les couleurs et les dessins des tapis, tissus et papiers peints. L'ambiance de Chintz-Shop permet de juger qu'une telle coordination est agréablement réalisable.

Tommy, mi-anglaise de naissance et mariée à un Anglais, est une jeune femme dynamique. En visite à Paris, il y a un an, elle a le coup de foudre pour une boutique située sur les flancs de la Montagne Sainte-Geneviève. Le décor d'authentiques vieilles pierres et gros murs de pierre convient à l'artisanat anglais qu'elle veut faire connaître.

Les beaux cuirs épais du Pays de Galles (où elle possède une maison perdue dans la montagne) et les grès du Suffolk n'ont pas, d'ailleurs, le succès escompté. Tommy persiste et en quelques mois sait donner à sa boutique — The Cottage — l'atmosphère accueillante d'un « home » où les gens du quartier (puls ceux venus de plus loin) aiment entrer, fumer, se reposer un instant sur une vieille chaise à bascule, croquer un bonbon. Elle a rapporté de chez elle un grand vaisselier qui déborde de bonnes choses (à acheter) : marmelades, thés, confiserie et assaisonnements typiquement anglais. Le coton Liberty est vendu 30 F le mètre et porte l'étiquette authentique « of London » ; les couvertures de laine galloises à larges rayures valent 180 et 240 F. Dans un meuble vitrine elle a disposé des produits de beauté naturels confectionnés par une amie d'Edimbourg : shampooing aux algues, crèmes à la rose, au miel, au tournesol.

The English Trading Company est le nom — bien peu accrocheur — d'une boutique qui vient d'ouvrir ses portes dans la calme et provinciale rue de Vernueil. Entre la rue et une jolie cou-

rette, ce vaste magasin propose divers exemples d'artisanat britannique dont certains encore inédits à Paris. Côté vitrine, la vaisselle est disposée sur une longue table et un vaisselier ; ces meubles rustiques sont en pitchpin (pin de ton rouge) et réalisés à l'ancienne par des artisans du Pays de Galles. La moins connue des porcelaines anglaises est celle de Spode, aux reflets bleutés et peints à la main.

Côté cour, un décor de chambre permet de découvrir les couvre-lits, édredons et coussins réalisés par un groupe de jeunes artisans du sud de l'Angleterre, avec des tissus de coton qu'ils impriment à la main. Perroquet sur son perchoir, licorne, écheveau figurent sur ces compositions riches en couleurs (550 F le grand couvre-lit, 125 F le coussin). Tissé en Irlande, avec une laine de mouton, un grand jete de lit est un damier de tons naturels.

JANY AUJAME.

* Chintz-Shop, 2, rue de Furstenberg, 75006 Paris.
The Cottage, 3, rue de Lanneau, 75005 Paris : de 11 h. à 13 h. et de 13 h. à 20 h., sauf le mardi.
The English Trading Company, 54, rue de Vernueil, 75007 Paris.



(Croquis de Marcia.)

RÉTROSPECTIVE

Une intéressante rétrospective sur le thème « La broderie au passé et au présent » se tient jusqu'au 18 juillet au Musée des arts décoratifs, sur deux niveaux. Si l'on sait que la broderie a toujours bénéficié, depuis l'Antiquité, d'une large place parmi les activités féminines, aussi bien dans les cours seigneuriales et royales que les centres urbains et les convents, ces modèles du Moyen Âge ou Second Empire ne peuvent que nous étonner, et les broderies de costumes d'ameublement et de décoration nous intéressent en tant que moyens d'expression.

L'exposition totale près de quatre cents pièces provenant en majorité des collections du musée, qui vient de s'enrichir de l'importante donation de Rebé, le brodeur de la haute couture, qui a travaillé pour Poiret, Vionnet, Balenciaga, Christian Dior et Givenchy. C'est lui qui réalisa, notamment, les broderies de la robe de mariage de l'impératrice d'Iran.

N. M.-S.

SANS INTERMÉDIAIRE

Cheminement intelligent, celui de Sonia Rykiel, 100 parisienne de la mode, qui vient de créer pour le catalogue d'hiver 1977-1978 des 3 SUISSES « une panoplie » de deux pages. Elle compose une garde-robe-type, faite d'un manteau-veste sur un pull et un jupe-culotte, et complète d'une écharpe et d'un bonnet.

Par cet accord inédit, Sonia Rykiel, qui travaille la maille comme un sculpteur l'argile, passe d'emblée du très luxueux mohair à l'accessible shetland, sans pour autant perdre son image de créatrice un rien secrète. De son bureau-atelier de la rue de Grenelle où elle nous reçoit, partent les tricotés parisiens les plus recherchés dont les couleurs douces apportent leur éclat au teint diaphane des rousses. Elle bâtit, en effet, sa collection autour de sa propre carnation et de sa propre silhouette, un mince 40, avec cependant une taille au-dessus et une taille en dessous, au premier, dans lesquelles il fait bon vivre... pendant plusieurs saisons. Preuve en est qu'à l'Argus « du top » ses modèles sont aussi appréciés qu'aux grandes présentations internationales.

La panoplie Rykiel vendue par correspondance, voilà qui pourrait redéfinir une nouvelle conception de la mode, englobant la création au sommet et la distribution la plus étendue — sans intermédiaires ! — N. M.-S.

BIENNALE BELLIFONTAINE

Pour la sixième fois, Fontainebleau accueille en mai une exposition d'antiquités devenue une tradition dans l'animation artistique de la ville. Cette Biennale 1977 se tient dans un hôtel particulier bellifontain de belle allure, avec cour d'honneur et vastes salons ouverts sur un parc.

Une trentaine d'antiquaires de Paris et de provinces (nombre d'entre eux adhérents au Syndicat national des antiquaires) présentent, dans le cadre de cet ancien rendez-vous de chasse, des pièces soigneusement sélectionnées. Des fouilles antiques au style Napoléon III, le choix est éclectique et porte sur du mobilier, des objets, des tableaux et des tapisseries.

Les organisateurs ont installé un bar et un restaurant dans l'une des pièces du rez-de-chaussée donnant sur une terrasse. On peut s'y détendre pendant la visite de cette exposition qui, sans être prestigieuse, est de bonne tenue. Elle a acquis déjà un certain renom, de qualité qui attire, vers Fontainebleau, quelques amateurs de Paris et de province.

J. A.

* 43, rue Royale, Fontainebleau. Tous les jours de 10 h. à 19 h. ; samedi 14 mai, jusqu'à 23 h. Entrée 10 F, gratuite pour (jusqu'à 25 ans).

Bien choisir son canapé



Sélectionné pour vous cette semaine, ce magnifique canapé, fait à la main et sur mesure « exclusivité CARLIS ».

Les Créations Carlis

« La Boutique du Canapé »
46, rue du Four, 75006 PARIS - Tél. : 548-85-72.

CHEMINÉES TOUS STYLES

Réalisation et création de TOUS MODÈLES SUR MESURES

BRICIER Maurice
1, boulevard de Champigny
SAINT-MAUR - 886-22-06

R.M. 836.73.75.94.

Invitation au Voyage...



Dans leur atelier, Louis Cordesse et Françoise Bailly peignent des meubles anciens. Des meubles pour rêver. Avec la lumière de la Méditerranée, ses collines antiques ombragées de cyprès et d'oliviers... De véritables « meubles tableaux ». Ils vous invitent à venir les voir.

Atelier du Pré
183 RUE SAINT-MARTIN, PARIS 3^e 277.63.37 et 39
Ouvert tous les jours de 10h30 à 13h et de 14h à 19h30

Mille idées nouvelles pour vos chambres d'enfants à la
MAISON DE LA PETITE GAMINERIE
22, rue du Four - 75006 PARIS
633-32-61
— Commodes anglaises en pin.
— Tables de toilette.
— Tables d'écailliers.
— Peintures naïves, papiers peints, etc...

ARCS BYZANTINS EN OR
ilias LALAOUNIS
Nous bâtissons les bijoux de notre collection de printemps 77, inspirés de l'architecture. Nous passons ainsi d'un art monumental à un art appliqué : de l'architecture à l'orfèvrerie, nous adaptons au corps humain les plus imposants façonnages des bâtisseurs, sans pour autant amoindrir leur valeur esthétique.
Un film-vidéo, en projection continue à la boutique, démontre nos idées.
ilias LALAOUNIS
PARIS : 384, RUE SAINT-HONORE (A LA HAUTEUR DE LA PLACE VENDÔME)
GENÈVE - ZÜRICH - BERNE
ATHÈNES - MYKONOS - RHODES - CORFU.

UN VRAI BANANIER CHEZ VOUS
Dans votre appartement, c'est parfaitement possible et sûr... Très vite adulte, il vous charmera par ses larges et belles feuilles et son amusant régime de bananes. Un très bel ornement décoratif intérieur, original, que vos amis admireront et vous envieront. Livré franco, bien sûr, en pot avec garantie de parfaite réception. Prix direct producteur intéressant.
DOCUMENTATION ILLUSTRÉE gratuite sans engagement : PEPINIERES MICHEL, 6, rue du Nétin, CHARENTON-LE-PONT, 93130 ATTIGNY. Carte visite suffit.

fouineuse
Vous êtes à la chasse d'une lampe 1925 depuis des mois ? Vous cherchez une poupée ancienne pour compléter votre collection ? Alors lisez « Madame Fouineuse » N° 8. En vente dans tous les kiosques.

encadrement d'art sous 48 heures
centre de l'encadrement
34, rue René Boulanger 75010 Paris
Tél. : 206.11.53

ARTS ET SPECTACLES

LE 30^e FESTIVAL DE CANNES

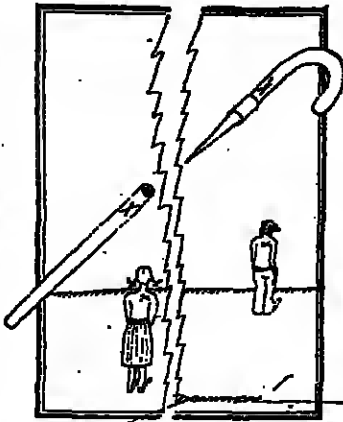
« Les Enfants du placard » de Benoît Jacquot

Une histoire simple comme bonjour, mais « voulue » d'une main de fer par Benoît Jacquot, l'auteur des « Enfants du placard », premier film de la Quinzaine des réalisateurs. Avons-nous réellement assisté à un film ? Vrai, quel lointain aveugle nous conduisant ces traces d'intrigue, ces ombres de personnages ? Juliette (Brigitte Fossey) et Nicolas (Louis Castel), le frère et la sœur, se retrouvent après une longue séparation. Elle a épousé l'associé de son père, Benji (Jean Sorel), elle a suivi en Afrique où il se prostituait dans le trafic de la main d'œuvre immigrée. Le père (Georges Marchal), ne veut plus entendre parler de Nicolas, qui mène au quartier Latin une existence de traîne-savate et vit d'emprunts. Un pacte secret lie depuis l'enfance Juliette et Nicolas, pacte scellé dans le sang.

Benoît Jacquot n'explique pas une seconde les raisons de son choix, pourquoi cet intitulé, cela, le cinéaste ne le dit pas, mais il est évident que les enfants jouent à leur jeu barbare ? Le roman, l'aventure sans fin, les sentiments se découvrent au contact du vécu insensé, comment tout. Seule référence, exemplaire pour l'auteur, celle d'un film admiré plus que tout, *Mon Oncle* de Fritz Lang. A la scène de l'enfant et du pendu répond, en effet, dans les « Enfants du placard », la pendaison de la mère.

Benoît Jacquot, qui, il y a deux ans, présentait à la Semaine de la critique *Assassin musical*, nous livre une maîtrise brute plus qu'un récit. Ses personnages évoluent sans émotion apparente, selon des accords imperceptibles, à peine insinués. Une seconde lecture surgit : la complicité secrète qui entrelace victimes et bourreaux dans une danse carcérale, d'un genre perturbateur.

Toutes les interprétations sont possibles, rien ne signifie au premier degré. Benoît Jacquot nous offre son épigone le jeu de l'impensable, cher à Antonioni, mais cette fois, sur un arrière-plan chrétien de déchéance, d'« objection ».



(Dessin de BONNAFFE.)

— terme qu'il emploie lui-même dans une note distribuée à la presse. L'originalité du film, c'est cependant que le cinéaste joue sa partition en mineur, plusieurs fois en dessous, qu'il gomme le pourquoi et le « comment » de l'émotion (nous citons la même note), s'inscrivant ainsi, par un bond en arrière, dans la tradition de Dreyer, de Fritz Lang et de Mizoguchi — ces maîtres qui font le désespoir des commerçants du cinéma, les « Enfants du placard » suscitent en nous un trouble indéfinissable, qui n'est pas tout à fait celui des films de Robert Bresson, malgré les apparences, malgré le réel ton de la diction et le refus de l'acteur d'identifier à son rôle. Benoît Jacquot donne l'exemple en doublant, par nécessité, Lou Castel, et signale ainsi lui-même l'absurdité de la fable par son timbre, par une certaine manière de respirer : un film rare, rareté, tout dans l'intuition, qui obéit au besoin impérieux de démontrer les mécanismes du cinéma, de montrer des tensions, des pulsions à l'été pur, mais sans les grimaces dramatiques d'un Elle Kazan.

Mystification, séquence souveraine, ce n'est pas un enfant pâle ou promesse d'un artiste dont on peut tout attendre ? Nous refusons le parabole chrétienne à portée de la main, nous admirons la grâce distante des attitudes, regards, gestes brusques des protagonistes, nous ne croyons pas à la grâce avec un G majuscule. Dans cette marge insaisissable, nous l'avons l'ambiguïté, et l'art, du film.

LOUIS MARCORELLES.

Les mesures de « relance » de M. d'Ornano

An cours d'une conférence de presse, samedi matin, 14 mai, à Cannes, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a annoncé plusieurs mesures de « relance » de l'industrie cinématographique, qui se traduiront par un accroissement de 25 millions de francs du soutien accordé par l'Etat en 1977.

Ces augmentations se répartissent ainsi : 8 millions aux producteurs, 8 millions aux distributeurs, qui ne bénéficient pas jusqu'à présent d'une aide financière, — 6 millions au Fonds de garantie des pools bancaires de production et d'exportation, 2 millions à la promotion des films en France et à l'étranger, 1 million aux crédits d'avance sur recettes. A cette somme s'ajoutent, a rappelé le ministre, les 3 millions de francs de subventions supplémentaires inscrites au budget de 1977 pour les exploitants.

De plus, une dotation nouvelle de 15 millions de francs est envisagée en faveur de la diffusion des films de création, en particulier par une aide au groupement nouvellement constitué des salles indépendantes Art et Essai et aux salles ayant vocation à la recherche.

A plus long terme, les deux problèmes qui se posent à l'industrie cinématographique sont, selon M. d'Ornano, ceux de sa rentabilité et de son financement.

« L'amélioration de la rentabilité », dit le ministre, passe par une action sur les trois débouchés du film : les salles, l'exportation, la télévision. Sur les deux derniers points, M. d'Ornano a indiqué que des propositions seront faites par le gouvernement.

Pour le financement, l'amélioration dépendra largement, a dit le ministre, « des engagements que pourra prendre la profession pour assurer une plus grande maîtrise des coûts et une meilleure sécurité ».

La somme de 25 millions de francs dérogée par M. d'Ornano après négociation avec le ministre de l'économie et des finances provient de l'excédent de recettes du compte de soutien, obtenu par la taxe de 13 % sur le prix des places et par le Centre national de la cinématographie. La loi de finances votée par le Parlement à l'automne 1976 avait prévu des ressources d'environ 200 millions : comme chaque année, ce montant a été dépassé, mais la répartition de la « dette flottante » a dû être affectée de surcroît à la relance du cinéma. Cette-ci est modeste. L'aide aux producteurs, par exemple, est augmentée de moins de 10 %, 18 millions sur une subvention annuelle de 100 millions et les crédits d'avance sur recettes passent de 22 à 23 millions. La dotation de 15 millions en faveur de la diffusion des films de création relève du Fonds art et essai : aussi n'est-elle pas comptée dans les 25 millions.

M. d'Ornano estime que l'aide de l'Etat doit susciter, par le jeu des coefficients multiplicateurs, des fonds de production, un investissement supplémentaire d'environ 70 millions de francs pour la production, soit « la possibilité de réaliser environ douze films de 6 millions chacun, ce qui est le coût moyen actuel des films de coproduction ».

« La Chambre de l'évêque » de Dino Risi

On ne sait pas trop pourquoi la *Chambre de l'évêque* a ouvert, vendredi 13 mai, le trentième Festival international du film. Peut-être parce que, il y a une cinquantaine d'années, très récemment, avait valu à Vittorio Gassman un prix d'interprétation tout en imposant définitivement Dino Risi. *La Chambre de l'évêque*, présenté, hors compétition, n'est tout de même qu'une œuvre mineure, on oserait dire quelconque, s'il ne s'agissait pas de ce réalisateur. En fait, c'est un film qui mêle avec la maîtrise de mœurs — à l'italienne — la suspense psychologique, entre la dénonciation de certaines attitudes sociales et l'ambiguïté d'un caractère de mythomane, aux profondeurs d'essais troubles.

Une fin de journée humide et fraîche, sur un débarcadère du lac Majeur, Orimbelli (Ugo Tognazzi) fait le tour du monde de Marco (Patrick Dewaere), navigateur solitaire d'un petit voilier. C'est une sorte de notable, qui invite le jeune homme à dîner dans sa villa et lui offre, pour la nuit, l'hospitalité dans la baroque « chambre de l'évêque ». Cela se passe après la seconde guerre mondiale, et Orimbelli traîne derrière lui des traces d'un passé militaire sur lequel il raconte des histoires sans doute fausses.

Dino Risi conduit son récit (tiré d'un roman de Piero Chiara) d'une manière déconcertante. Les rapports des deux hommes, épiques l'un à l'autre de Méliès (Cornelia Murl), se compliquent et les révérences surprises d'une intrigue policière sont longues à venir.

On sait, depuis *Ames perdues*, que Dino Risi cherche à se créer un nouveau style, après avoir porté à la perfection celui de la comédie grinçante. Mais il y avait dans *Ames perdues* — exercice torse sur

Une soirée culturelle, organisée par le groupe Jeune Afrique, aura lieu au Baccarat, le 20 mai à partir de 21 h 30. La compagnie des Grands Ballets d'Afrique noire et le groupe autillais Malinga Five seront présents. (54, boulevard Voltaire, 75011 Paris. Renseignements : 754-29-29.)

Mme Sabine Servan-Schreiber a été élue présidente de l'Association pour le cinéma et la jeunesse. Créée en 1976 et subventionnée par l'Etat, cette association signale au large public les films qui peuvent l'intéresser par la dénomination « choicettes films ».

Le roman noir populaire — une aubaine de la mise en scène qu'on ne retrouve pas dans cette *Chambre de l'évêque*, dont les structures narratives semblent acérées aux chapitres de l'analyse, mais qui, à l'instar de l'œuvre de l'auteur, ne laisse pas de nous faire réfléchir à la possibilité d'un beau fixe du lac Majeur. On sent bien qu'en faisant agir Orimbelli selon des motivations imprévues et incertaines, Dino Risi veut aller au-delà du pittoresque ; on comprend que l'énigme criminelle doit avoir pour lui une signification qui dépasse l'anecdote. Mais cela reste flou, inabouti, avec un certain dépit dans le traitement des séquences.

JACQUES SICLIER.

Théâtre

« LE MISANTHROPE » à la Comédie-Française

Dire que la Comédie-Française nous propose aujourd'hui une reprise du *Misanthrope* serait un premier pas vers les malentendus. Nous entendons des voix qui se promènent dans l'air, entre le bel canto et l'erophasie. Les uns sont féminines, les autres masculines ; à part cela, elles sont interchangeables, elles semblent n'avoir de parenté ni avec la personne des acteurs qui les émettent ni avec les choses qu'elles énoncent. Elles se confondent dans une même difformité pointue, expéditive, et résolument extérieure.

Jamais, en aucun siècle, dans aucune maison, jamais dans aucun théâtre, sauf dans cette salle Richelieu, des femmes et des hommes n'ont parlé comme ça.

Tout se passe comme si les murs du Théâtre-Français, l'air de ses couloirs, on ne sait quel démon occulte qui hanterait l'édifice, aliénaient les comédiennes et les comédiens au point de leur faire oublier ce qu'est une simple voix humaine.

gestes, des façons de marcher et de bouger les mains, qui ne sont pas de ce monde. Mécanisme inhumain, fétive, dont la substance nous est étrangère, que programme peut-être un code dont jamais nous ne fumes informés.

Même les sourires des hommes, les poitrines des femmes, paraissent contre nature. On croirait les charpentes cannelées d'étranges machines qui ne seraient pas dotées de conscience, créatures formées hors du temps, hors de l'histoire, depuis accidentés d'un décalage de mémoire.

Ces entités n'ont pas d'objet. Elles ne « figurent » pas. Nous sommes incapables de percevoir un lien de convenance ou de contradiction entre ces chimères et un événement réel ou supposé. Quand Molière, en juin 1666, dans une loge du Théâtre du Palais-Royal, passait le « juste-corps de brocart rayé or et soie gris, doublé de taffetas, garni de ruban vert » dans quel il allait jouer Alcèste, ou quand Alcèste, cet « homme sage et prudent », doué de « beaucoup de fermeté », comme il est écrit dans le texte que Molière fit imprimer en tête de la première édition du *Misanthrope*, qu'il quand Alcèste disait : « Je ne veux qu'un seul plaisir, c'est d'être homme d'honneur », on se lèche aucun mot qui ne parte du cœur », alors le théâtre et la vie se situent en une même terre.

La pièce n'est pas accessible, nous en sommes privés, elle est rejetée très loin, au-delà de ce carrousel éternel qui est abstrait, qui ne dit pas, qui n'exprime pas, qui ressemble à un chaos de vocalises incongrues, satisfaites d'elles-mêmes.

Que l'on cesse, voulez-vous, de parler de « tradition ». La tradition, c'est la transmission d'un événement qui a été. Le maniérisme des vocalises des comédiens français n'a pas de racines, il a grossi peu à peu, cancéreux, il est devenu une tumeur indurée qui vide les textes classiques de leur teneur, de leur matière. Cette maladie acquise empêche la transmission, elle s'oppose à la tradition, elle tue les textes dans l'œuf.

Les comédiens français ne sont pas tous les jours affectés de cette maladie. Il y a des acteurs, comme Leducq, qui n'ont jamais parlé comme ça, et d'autres, comme Clément, qui orientent la vocalise-maison par un doigt personnel. Et quand un Vieux coiffeur, au Français, les acteurs, ils s'expriment d'un ton naturel. Mais avec cette représentation du *Misanthrope*, l'épigramme est revenue en force. Nous ne sommes plus avec Molière. Nous ne sommes plus à Paris. Que l'on ne parle pas de « tradition ». Que l'on ne parle pas davantage d'une « reprise » du *Misanthrope*. Disons que ces acteurs sont à « repris » d'extravagance.

Que voyons-nous ? Nous voyons un décor, des costumes, des physionomies, des

La mise en scène est de Pierre Dux. Béatrice Agenin joue Alcèste, Georges Descrières joue Alcèste, Michel Duchaussoy joue Philinte en retrait du mouvement d'ensemble.

La Comédie-Française est le premier théâtre officiel de ce pays. Son budget est considérable. Il est d'usage que les chroniqueurs, lorsqu'il s'agit de cette institution nationale, dissimulent leur déconvenue. Nous voilà en pleine *Misanthrope*, dans la peau de Philinte. Mais, devant une conception du théâtre si aberrante, l'Alcèste de Molière, et Molière lui-même, diraient aujourd'hui ce qu'ils pensent. Pourquoi ne pas faire comme eux ?

MICHEL CURNOT.

* Comédie-Française, en alternance.

CONCORDE v.o. - A.B.C. v.f. - MONTMARNASSE PATHE v.f. - FAUVETTE v.f.
CONVENTION v.f. - QUINTETTE v.o. - DRAGON v.o. - GAUMONT GAMBETTA v.f.
RIO OPERA v.f. - TRICYCLE Asnières - GAUMONT Evry - PATHE Champigny
PARINOR Aulnay - ULLIS Osny

OBSESSION

Un film de Brian de Palma

Un Love Story à la Hitchcock.

Marcello Mastroianni présente Obsession une production George Lito avec Cliff Robertson & Cornelia Murl. Avec John Lithgow - Directeur de production Robert S. Branson - Musique de Edmund Hermann - Directeur de la photographie Wilmes Zolwend - Histoire de Brian de Palma & Paul Schrader - Scénario de Paul Schrader - Mise en scène par Brian de Palma - Produit par George Lito & Harry N. Blum

Après Emmanuelle et Histoire d'O

FRANÇOISE FABIEN
MURRAY CLOSE
DARYL HADDON

MADAME CLAUDE

JUST JACKSON

KLAIUS KINSKI
ROBERT WEBER - JEAN GAVEN
VIBEKE KNUDSEN
ANDRÉ FALCON
RANÇOIS PÉROT - MARC MICHEL
MAURICE RONET
ANDRÉ G. BRUNELIN
SERGE GAINSBOURG
CLAUDE JACQUET

Danse

LES EXERCICES DE MUDRA

Pour la seconde fois depuis sa création, Mudra, centre de formation placé sous la direction artistique de Maurice Béjart, présente au Théâtre d'Orsay, une démonstration d'école suivie d'une création collective coordonnée par Micha von Hoede.

Maurice Béjart a toujours tenu à préciser que Mudra n'était pas l'école du Ballet du XX^e siècle, mais un ferment destiné à préparer le théâtre de demain dans le monde entier. De toute évidence, les meilleurs éléments vont en priorité chez Béjart. Ils sont le matériau réceptif, vivant, à partir duquel il élabore ses recherches de théâtre total ou point que l'on ne peut dissocier des ballets comme « Notre Faust » ou « Héloïse » de la participation des mudras.

Les autres quittent l'école avec une formation professionnelle élargie : souvent la font porter le style et l'enseignement reçus dans leur pays. Sur ce plan, l'initiative de Maurice Béjart reste exemplaire : il a réussi à mettre sur pied la première école européenne capable de produire des artistes complets. On peut seulement se demander en voyant la démonstration du Théâtre d'Orsay si la formation dispensée à Mudra n'est pas finalement aussi dirigée et contrôlée qu'un enseignement théâtral plus conventionnel. Elle est encore susceptible de s'opposer d'autres techniques corporelles, mais il ne semble pas qu'elle favorise pour autant la libération d'un langage original et profond de chaque individu.

MARCELLE MICHEL
* Théâtre d'Orsay, 30 h. 20.

Un film de A. Med Hondo

NOUS AURONS TOUTE LA MORT POUR DORMIR

sélection officielle Cannes 1977
quinzaine des réalisateurs

L'HUMA-DIMANCHE
Admirable, c'est le genre de film vrai qui ne dispose que d'un budget limité, qui est fait avec le cœur et la raison, la passion et le courage. N'attendez pas pour le voir.

MENIL-PALACE
38 rue Mémontant 20^e
NOCTAMBULES
7 rue Champollion 5^e

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

SYNDICATS

LA FIN DU CONGRÈS DE VICHY

La fermeté des propos de M. Bergeron ne modifie pas l'orientation de Force ouvrière

Le congrès de la C.G.T.-Force ouvrière s'est achevé à Vichy, vendredi 13 mai, après avoir voté la motion d'orientation suivante, qui confirme sans conteste l'adhésion de M. Bergeron à la ligne de la centrale. Ce texte a recueilli 4 088 voix, soit 83,5 % des suffrages.

Vichy. — L'immobilité est la force de M. Bergeron. En matière politique, elle est généralement synonyme de stagnation. Tout à l'inverse, le secrétaire général de Force ouvrière sort du congrès de Vichy avec une autorité, un prestige accrues pour avoir, pendant quatre jours, ce qu'il n'avait cessé de dire auparavant : « Nous serons demain comme nous sommes toujours été depuis que nous existons. »

En regroupant 83,5 % des voix sur le vote de la résolution d'orientation générale, le leader reçoit une approbation presque égale à celle qu'il avait obtenue deux jours plus tôt (87,2 %) pour son rapport d'activité. Si l'on jette un regard sur les congrès précédents, le moton majoritaire, en 1973, avait obtenu 77,5 % des mandats. En 1971, c'est par 2 % des suffrages que les délégués

exprimés. Celui qu'avait obtenu le courant socialiste, qui fait une percée, a obtenu 1 972 voix, soit 3,1 %, tandis que celui des « révolutionnaires » en récoltait 1 484, soit 2,9 %.

Intervenant une dernière fois devant le congrès, M. Bergeron a exhorté les militants à tout mettre en œuvre pour que la grève du 24 mai soit un succès. Le syndicaliste, en aparté, a laissé entendre que la consigne lancée par les trois autres organisations, C.G.T., C.F.D.T. et FEN, rencontrait des résistances quant à sa forme et à sa durée.

De notre envoyée spéciale

Les chances sont donc fort minces de voir se constituer de sitôt « le front syndical très large, très solide, très efficace » dont M. Maïa avait cru voir la préface dans les ordres de grève parisiens du 24 mai.

Une seconde manifestation de ralliement peut se lire dans la motion économique. Elle repousse la politique des revenus cholestérol par le gouvernement, qui « ajoute à la crise économique des effets sociaux pervers, graves et intolérables ». Le moton énumérant les orientations propres à réaliser le plein emploi constate qu'elles sont en opposition totale avec la politique du gouvernement et « portent donc en elles-mêmes la condamnation sans appel des plans Barre ».

Quant à la motion d'orientation, intitulée « résolution pour l'indépendance syndicale », sa radicalisation réside, sans innovation, dans un très ferme rappel des statuts. Le texte insiste sur le respect des libertés (elle parle de la liberté, n'est-ce pas pour faire la différence avec le C.F.D.T., qui, aux yeux de bon nombre de militants Force ouvrière, ne s'abandonne pas ses références chrétiennes que pour obéir à l'égolisme de l'Eglise ?), sur le refus de toute emprise des partis politiques (dont le rôle n'est pas contesté), sur « le refus de l'ingérence des partis dans la participation, de démocratisation de l'économie, d'autogestion dans l'entreprise », sur la liberté de négociations excluant toute politique des revenus, sur la construction de l'Europe, la solidarité des peuples, le respect des droits de l'homme, la condamnation de l'intolérance et de la violence « qui débouchent fatalement sur des systèmes totalitaires ».

« Nous ne sommes pas des baïllés de sociétés »

Ce document est donc un rappel des éléments doctrinaux de Force ouvrière et de leur mode d'emploi. Plus de huit délégués sur dix ont jugé nécessaire et suffisant pour faire face à la période qui vient, dont ils savent qu'elle ne sera pas comode, car il faudra « savoir naviguer entre la réaction et l'aventure et ne pas choisir la politique du tout ou rien », estime M. Bergeron, qui traduit bien le sentiment de ses amis.

Force ouvrière, à l'avance, dit non à un gouvernement qui annoncerait : « Voilà le part du revenu national qui revient à chacun. » Elle refuse toute responsabilité débordant les attributions traditionnelles du syndicalisme.

La majorité qui a voté le texte de la direction confédérale n'a pas de projet de société et ne croit pas au modèle de société. Le mouvement syndical, par son action quotidienne, contribue à améliorer la société telle qu'elle est maintenant, telle qu'elle sera peut-être demain. « Cherchez à l'imaginer un système existant », a commenté M. Bergeron, mais nous ne sommes pas des baïllés de société. Nous voulons une intervention des gens que nous représentons, c'est-à-dire les salariés.

Cependant le débat qui aurait pu engager à Vichy a été escamoté. Plus d'un militant l'a constaté avec amertume, même s'il s'est rangé dans le majorité.

Peut-être y a-t-il une des raisons qui ont entravé le débat de la direction confédérale n'a pas de projet de société et ne croit pas au modèle de société. Le mouvement syndical, par son action quotidienne, contribue à améliorer la société telle qu'elle est maintenant, telle qu'elle sera peut-être demain. « Cherchez à l'imaginer un système existant », a commenté M. Bergeron, mais nous ne sommes pas des baïllés de société. Nous voulons une intervention des gens que nous représentons, c'est-à-dire les salariés.

Il serait évidemment hasardeux de faire des pronostics sur l'avenir de cette minorité, ou encore d'essayer un rapprochement avec le vialu qui fil une délégué Force ouvrière à M. Mitterrand, quelques jours avant le congrès de Vichy. La commission qui fut alors publiée, on s'en souvient, mettait en valeur l'identité de l'attachement des deux interlocuteurs à l'indépendance syndicale et à la libre négociation des salaires. Chacun pouvait évidemment y trouver son compte. M. Bergeron put venir sur les bords de l'Ailier en assurant que, la grève étant un succès, la politique contractuelle ne serait pas brisée et que Force ouvrière resterait un interlocuteur valable. En outre, les bonnes relations avec le premier secrétaire du parti socialiste le laissent des insultes venues de l'extrême gauche du P.S. lors du conflit du Parisien libéré, ou des accusations de collaboration de classe.

De son côté, M. Mitterrand, se contentant d'être délégué avec le C.G.T. et le C.F.D.T., peut considérer que Force ouvrière est un élément rassurant pour telle ou telle catégorie d'électeurs qui votent socialistes. Le leader du P.S. n'est pas mécontent de trouver dans les rangs de F.O. un nombre d'adhérents ouvriers qui ne demandent pas l'autogestion que réclament les cégétistes, cette autre base populaire du parti socialiste.

Pour un chef de parti, une centrale ouvrière qui ne fait pas de projet de société, qui refuse de prendre des options politiques et de donner des consignes de vote est peut-être un interlocuteur de faible intérêt. Pour un premier ministre, elle peut être un précieux partenaire, surtout lorsqu'elle s'identifie à la fois à son leader et au Français moyen.

JOANINE ROY.

(1) M. Labl avait recueilli 4,5 % des voix, et M. Coudere 6 %, ce qui admettait que les adhérents du scrutin étaient des militants socialistes. En sa faveur, l'un et l'autre devaient quitter peu après F.O. pour la C.F.D.T.

ACTION SOCIALE

L'U.N.I.O.P.S.S. TRENTE ANS APRÈS

Les œuvres privées s'inquiètent de la politisation de la vie associative

De notre envoyée spéciale

d'action dans les associations et entre les associations. Mais comment concilier les tâches qui exigent une législation de plus en plus complexe et la nécessité de pouvoir aux besoins nouveaux ?

Une action concertée

Il faudrait réinventer une pratique de l'association qui permette de procurer aux bénévoles plus de temps et de moyens de formation que ne propose la commission sociale du VII^e Plan, notamment pour les œuvres qui ont de lourdes charges de gestion. Toutefois, M. Thierry souhaite visiblement continuer le dialogue avec l'Etat dans le cadre d'une concertation « qui ne devra pas porter seulement sur des objectifs quantitatifs de type ou de plans, mais sur des objectifs qualitatifs de type, d'action éducative et sociale ».

C'est également le vœu de M. André Ramoff, directeur de l'action sociale. « Mais il ne s'agit pas seulement, d'ailleurs, de faire travailler ensemble des médecins, des psychologues, des enseignants. Il faut associer à cette action concertée les urbanistes, les architectes, les ingénieurs, les représentants de l'industrie. » Quant aux fonctionnaires, ils estiment, avec M. Jean-Michel Belorgey, maître de requêtes au Conseil d'Etat, que la société française est encore en matière d'action sociale, une société de pénurie, d'ailleurs peu homogène, et qu'il faut « assurer la clarté nécessaire dans la gestion des établissements financés par les ressources publiques ».

Enfin, M. François Stiehl-Lainé, président de l'Association pour le développement des associations de progrès, met l'accent sur le fait que le destin de la socialisation privée va se jouer en peu de temps : « N'attendons pas, déclare-t-il, que l'Etat ou les municipalités nous organisent. Agissons donc ensemble. Si nous

échouons, la socialisation publique sera un pis-aller. »

Agir ensemble ? C'est là aux yeux de M. Renée Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale, qui déplore que la protection accordée par la collectivité à chacun d'eux nous empêche de nous unir. « L'existence se soit assortie d'une vocation du citoyen à être assisté en permanence ». Tant que l'Etat n'aurait qu'un organe aux tâches limitées, un tel système était viable. Tel n'est plus le cas dès lors que la réglementation devient omniprésente, au siècle qu'aurait été la France, à l'époque de la décentralisation, à l'époque de la déresponsabilisation et à une large décentralisation, un nouveau des objectifs et des actions. Les associations ne doivent être ni des « bonnes œuvres » ni des alibis. C'est la raison pour laquelle le préfère le terme de volontariat à celui de bénévolat, ajoute M. Lenoir. Le premier impliquant l'idée d'un engagement, le second évoquant trop la disponibilité charitable. Les associations ne doivent pas être non plus « un contre-pouvoir systématique », mais au contraire « un stimulant, un facteur d'innovation sociale et un partenaire reconnu du dialogue social ». Quant à savoir comment leur permettre de jouer ce rôle de responsabilité, c'est affaire d'hommes, de moyens et de locaux.

La France, a rappelé M. Lenoir, dispose de plus de cent cinquante mille établissements scolaires qui pourraient, en dehors des heures de classe, servir de points de rencontre et contribuer à l'animation locale. S'efforçant de rassurer ses interlocuteurs, le secrétaire d'Etat s'est aussi défendu de vouloir préparer l'intégration des associations au secteur public par la convention et la passation de contrats. « Nous serions bien maladroits, blâment-ils, de nous priver d'un interlocuteur que nous souhaitons sans parti pris, mais aussi sans complaisance, c'est-à-dire indépendant des autres pouvoirs. »

JEAN BENOIT.

EMPLOI

Les travailleurs embauchés à la faveur du « plan Barre bis » pourront être licenciés plus facilement déclare M. Monory

M. René Monory, ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, a exposé devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, réunie le jeudi 12 mai, les grandes lignes de la politique qu'il entend mener. Le ministre s'est d'abord déclaré favorable à l'abaissement de l'âge légal d'entrée en apprentissage (seize ans) et à la suppression des commissions chargées de donner leur avis sur les contrats de travail. L'apprentissage qui peut être souscrit, selon la loi Royer, à partir de quatorze ans, il a indiqué à ce propos que l'exonération de la cotisation patronale, octroyée par le « plan d'action de douze mois » du gouvernement aux entreprises qui embauchent des jeunes et des apprentis, s'accompagnera d'une « levée des contraintes en matière de licenciement », afin de donner aux entreprises la possibilité de s'adapter à la conjoncture. Les personnes embauchées à ce titre seront considérées comme « stagiaires ».

M. Monory a indiqué, d'autre part, que le premier ministre était décidé à ce qu'un « pas sensible » soit fait vers l'harmonisation des régimes fiscaux des petits commerçants et artisans et des employés, prévue par la loi Royer, à l'occasion de la loi de finances pour 1978. Il a également déclaré souhaitable l'harmonisation des régimes sociaux de ces catégories pour ce qui est des prestations, tandis que des « allègements de cotisation » devraient être accordés à certaines catégories d'artisans et de commerçants. Le ministre s'est enfin prononcé contre la création de nouveaux magasins à grande surface et a indiqué que la « révision complète » de la réglementation des prix en matière de prestations de services.

Rappelant, d'autre part, les déclarations de M. Barre, qui avait annoncé, au Sénat, des dispositions permettant une réévaluation des biens amortissables des entreprises, M. Monory a indiqué que cette réévaluation pourrait être compensée par une modification des règles en matière d'amortissement dégressif. Il a rappelé qu'en 1977, les entreprises auront bénéficié, dans ce domaine, de dégrèvements d'un montant total de 3 milliards de francs.

Le ministre a indiqué que l'intervention de l'Etat en faveur d'une entreprise ou d'un secteur en difficulté pourra avoir pour condition le remplacement des

chefs d'entreprise « dont la gestion peut être mise en cause ». Il a précisé que, dans un dossier récent, le gouvernement avait exigé, pour accorder l'aide de l'Etat, la nomination d'un directeur ayant son siège à la tête de l'entreprise concernée.

Le gouvernement est décidé à favoriser la création d'emplois dans les régions de chômage chronique, où la seule main-d'œuvre disponible provient de l'immigration. M. Monory estime ainsi possible de réduire de 200 000 personnes, dans les prochains mois, le nombre des travailleurs immigrés. Il a ajouté que la création d'un emploi dans une région sous-développée coûtait quatre fois moins cher à la collectivité nationale que dans les régions « surdensifiées ».

M. GEORGES SEGUY QUALIFIE LES PROJETS DU PATRONAT DE « GROSSIÈRE DUPERIE »

La décision du C.N.P.F. de créer trois cent mille emplois d'ici la fin de l'année est « une des plus grossières duperies jamais imaginées par le patronat », c'est ce qu'a déclaré, le vendredi 13 mai, M. Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., dans une interview accordée à l'Agence France-Presse. Prenant sur le débat télévisé Barre-Mitterrand, M. Seguy a regretté que le premier ministre, à propos du chômage, n'ait pas été « mis dans l'obligation d'expliquer sur ce point capital ».

Selon le commissaire général au Plan, ajoute M. Seguy, « deux cent cinquante mille emplois salariés sont libérés chaque année pour cause de départ en retraite ou toutes autres raisons, sans compter les morts ; en somme, les 3,5 milliards de francs offerts par le gouvernement aux employeurs pour embaucher des jeunes chômeurs se traduiraient, dans la meilleure hypothèse, par quarante-huit mille créations d'emplois en plus de ce qui est normalement prévu ». En revanche, les patrons pourront trouver de la main-d'œuvre juvénile à bon marché, sans avoir à payer de charges fiscales et sociales, et, dans certains cas, sans même avoir à payer de salaires. C'est là, pour le patronat, « une odieuse aux frais des contribuables ».

Il faut donc, selon M. Seguy, « ramener les choses à leur juste proportion » : la France compte, selon lui, 1 468 100 sans-emploi ; en septembre, 650 000 jeunes et jeunes filles se présenteront sur le marché du travail ; le secteur privé en embauchera trois cent mille, le secteur public cinquante mille. M. Seguy conclut : « Trois cent mille resteront donc sur le carreau, et pour une fois nous sommes d'accord avec l'INSEE, qui prévoit deux cent mille chômeurs de plus en septembre. »

[Commentant devant nous les projets du patronat, M. Cyprien, président du C.N.P.F., a clairement indiqué que son objectif était d'absorber l'excès de la force de travail. Mais, à trois cent mille embauches supplémentaires, ajoutant donc à celles nécessaires par les départs habituels pour retraite en septembre.]

A Marseille

LA C.G.T. VEUT S'OPPOSER A LA FERMETURE DE L'USINE GERVAIS-DANONE

(De notre correspondant.)

Marseille. — La fermeture de l'usine Gervais-Danone de Marseille a été officiellement annoncée, à la fois par la direction et par les syndicats. Cent quarante salariés de licenciement attendront leurs destinataires lundi 16 mai. La direction précise que cette décision a été prise dans le but d'adapter l'outil industriel de Gervais-Danone-France pour assurer la pérennité de la société.

Four ce qui concerne le reclassement éventuel du personnel, la direction précise qu'elle a présenté de nombreuses offres intéressantes pour des mutations dans les autres du groupe et qu'elle est actuellement en pourparlers avec une société qui créerait soixante-cinq emplois sur le site de l'usine de Marseille, à Font-de-Vieux.

Les représentants syndicaux C.G.T. seul syndicat représenté dans l'usine de Marseille, ont affirmé, au cours d'une assemblée extraordinaire du comité d'entreprise, qu'ils refusent catégoriquement « cette scandaleuse décision » (la fermeture de l'entreprise) et qu'ils donneront à cette affaire « la suite qu'ils jugeront la plus efficace ».

J. C.

Visites et conférences

3,6 % DE FEMMES

Les militantes de Force ouvrière présentes à Vichy ont tenu une réunion organisée par Mme Paulette Hoffman, secrétaire confédérale chargée du secteur des conventions collectives et du secteur à femmes. Elles ont regretté la faible participation des femmes en tant que déléguées au congrès, et souligné que la représentation des travailleuses soit mieux assurée dans les instances de décision de la confédération.

Il y avait quatre-vingt-dix déléguées parmi les deux mille deux cent cinquante-sept congressistes, soit 3,6 %.

alent approuvé le rapport-clé du congrès sur « le syndicalisme dans la société », rapport qui, pour parler concrètement de l'urgence, de ne pas changer dans la pratique du syndicalisme telle qu'elle est vécue par Force ouvrière.

Il y eut, d'entrée de jeu, l'appel à la grève générale du 24 mai. M. Bergeron, n'oubliant pas que, puis longtemps, il avait bonni de stratégie des débrayages à répétition — et même la grève d'une journée — a bien spécifié que Force ouvrière « en tiendrait là. Il revient à d'autres initiatives, si elles le font bon. Le congrès a lancé son appel en prenant soin de se démarquer des mots d'ordre des deux autres courants, de celle des autres seigneurs. Il s'écrit toute participation, du moins au niveau confédéral, aux manifestations de rue a annoncé des réunions spéciales du mouvement Force ouvrière.

PRESSE

L'UNION NATIONALE DES JOURNALISTES S'ASSOCIE A LA GREVE DU 24 MAI

L'Union nationale des journalistes (U.N.J.), C.F.D.T.-F.O. appelle les journalistes à participer à la grève interprofessionnelle du 24 mai. Dans un communiqué publié le vendredi 13 mai, l'U.N.J. précise que les journalistes, à cette occasion, manifesteront ainsi leur opposition à une politique d'austérité qui les effets se sont dramatiquement sentis sur leur emploi, leurs salaires et leurs conditions de travail. L'U.N.J. entend également s'opposer à la politique de pression du patronat et du pouvoir dont l'affaire Boissarie (délégué syndical licencié du Figaro) a été la complicité du ministre du travail et une nouvelle illustration.

L'U.N.J. précisera ultérieurement les modalités de cette grève vingt-quatre heures dans toutes les formes de presse.

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

L'OPEP et le prix du pétrole

(Suite de la première page.)

Reste à savoir quelle attitude adoptera l'Arabie Saoudite, qui, semble-t-il, n'a pris aucun engagement. Trois solutions s'offrent à elle. Elle peut continuer d'augmenter sa production, au risque de déclencher une crise grave au sein de l'OPEP. Elle peut la limiter au niveau actuel ou même la diminuer pour permettre à ses partenaires de souffler. Elle peut enfin maintenir légèrement ses prix, comme le bruit en avait couru, afin de réduire l'écart de 5 % séparant ses tarifs de ceux des autres pays de l'Organisation. Selon le MEES, Ryad n'a pas

encore définitivement arrêté sa position. Celle-ci dépendra pour une large part de la visite que le prince Fahd fera le 24 mai à Washington et des résultats de la réunion ministérielle de la conférence sur la coopération économique internationale (dialogue Nord-Sud) qui se tiendra à Paris à la fin du mois de mai. Faut-il connaître la position qu'adoptera l'Arabie Saoudite, il est difficile pour l'heure de mesurer les conséquences qu'aurait sur l'évolution des économies occidentales la décision des « onze » de renoncer à augmenter leur prix à compter du 1^{er} juillet.

Ph. L.

L'INCENDIE DE L'OLÉODUC SAOUDIEN D'ABUQAIA EST ÉTEINT

L'important incendie qui s'était déclaré dans la soirée du mercredi 11 mai, le long de l'oléoduc saoudien d'Abuqaia, dans le plus grand champ pétrolier du monde, est éteint, hormis quelques poches de pétrole que l'on laissera se consumer, a annoncé, vendredi 13 mai, l'agence saoudienne de presse (SPA), citant un porte-parole de la compagnie ARAMCO.

L'agence indique que l'incendie s'est déclaré à la suite de la rupture d'une section souterraine d'un oléoduc et précise que l'accident a fait un mort. L'enquête préliminaire a révélé, en outre, que des dommages sont moins importants qu'on ne l'avait pensé auparavant et que seule une station de pompage, un séparateur de gaz-eau et un certain nombre de conduites avaient été détruites, ajoute la SPA.

L'enquête a permis, d'autre part, d'écarter toute possibilité de sabotage.

AFFAIRES

LA COTATION DES TITRES DE CAVENHAM EST SUSPENDUE A LA BOURSE DE LONDRES

Londres (A.F.P.). — La cotation des actions ordinaires de la société Cavenham (cotées à 51 % par la Générale occidentale) a été suspendue le vendredi 13 mai, à l'ouverture de la Bourse de Londres, à la demande du conseil d'administration de la firme, qui annonce la publication prochaine d'un communiqué dans les milieux boursiers, où estime que cette suspension préluide à une nouvelle offre publique d'achat de la Générale occidentale, troisième groupe alimentaire européen après Nestlé et Unilever, avec près de 15 milliards de francs de chiffre d'affaires, sur les 49 % du capital non encore cotés.

Au début de l'année déjà (le Monde date 30-31 janvier et du 10 mars), la Générale occidentale, qu'anime Sir James Goldsmith, avait tenté de consolider son empire alimentaire en lançant une OPA sur Cavenham.

A L'ÉTRANGER

Après le « sommet » de Londres

LE JAPON ASSOUPLIT LE CONTRÔLE DES CHANGES

Tokyo (A.F.P.). — Le Japon met en place un assouplissement général du contrôle des changes, a annoncé le 13 mai le ministre japonais des finances. Le plafond du montant de devises accordé aux voyageurs japonais se relâche à l'étranger — 3 000 dollars — est aboli. Les opérations de paiement afférentes au commerce « invisible » ne dépassant pas 3 000 dollars, à partir de la mi-juin, et les contrôles sur le transport et l'assurance des marchandises seront simplifiés à compter de la même date. Les autorisations pour de nombreuses opérations seront libérées et les paiements ne devront plus être approuvés que par les banques. D'autre part, le paiement des droits exigés pour les contrats d'importation et d'exportation, qui avaient été récemment augmentés pour couvrir les risques de changes, sera libéré. Ces mesures ont été décidées, souligne-t-on à Tokyo, à la suite des critiques formulées à l'étranger contre la sévérité du contrôle des changes au Japon. Elles tiennent compte de l'accord réalisé au récent « sommet » de Londres selon lequel les pays qui disposent d'excédents de balance de paiements doivent accroître leurs exportations de capitaux.

● Voyage de M. Rossi au Nigeria. — Le ministre du commerce extérieur a effectué, du 9 au 12 mai, une visite d'information et d'exploration au Nigeria, premier fournisseur et troisième client en Afrique de la France. Les importations françaises ont atteint, en 1976, 3 591 millions de francs, contre 2 552 millions de francs les exportations (2 562 millions), soit un déficit de 1 039 millions. La France est, avec 775 millions de francs, le troisième investisseur au Nigeria, devant la Grande-Bretagne et les États-Unis.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Regain de tension en fin de semaine

Ceux qui attendaient ou espéraient que le « sommet » de Londres déboucherait sur des décisions importantes — les rumeurs les plus farfelues avaient circulé à la veille de la réunion — ont donc été déçus. Le communiqué publié dimanche 8 mai ne faisait en effet aucune allusion aux questions monétaires.

Cela a amené le marché à laisser le marché de la devise américaine, s'il se produit, prendre l'allure d'une déroute, tant il est vrai que les banques centrales continuent de contrôler très étroitement l'évolution des cours. Notons que la

Le FRANC s'est une fois encore très honorablement comporté. Son cours, pratiquement inchangé vis-à-vis du DOLLAR, a progressé vis-à-vis du DEUTSCHMARE et a fléchi vis-à-vis du FLORIN. Le marché, il faut le noter, n'a pratiquement pas réagi à l'annonce de la forte réduction du déficit du commerce extérieur en avril. Il est vrai que cette réduction traduit pour une large part le ralentissement des

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	LIVRE	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florio	Lira italienne
Londres	—	1,7190	8,5188	4,3385	4,0382	62,9778	4,2216	1,534,26
New-York	—	—	1,7180	4,3327	4,0328	61,9995	4,2013	1,532,20
Paris	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Frankfurt	—	—	—	—	—	—	—	—
Amsterdam	—	—	—	—	—	—	—	—
Milan	—	—	—	—	—	—	—	—

Nota: reproductions dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 liras.

déclaration de M. Witteveen, au-delà de son effet sur les marchés des changes, a trouvé une première application pratique: le Japon va assouplir, à compter de la fin du mois de mai, son contrôle des changes. Cette mesure, ont indiqué les fonctionnaires du ministère du commerce international et de l'industrie, a été prise, conformément à ce qui avait été décidé à Londres, pour accroître les exportations de capitaux et contribuer ainsi au réajustement des balances déficitaires.

PHILIPPE LASARDE.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Reprise du café et du cuivre

DENVER. — Les cours du café, après avoir enregistré le samedi précédent une sensible baisse, ont récupéré une partie de leur perte. Pourtant, la récolte brésilienne de la saison 1977-1978 vient d'être évaluée par le département américain de l'Agriculture à 17 millions de sacs, chiffre nettement supérieur aux dernières prévisions comprises entre 13 et 15 millions de sacs.

Le prix du cuivre, qui se sont dévalués en Australie et en Nouvelle-Zélande, la baisse des prix s'est généralisée. S'ajoutant aux cours du coton à New-York, malgré l'achat par la Chine de 500 000 balles aux États-Unis.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 13 mai 1977

MÉTALLS. — Londres (en sterling par tonne): cuivre (Wirebar) comptant 87,50 (81), à trois mois 84,80 (83); étain comptant 5 780 (5 785), à trois mois 5 870 (5 852); plomb 34 (34); zinc 371 (371). — New-York (en cents par livre): cuivre (premier terme) 68,20 (68,30); aluminium (lingots) 164 (161); feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 164 (161); mercure (par bouteille de 70 lbs) 118 (118).

TEXILES. — Fléchissement des cours de laine sur les marchés à terme. Aux ventes aux enchères qui se sont déroulées en Australie et en Nouvelle-Zélande, la baisse des prix s'est généralisée. S'ajoutant aux cours du coton à New-York, malgré l'achat par la Chine de 500 000 balles aux États-Unis.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE
Tension sur les euro-dollars
America avaient décidé de porter leurs taux de base de 6,25 % à 8,50 %. Il convient néanmoins de remarquer que la demande de crédits bancaires aux États-Unis reste toujours stagnante, que M. Burns a déclaré lui-même qu'il n'entendait pas élever la réserve de l'économie et que la masse monétaire a diminué cette semaine après avoir fortement augmenté récemment. Mais cette n'empêche pas les milieux financiers internationaux d'anticiper le mouvement et même de l'anticiper un peu. Ce réveil brutal après l'euphorie qu'ils ont connue pendant de nombreux mois les rend passablement nerveux.

À Paris, les taux sont restés stables sur le marché monétaire, le loyer de l'argent au jour se maintient à 9 % après une pointe passagère à 9 3/8 %.

FRANÇOIS RENARD.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	9 mai	10 mai	11 mai	12 mai	13 mai
Terme	49 518 337	74 959 100	74 210 611	52 280 105	72 081 154
Comptant	116 391 476	110 956 397	139 978 673	120 529 919	138 098 703
Actifs	44 045 773	53 693 894	45 270 824	44 286 422	33 095 056
Total	209 955 586	239 609 391	259 454 108	217 096 446	238 285 913

	79,4	77,8	78,8	78,7	81,5
Val. franc.	100,2	101	102,2	101,5	101,4
Etrang.	—	—	—	—	—

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100 31 décembre 1976)

	80,7	78,8	80,4	80,3	83,5
Indic. gén.	51,7	50,4	50,9	51,4	52,8

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE NAVALE WORMS

Augmentation du capital de 69 587 100 F à 86 983 800 F par l'émission contre espèces de 173 967 nouvelles de 100 F.

Jouissance: 1^{er} juillet 1977 (début de l'exercice).

Prix: le pair.

Droit de souscription: à titre irréductible (1 pour 4) et à titre réduci-ble, contre le coupon n° 36.

Dépôt des souscriptions: du 9 mai au 9 juin 1977 aux guichets des banques suivantes: Banque Worms, Banque nationale de Paris, Banque de Madagascar et des Comores, B.N.C.I. Océan Indien, Banque de l'Union européenne, Banque Comanchy.

La note d'information, qui a reçu le visa de la commission des opérations de Bourse n° 77-49 du 26 avril 1977, est disponible à ces guichets. (BALO du 2 mai 1977).

CREUSOT-LOIRE

Le chiffre d'affaires réalisé par la société Creusot-Loire (sans ses filiales) au cours du premier trimestre de 1977 est de 1 378 millions de francs.

Comparé à celui du premier trimestre de 1976, qui était de 1 118 millions de francs, il est en augmentation de 23 %.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 1977 est lui-même en diminution de 1,8 % sur celui du premier trimestre de 1976, en sorte que, sur deux ans, la progression est de 21 %.

Par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen réalisé en 1976, le chiffre d'affaires mensuel moyen du premier trimestre de 1977 est en augmentation de 8,80 %.

L'évolution du chiffre d'affaires total pour 1977, tel qu'il peut être prévu dans les conditions actuelles, fera ressortir une augmentation globale de l'ordre de 15 %.

CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE (C.M.P.)

Les Constructions métalliques de Provence (C.M.P.) viennent de signer avec la Centrale V/O Mashinostroï, de Moscou (U.R.S.S.), un important contrat pour l'étude et la fourniture des installations de traitement de gaz et d'extrusion des condensats de la station de Dolina, en Ukraine.

Cette installation traitera 35 milliards de mètres cubes de gaz par an, que l'U.R.S.S. livrera par pipelines aux pays de l'Europe occidentale.

L'ingénierie et le procédé de traitement ont été conçus et étudiés par Black Stivala & Bryson-France, dans le cadre de son association avec C.M.P.

Cette nouvelle affaire couronne les excellentes relations que C.M.P. entretient depuis plusieurs années avec l'Union soviétique et, en particulier, avec le ministère du gaz et la Centrale d'achat V/O Mashinostroï.

ACTIGEST

L'assemblée générale ordinaire tenue le 6 mai 1977 sous la présidence de M. Claude Dreyfus, président du conseil d'administration, a approuvé à l'unanimité les résolutions proposées par le conseil.

Le dividende fixé à 4,80 F, auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance au Trésor de 0,75 F, sera payé à partir du mercredi 11 mai 1977 aux guichets de la Banque Louis-Dreyfus contre remise des coupons suivants:

— Coupon n° 1, représentant les produits des obligations françaises non indexées, montant net de l'abatement de 3 000 F par an et par décalant, ainsi qu'à l'option pour le prélèvement libératoire de 25 %; montant net 1,29 F auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance au Trésor pour 0,12 F.

— Coupon n° 2, correspondant aux autres produits: montant net 2,41 F, auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance au Trésor de 0,58 F.

L'assemblée a également renouvelé les mandats de la Banque Louis-Dreyfus, représentée par M. Alain de Gunzburg et de M. Robert Carrière.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Le conseil d'administration de la B.N.P. s'est réuni le 11 mai 1977, a décidé, en conséquence, de proposer aux actionnaires la distribution de dividendes et de la distribution de dividendes et de la distribution de dividendes.

Le conseil d'administration de la B.N.P. s'est réuni le 11 mai 1977, a décidé, en conséquence, de proposer aux actionnaires la distribution de dividendes et de la distribution de dividendes.

Le conseil d'administration de la B.N.P. s'est réuni le 11 mai 1977, a décidé, en conséquence, de proposer aux actionnaires la distribution de dividendes et de la distribution de dividendes.

CARREFOUR

L'assemblée générale ordinaire tenue le 8 mai 1977 sous la présidence de M. Marcel Chassagny, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 11,8 millions de francs contre 11,1 millions en 1975.

Le cash-flow brut (bénéfice net + amortissements + provisions) s'élève à 27,5 millions de francs contre 21,2 millions en 1975.

L'assemblée a fixé le dividende net à 40 F, auxquels s'ajoute un impôt d'impôt de 20 F, soit un revenu global de 60 F.

Le conseil d'administration a également renouvelé les mandats de la Banque Carrefour, représentée par M. Georges Bédier, et nommé à cette même fonction M. Jean-Luc Lapadula, président de la Banque Carrefour.

Dans son allocution, le président a souligné que l'année 1976 avait été celle où le groupe avait connu la plus forte expansion de son histoire, mais également ouverte à de nouvelles perspectives de développement.

MATRA

Lors de la réunion du conseil d'administration du 12 mai 1977, M. Marcel Chassagny a rappelé qu'en raison de son âge il avait plusieurs fois exprimé l'intention de se retirer, tout en affirmant sa décision de conserver l'intégrité des actions Matra qu'il possède. A sa demande, le conseil a accepté de le décharger de ses fonctions de président-directeur général, tout en lui laissant le titre de président d'honneur.

Le conseil a désigné M. Jean-Luc Lapadula, qui était administrateur directeur général, comme président-directeur général de la société.

CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST (C.I.O.)

Le conseil d'administration a décidé, dans sa séance du 12 mai 1977, de porter le capital de 80 à 80 millions de francs par incorporation de réserves et création de 200 000 actions nouvelles de 50 F nominal portant jouissance du 1^{er} janvier 1977.

Ces actions seront réparties gratuitement entre les actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes, par tirage au sort, date qui sera fixée ultérieurement.

Mais dans la chimie

Logo stylisé

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
 - ESPAGNE : le retour de la Pasionaria.
3. DIPLOMATIE
 - M. Trudeau n'a pas évoqué la question québécoise avec M. Giscard d'Estaing.
4. PROCHE-ORIENT
 - Israël : les cortès bouillonnent (10), par Eric Rouleau.
4. AMÉRIQUES
 - M. Poniowski portera, dans l'exercice de sa mission, le titre d'envoyé personnel du président de la République et aura rang d'ambassadeur.
5. AFRIQUE
 - M. Poniowski portera, dans l'exercice de sa mission, le titre d'envoyé personnel du président de la République et aura rang d'ambassadeur.
5. ASIE
 - CHINE : les dirigeants incitent les travailleurs à la discipline et à l'obéissance.
- 5.7. POLITIQUE
 - Après la face-à-face entre MM. Barre et Hitterrand : LIBRES OPINIONS : « Ce qu'ils n'ont pas dit », par Alfred Fabre-Luce.
7. RELIGION
 - Les nouvelles sources d'ÉPIPHANIE.
8. LIBRES OPINIONS : « Une machine devenue folle », par Alfred Fabre-Luce.
- La course au nucléaire (IV), par Marc Ambroise-Rendu et Alain Debore.
9. ÉQUIPEMENT
 - Les codes des P.T.T. se rebiffent.
9. ÉDUCATION
 - Les policiers en tenue demandent qu'il soit mis un terme aux activités des milices privées.
10. JUSTICE
 - D'UNE RÉGION À L'AUTRE

LE MONDE AUJOURD'HUI

- PAGES 11 à 15
- Au fil de la semaine : la naissance collective, par Pierre Vianasson-Ponté.
 - Lettre de Bouma (Côte-d'Ivoire), par Nadine Beauvais.
 - Histoire, par Jean-Marie Mayeur.
 - Correspondance : Jeunes sans emploi.
 - RADIO-TELEVISION : « L'Obus de Colomb », de Raoul Sangha, par Anne Rey; le prix Louis-Ferdinand Céline, par Claude Devaux; Vidéo et société en Italie, par Catherine Guigou.
 - 18. SPORTS
 - 19. LA MODE ET LA MAISON
 - 20 à 22. ARTS ET SPECTACLES
 - CANNES : les Enfants du placard, de Benoit Jacquot; Le Chêne de l'époque, de Dino Risì.
 - 23-24. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - Le 9e du congrès de F.O.
 - 24-25. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (12 à 16)
 Informations pratiques (22);
 Carnet (23); « Journal officiel » (22); Loto (22); Météorologie (23); Mots croisés (22).

Gagnez le sud sans perdre le nord.

Ne payez pas trop cher le droit de vous réchauffer au soleil : RIVAGES vous propose plus de cent façons différentes de passer des vacances ensoleillées sans vous ruiner; exemples :
 - Séjour au Maroc, une semaine à la Résidence Marbel, 990 F.
 - Séjour en Tunisie, une semaine, 1050 F.
 - Circuit des deux Grèces : Péloponèse et Cyclades (circuit + séjour), 2 semaines, 2320 F.
 - Égypte, 15 jours le long du Nil, 3040 F.
 Mais en attendant, plongez-vous dans le catalogue RIVAGES 77... Retournez-nous le bon ci-dessous : nous vous enverrons notre catalogue immédiatement.

Je désire recevoir gratuitement le catalogue RIVAGES 77.
 Nom : _____
 Adresse : _____
 RIVAGES, 330, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. 260.34.35

Le numéro du « Monde » daté 14 mai 1977 a été tiré à 601 476 exemplaires.

« ENVOYÉ PERSONNEL » DU CHEF DE L'ÉTAT

M. Poniowski est chargé d'une mission d'information et de représentation à l'étranger

Au terme de l'entrevue hebdomadaire accordée par le président de la République à M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, l'Élysée a publié, vendredi 13 mai, un communiqué dans lequel on lit : « M. Giscard d'Estaing a décidé de confier à M. Michel Poniowski, ancien ministre d'État, une mission spéciale d'information et de représentation dans les pays étrangers. »

« M. Poniowski portera, dans l'exercice de sa mission, le titre d'envoyé personnel du président de la République et aura rang d'ambassadeur. »

« Au titre de cette mission, M. Michel Poniowski entreprendra prochainement une série de visites en Amérique latine. Le gouvernement entend ainsi marquer l'intérêt et l'importance qu'il attache à ce continent en pleine expansion, où la France jouit d'un ancien capital d'amitié et avec lequel elle souhaite développer plus activement ses relations dans tous les domaines. »

Cette décision confirme l'élévation de M. Poniowski de la scène politique. Ministre de l'Intérieur depuis 1974, il n'a pas été maintenu dans ses fonctions gouvernementales en mars dernier, après l'échec de la majorité aux élections municipales. Celui qui fut considéré comme le conseiller le plus écouté de M. Giscard d'Estaing n'a pas facilement admis de s'éloigner. Il avait, dans un premier temps, refusé le poste d'ambassadeur de France en Allemagne fédérale.

Antien secrétaire général et ancien président de la F.N.R.I., M. Poniowski espérait conserver un rôle dans la hiérarchie giscardienne, mais M. Jean-Pierre Soisson, futur secrétaire général, avait annoncé à plusieurs reprises qu'il entendait être le seul « pa-

LES MINEURS ET LE CRIME

MEURTRIER PRÉSUMÉ À QUATORZE ANS

Victime de la haine que son meurtrier — un adolescent de quatorze ans — disait vouer à la société et à ses parents, un enfant de six ans est mort, jeudi 13 mai, poussé dans le vide depuis le onzième étage d'un immeuble de Venissieux (Rhône).

La fillette, Myrliam, avait été découverte vers 16 heures au pied d'un immeuble du boulevard Lénine. Les policiers, alertés par un jeune garçon qui affirmait avoir vu l'enfant « tourner dans le vide et tomber », devaient rapidement écarter la thèse de l'accident.

Parmi les jeunes du quartier, les enquêteurs n'eurent apparemment aucun mal à remarquer un adolescent qui avait, dit-on, attiré l'attention par son caractère violent et son animosité à l'égard de ses parents. Interrogé, le jeune garçon avoua qu'il avait emmené la fillette jusqu'au onzième étage, qu'il avait joué avec elle, puis l'avait fait venir sur le balcon.

Myrliam était montée sur une petite marche, était un peu penchée avant d'être poussée.

ACQUITTÉ APRÈS HUIT MOIS DE DÉTENTION

La cour d'assises des mineurs de l'Oise a acquitté, vendredi 13 mai, un adolescent âgé de seize ans, José F., accusé du meurtre d'une fillette de douze ans, Françoise Wilmar, qui avait été violemment étranglée dans un champ de maïs près de Breteuil (Oise), le 30 août 1976 (le Monde des 1^{er}, 2 et 3 septembre). José F. avait été inculpé le 1^{er} septembre 1976 par Mme Catherine Trochard, juge d'instruction au tribunal de Breteuil, d'homocide volontaire, et écroué.

Après huit mois et demi de détention à la maison d'arrêt de Breteuil, l'adolescent est donc sorti libre du pénitencier. Les jurés de la cour d'assises des mineurs l'ayant reconnu non coupable du meurtre après deux jours d'un procès soumis à « publicité restreinte ». Le ministère public, représenté par M. Guy Pélissier, premier substitut du procureur de la République, avait requis douze ans d'emprisonnement.

M. Roland Weil, du barreau de Paris, défenseur de l'adolescent, a déclaré à l'issue du procès : « Il est dommage que je ne puisse préciser la critique que j'ai été amené à faire du dossier d'accusation. Ici, devant les juges, nous ne nous sommes pas occupés de la publicité des débats de cour d'assises, de manière — au choix des parents intéressés — soit de défendre leur vie privée, soit de faire triompher la vérité. »

José F. avait été arrêté en cours de route, au domicile de Charles, âgé de vingt ans, considéré par les habitants du village de Breteuil comme un « simple d'esprit ». Ce dernier avait été remis en liberté, car sa participation au crime n'avait pu être établie. Ce sont, semble-t-il, ses déclarations qui ont conduit le magistrat instructeur à inculper José F., bien que celui-ci ait nié être l'auteur du meurtre. Les assises de l'Oise étaient présidées par M. Guy Tabardel, qui avait également dirigé en 1975 les débats du procès au cours duquel un autre mineur, Bruno T., avait été condamné à mort.

« Le danseur Rudolf Noureev, après avoir tenté vainement d'obtenir du gouvernement soviétique qu'il autorise sa mère et sa sœur à lui rendre visite (il ne les a pas vues depuis seize ans), a demandé, le vendredi 13 mai, au Congrès américain d'intervenir en sa faveur. » (Corresp.)

« Le danseur Rudolf Noureev, après avoir tenté vainement d'obtenir du gouvernement soviétique qu'il autorise sa mère et sa sœur à lui rendre visite (il ne les a pas vues depuis seize ans), a demandé, le vendredi 13 mai, au Congrès américain d'intervenir en sa faveur. » (Corresp.)

« Le danseur Rudolf Noureev, après avoir tenté vainement d'obtenir du gouvernement soviétique qu'il autorise sa mère et sa sœur à lui rendre visite (il ne les a pas vues depuis seize ans), a demandé, le vendredi 13 mai, au Congrès américain d'intervenir en sa faveur. » (Corresp.)

« Le danseur Rudolf Noureev, après avoir tenté vainement d'obtenir du gouvernement soviétique qu'il autorise sa mère et sa sœur à lui rendre visite (il ne les a pas vues depuis seize ans), a demandé, le vendredi 13 mai, au Congrès américain d'intervenir en sa faveur. » (Corresp.)

« Le danseur Rudolf Noureev, après avoir tenté vainement d'obtenir du gouvernement soviétique qu'il autorise sa mère et sa sœur à lui rendre visite (il ne les a pas vues depuis seize ans), a demandé, le vendredi 13 mai, au Congrès américain d'intervenir en sa faveur. » (Corresp.)

« Le danseur Rudolf Noureev, après avoir tenté vainement d'obtenir du gouvernement soviétique qu'il autorise sa mère et sa sœur à lui rendre visite (il ne les a pas vues depuis seize ans), a demandé, le vendredi 13 mai, au Congrès américain d'intervenir en sa faveur. » (Corresp.)

LA CONFÉRENCE DE SALZBOURG

En l'an 2000, deux milliards de tonnes de pétrole seront économisées grâce à l'énergie nucléaire

prévoit le directeur de l'A.J.E.A.

Salzbourg (A.F.P.). — La conférence nucléaire de Salzbourg a pris fin vendredi 13 mai, après deux semaines de travaux. Les délégués, responsables politiques ou économiques, industriels, scientifiques de soixante pays, se sont accordés sur la nécessité de l'énergie nucléaire, en dépit des controverses sur le recours aux surréacteurs et l'utilisation du plutonium. Dans son discours de clôture, M. Sigvard Eklund, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), a fait état de ce consensus. Il s'explique, selon lui, par la constatation que « les besoins mondiaux en énergie vont rapidement croître en raison des prévisions décentes, bien que l'on puisse discuter des taux de cette croissance ». « Ce qui est certain, a affirmé M. Eklund, est que la consommation mondiale actuelle, qui est égale à environ 6 milliards de tonnes équivalentes pétrole, va doubler en moins de dix ans, et ce malgré tous les efforts déployés pour économiser l'énergie. »

Selon M. Eklund, les centrales nucléaires apportent une solution, car les possibilités réelles de l'énergie solaire sont encore à démontrer, et la fusion thermonucléaire en est encore au stade du laboratoire. Les aspects nucléaires mondiaux devraient sans doute suivre le rythme suivant : une puissance électrique installée de 200 000 mégawatts en 1980, de 900 000 mégawatts en 1990 et de 1 300 000 mégawatts en l'an 2000. À cette époque, l'énergie nucléaire assurera 35 % de la production d'électricité et représentera 15 % de la consommation mondiale d'énergies primaires.

Certains diront peut-être que cette part du nucléaire est faible et que par conséquent on pourrait s'en passer. En fait, en l'an 2000, l'énergie nucléaire,

Après le licenciement de M. Claude Manuel

LES JOURNALISTES D'ANTENNE 2 EN GRÈVE LE 20 MAI

L'intersyndicale (S.N.J., C.F.D.T., F.O.) des journalistes d'Antenne 2 appelle les membres de la rédaction à cesser le travail le vendredi 20 mai, pendant vingt-quatre heures, après le licenciement sans indemnités, le vendredi 13 mai, de M. Claude Manuel, rédacteur en chef adjoint, écarté par l'actuelle direction de l'information depuis le mois de janvier et laissé depuis sans affectation. Cette grève pourrait être reconduite. L'intersyndicale a précisé, dans un communiqué, que « la violation flagrante de la convention collective et en dépit des assurances répétées du P.-D.G. la direction de la deuxième chaîne poursuit sa politique d'élimination des journalistes qui ne veulent pas plier devant ses décisions. »

M. Claude Manuel était le seul membre de l'ancienne rédaction d'Antenne 2 qui, après l'arrivée de M. Jean-Pierre Elkabbach à la direction de l'information, n'avait pas été remis à la disposition de la direction. Aucune proposition précise ne lui avait été faite, semble-t-il, depuis le mois de janvier. M. Claude Manuel avait engagé des démarches afin d'être dédomméagé de cette mise à l'écart, qu'il considérait comme un préjudice.

L'EXPULSION DU PASTEUR PERREGAUX N'EST PAS ANNULÉE

Allant à l'encontre des conclusions du commissaire du gouvernement, le Conseil d'État a refusé, vendredi 13 mai, d'annuler l'arrêt d'expulsion pris, le 18 juillet 1973, contre le pasteur Louis Berthier Perregaux, ancien représentant à Marseille de la Cimade (Service œcuménique d'entraide) (le Monde du 2 mai). Le Conseil d'État avait en première fois, en sous-section, puis avait été renvoyé en assemblée.

Les pays de l'Association européenne de libre-échange souhaitent renforcer la concertation avec la C.E.E.

De notre correspondante

Vienne. — A l'issue de la réunion tenue vendredi 13 mai, à Vienne, les chefs de gouvernement et les représentants des pays de l'A.E.L.E. (Association européenne de libre-échange) (1) ont adopté une résolution en dix points. Outre l'intensification de la coopération internationale, notamment avec les pays de la C.E.E., la lutte contre le chômage, l'inflation figurent parmi les principaux objectifs.

Les participants à la rencontre se sont félicités que les grands pays industrialisés se réunissent à Londres, aient mis l'accent « sur le besoin urgent de créer de nouveaux emplois, tout en continuant à réduire l'inflation ». Ils ont déclaré que les priorités n'étaient pas envisagées de la même façon par tout le monde, les pays nordiques et l'Autriche insistant fortement sur le plein-emploi, tandis que la Suisse soulignait plutôt les dangers de l'inflation.

Ce sommet, organisé à l'initiative du chancelier autrichien Kreisky, au sein du conseil institutionnel de l'A.E.L.E. (2), a été jugé d'autant plus important qu'il s'est déroulé à sept semaines de l'abandon, le 1^{er} juillet, des dernières barrières douanières qui existent dans le domaine industriel entre les neuf pays de la C.E.E. et ceux de l'A.E.L.E. Les gouvernements de l'A.E.L.E. ont reconnu que leurs économies « réagissent avec une sensibilité particulière » à la conjoncture mondiale. Représentant seulement 1 % de la population du globe, ils assurent 7 % du commerce mondial. Soulignant l'interdépendance grandissante en Europe, les pays membres ont exprimé une mise en garde : les avantages découlant du libre-échange ne doivent pas être compromis du fait d'une disparité dans les évolutions et les politiques économiques européennes. Les dangers du « protectionnisme » ont été particulièrement soulignés par la Suisse. « A des degrés d'intensité différents », les pays de l'A.E.L.E. et ceux de la C.E.E. devraient à

question et assureraient une transition « harmonieuse » avant l'entrée de certains de ces États dans la Communauté européenne. La possibilité d'intensifier la coopération économique avec la Yougoslavie a également été évoquée. Les gouvernements de l'A.E.L.E. estiment qu'il faut étendre la collaboration avec les pays de l'Est.

Enfin, au sujet du dialogue Nord-Sud, les participants à la réunion de Vienne espèrent qu'il contribuera à « assurer » aux pays en voie de développement une participation plus grande à l'économie mondiale et qu'il prendra spécialement en considération les intérêts des moins développés d'entre eux.

ANITA RIND.

(1) Dix pays étaient représentés par leurs chefs de gouvernement : Autriche, Grèce, Norvège, Portugal, Liechtenstein (pays participant à l'A.E.L.E.) et Finlande (membres de la C.E.E.).

(2) La Suisse était représentée par les conseillers fédéraux aux affaires politiques et à l'économie, et l'Islande par son ministre des affaires étrangères.

(3) Deux rencontres ont eu lieu : celle des chefs de gouvernement de l'A.E.L.E. ont eu lieu depuis sa création : en 1965 à Vienne et en 1966 à Londres.

« RADIO-VERTE »

A ÉMIS QUARANTE MINUTES DE CHEZ JEAN-EDERN HALLIER

La voix des écologistes parisiens s'est fait entendre de 19 heures à 19 h 40, vendredi 13 mai, sur la modulation de fréquence de 98 MHz. Cette émission clandestine de « Radio-Verte », qui n'a pas été brulée, n'était audible que dans le centre de la capitale. M. Antoine Lefebvre, directeur de la revue *Interférences* et ancien secrétaire de rédaction de l'*Idiot international*, et Eric Lacombe, vice-président de la section parisienne des Amis de la Terre, se sont notamment exprimés au cours de ces quarante minutes, qui contenaient également une intervention enregistrée de notre collaborateur Pierre Vianasson-Ponté.

L'émission provenait d'un émetteur-préfabriqué, situé place des Vosges, dans l'appartement de l'écrivain Jean Edern Hallier. Celui-ci nous a téléphoné lui-même, samedi à la première heure, pour nous annoncer que « Radio-Verte » émettrait à nouveau dans la soirée du 16 mai et que ses responsables n'abandonneraient pas seulement les problèmes d'écologie, mais traiteraient de la justice quotidienne (salaires d'huissier, chômage) et de la pollution culturelle. « L'éco-culture sera désormais la campagne inséparable de l'écologie », a précisé l'animateur responsable de l'*Idiot international*.

MAÎTRISER

LA PUBLICITÉ TÉLÉVISÉE

PLUTÔT QUE LA SUPPRIMER

préconise M. Chambaz

L'*Humanité* publie dans son numéro du 14 mai un éditorial de M. Jacques Chambaz, membre du bureau politique du parti communiste français.

« Il ne s'agit ni de bouleverser le programme commun ni de le considérer comme », écrit notamment M. Chambaz, « il s'agit de faire vivre plus concrètement sa démocratie ». En cas de victoire de la gauche et la Société française de production, aujourd'hui de statut non public, réintégrera le service public. Le député de Paris suggère également de « démocratiser la SORFAD ».

« Reste que la publicité de marques pose question », ajoute M. Chambaz. La question posée, plus qu'une suppression d'ailleurs irréaliste du jour au lendemain, est bien de la maîtriser.

M. Gaston Defferre, président de groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a rappelé, le 3 mai, que le programme commun prévoit de supprimer la publicité de marques à la télévision. M. François-Régis Baudie, rapporteur de la commission de P.S. chargée des problèmes de l'audiovisuel, fait connaître, en réponse à M. Defferre, son désaccord avec cette proposition (« le Monde » du 4 mai). Le parti communiste s'était au contraire exprimé dans cette controverse.



Fontainebleau
 VI^e Biennale des
 Antiquaires

TOUS LES JOURS
 de 10 h. à 19 h. jusqu'au 22 mai
 NOCTURNE LE 14 MAI

